

**NOUVEAU VOL MASSIF  
DE DONNÉES CHEZ ORANGE**

CAHIER ÉCO - LIRE PAGE 4



**Elections indiennes :  
la dynastie Gandhi exsangue**

ENQUÊTE - LIRE PAGE 21



**LE PATRON DU LOUVRE  
RÉPOND AUX CRITIQUES**

CULTURE - LIRE PAGES 12 ET 13

Jeudi 8 mai 2014 - 70<sup>e</sup> année - N°2155 - 2 € - France métropolitaine - [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr) -

Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directrice : Natalie Nougayrède

## L'enfer des 200 lycéennes enlevées au Nigeria

■ Les salafistes de Boko Haram ont revendiqué l'enlèvement de plus de 200 jeunes filles dans le dortoir de leur école, située dans le nord-est du pays

■ Ce mouvement armé, qui refuse l'éducation des femmes, aurait déjà vendu certaines des adolescentes dans des pays voisins, selon un diplomate américain

PAGE 2



La mère d'une jeune Nigérienne enlevée, lors d'une manifestation, le 6 mai, à Abuja. AFP/PIUS UTO MI EKPEI

## Hollande accusé de manipuler le jeu électoral

■ La réforme territoriale pourrait entraîner le report à 2016 des élections régionales

L'annonce par M. Hollande de l'accélération de la réforme territoriale et d'un possible report de 2015 à 2016 des élections départementales et régionales a provoqué des réactions critiques à droite et au centre. Le président a « peur de perdre les élections », a commenté le président de l'UMP, M. Copé. Le secrétaire général de l'UDI, M. Lagarde, a dénoncé la manipulation du calendrier « en fonction de ses intérêts particuliers et politiques ». « Si l'on met trop de temps pour engager cette réforme, elle risque de ne pas se faire », explique André Vallini, secrétaire d'Etat à la réforme territoriale. Dans un entretien au Monde, le ministre de l'intérieur, Bernard Cazeneuve, annonce qu'il veut « aller vite » pour « réorganiser l'administration » de l'Etat dans les régions. ■

LIRE PAGE 8

## Israël prend le risque de diviser ses ressortissants arabes

Israël est de plus en plus confronté à une exigence complexe : demeurer un Etat à la fois juif et démocratique, comme c'était l'intention de ses pères fondateurs. Ce n'est pas seulement l'occupation de la Cisjordanie, donc le contrôle exercé sur une partie de la population palestinienne, qui pose ce problème. C'est aussi une question que soulèvent les citoyens arabes d'Israël, comme en témoigne une récente décision concernant l'armée. Celle-ci entend favoriser l'enrôlement dans ses rangs de ses ressortissants arabes chrétiens.

### ÉDITORIAL

Les Arabes israéliens sont ces Palestiniens restés sur leurs terres et dans leurs foyers après la guerre de 1947-1948. Ils se sont retrouvés de facto citoyens du jeune Etat israélien. Ils représentent aujourd'hui un Israélien sur cinq, soit 1,6 million d'habitants. Ils disposent théoriquement des mêmes droits et devoirs que n'importe quels autres citoyens. Mais, pendant des décennies, les Arabes israéliens

ont fait l'objet de pratiques discriminatoires, notamment dans l'accès à la terre, au logement et aux emplois publics.

Ils ont été soumis jusqu'aux années 1960 à l'autorité d'un gouverneur militaire disposant de pouvoirs extraordinaires. Il a fallu attendre la mort de six manifestants, le 30 mars 1976, pour que la question arabe interne à Israël soit portée sur la place publique. Ce jour-là, la police réprima dans le sang des manifestations contre la pratique, courante, des confiscations de terres en Galilée.

Malgré l'amélioration de leur statut et une solide représentation parlementaire, les Palestiniens d'Israël font encore l'objet de discriminations socio-économiques. La dispense de service militaire dont ils bénéficient - pour éviter qu'ils aient à combattre des Palestiniens des territoires occupés, mais aussi parce que leur loyauté à Israël est jugée insuffisante - leur ferme les portes de précieuses aides universitaires, mais aussi des emplois dans la fonction publique.

C'est une communauté divisée et déchirée. Divisée entre Druzes et Bédouins - deux catégories parmi lesquelles l'armée israélienne

et les gardes-frontière recrutent volontiers - et entre musulmans et chrétiens. Déchirée entre son attachement à la Palestine historique et son intégration croissante au modèle social et politique israélien, autrement plus désirable que celui offert par l'hypothétique Etat palestinien qui pourrait voir le jour à Gaza et en Cisjordanie.

La décision d'Israël de favoriser l'enrôlement dans l'armée de jeunes Arabes chrétiens s'inscrit dans une logique de débauchage et de morcellement. Les chrétiens, surtout présents dans le nord du pays, forment 9 % des Palestiniens d'Israël. La démarche part du principe que les chrétiens sont censés être moins menaçants pour la sécurité intérieure d'Israël et plus attachés à l'Etat juif.

Elle fait suite à une loi, adoptée le 24 février, établissant pour la première fois un distinguo confessionnel dans la communauté arabe d'Israël. C'est une politique dangereuse, qui placera les chrétiens dans une position encore plus difficile. A quelques jours du premier voyage du pape François en Terre sainte... ■

LIRE NOS INFORMATIONS P. 3

### EUROPA

**Jamais l'Europe n'a été aussi unie, jamais elle n'a paru si fragile**

- L'abstention massive menace les élections européennes de mai
- Schulz et Juncker : débat entre les deux candidats à la Commission
- L'Ecosse, la Catalogne, et même la Vénétie... L'Europe en miettes ?

LIRE P. 6-7, 22 ET SUPPLÉMENT



### AUJOURD'HUI

#### Doha, Delhi et Dacca championnes de la pollution

L'OMS dresse un tableau de la pollution dans les principales villes de la planète. Si l'Amérique du Nord s'en sort bien, l'Asie subit une grave concentration de particules fines.

PLANÈTE - PAGE 5

#### Ecoutes ordinaires et sous-marines de la NSA

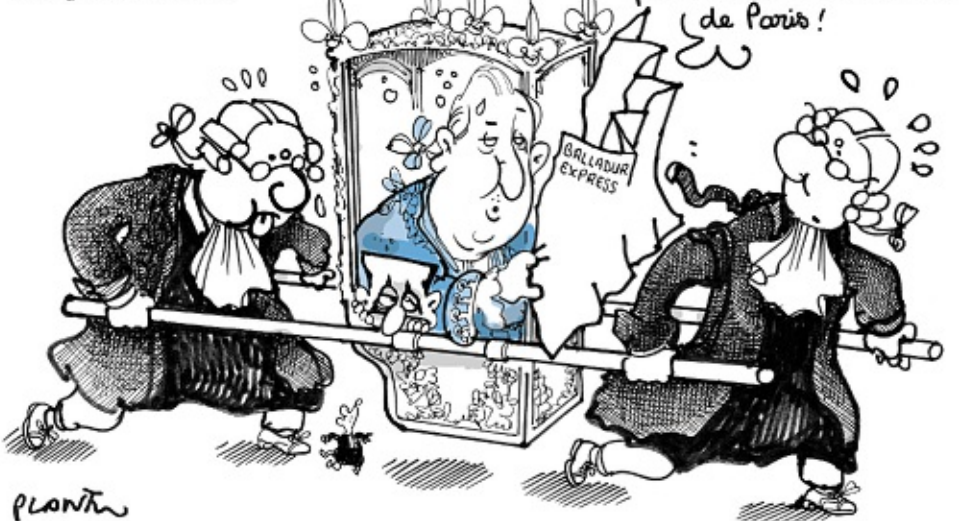
Des responsables philippins, un paradis pour patrons au Honduras, un institut de physique en Italie, un acteur du Net libyen... Enquête sur des « victimes » de l'espionnage des câbles sous-marins par la NSA.

L'ŒIL DU MONDE - PAGES 18-19

### LE REGARD DE PLANTU

Affaire de Karachi

Alors, les amis : nous allons passer par Karachi, l'Arabie Saoudite ; puis, nous terminerons par le Palais de Justice de Paris !



**PROMOTIONS !**

**La Norvège des fjords**  
Du 21 au 28 juillet 2014

Cet itinéraire à bord du Funchal, un navire à taille humaine, est de l'ordre du rêve ! Que vous choisissiez de rester à bord pour les deux croisières ou que vous choisissiez un seul itinéraire, vous vivrez une superbe traversée des pays nordiques à la meilleure saison. Avec des conférences d'exception, vivez une remarquable découverte des mondes scandinave, balte et russe. Les deux croisières sont de Paris à Paris et d'intéressantes promotions sont actuellement proposées.

**Tél. : 01 44 39 03 03 • [www.terreentiere.com](http://www.terreentiere.com)**

**La nouvelle Baltique**  
Du 28 juillet au 10 août 2014

**TERRE ENTIÈRE**  
CULTURE • VOYAGES • PASSION



# Nigeria : les captives de Boko Haram introuvables

Les autorités sont sous la pression de l'opinion après le rapt, mi-avril, de plus de 200 lycéennes par la secte islamiste

On n'ose imaginer sa terreur, ses journées d'espoirs contrariés et ses nuits d'angoisse. Depuis plus de trois semaines, Togu Galang est sans nouvelle de sa fille Rafiatu. Cette adolescente de 15 ans fait partie des captives de Boko Haram, promises selon Aboubakar Shekau, le chef de cette secte islamiste, à être « vendues sur un marché », « mariées » de force ou réduites en « esclavage ».

« Nous prions Dieu tous les jours pour qu'elle soit libérée. Nous ne pouvons rien faire. Nous avons entendu les déclarations de Boko Haram mais nous ne pouvons imaginer qu'ils feront ce qu'ils ont dit », veut croire ce père désemparé, joint au téléphone à Chibok, la localité de l'Etat du Borno dans le nord-est du Nigeria, où plus de 200 lycéennes, âgées de 12 à 18 ans, ont été enlevées à la mi-avril.

Si les différents décomptes s'accordent pour dire que 53 jeunes filles sont parvenues à échapper aux griffes de leurs ravisseurs, le nombre exact de celles qui ont été kidnappées dans la soirée du 14 avril demeure encore flou. La police évoque un rapt de 276 personnes, le président d'une associa-

**« Je ne peux célébrer ma liberté tant que mes amies sont entre les mains des insurgés et que j'ignore ce qu'elles subissent », explique Amina**

tion d'enseignants de Chibok dit en avoir comptabilisé 257, l'association des chrétiens du Nigeria a publié une liste de 180 noms, précisant que 165 de ces jeunes filles sont chrétiennes.

Les déclarations contradictoires des autorités n'ont fait qu'ajouter à la confusion. Au lendemain de l'enlèvement, le porte-parole de l'armée avait assuré que la quasi-totalité des filles avait été secourue avant de se rétracter et de s'excuser.

Les circonstances de l'enlèvement sont en revanche mieux connues. « Il était 23 h 30 quand j'ai entendu les premiers tirs », déclare Dunoma Npur, un habitant de Chibok. Quelques minutes plus tard, il y a eu des coups de feu plus intenses autour de l'école, alors nous sommes tous partis nous cacher en brousse. Quand nous sommes revenus le lendemain matin, l'école, la maison du gouverneur local et quelques échoppes étaient brûlées. »

Deborah Sanya, 18 ans, a raconté, sur un blog du magazine américain *The New Yorker* son kidnapping et comment elle a faussé compagnie à ses ravisseurs. Selon elle, les militants islamistes se sont présentés en uniforme de l'armée nigérienne dans l'enceinte du lycée. « Ils nous ont dit : "Ne vous inquiétez pas. Rien ne va vous arriver." » Puis les jeunes internes ont été embarquées dans des camions, sur des motos. L'école a été incen-



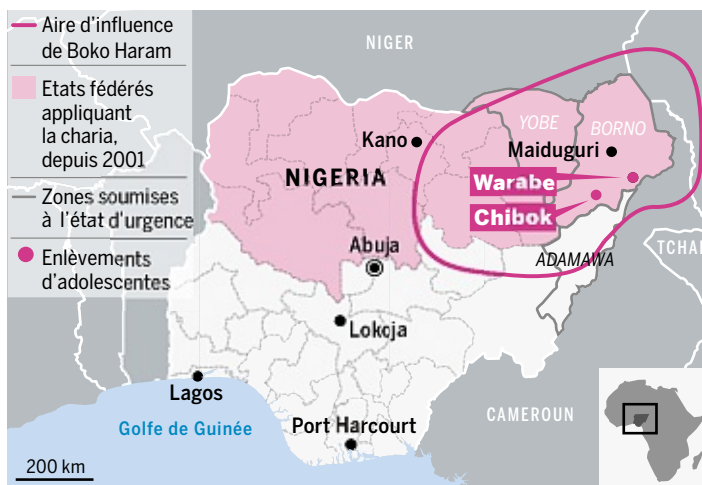
A Chibok, quatre des 53 lycéennes qui sont parvenues à échapper à leurs ravisseurs de la secte Boko Haram, à la mi-avril. HARUNA UMAR/AP

diée. Les hommes armés ont tiré en l'air, manifestant leur joie par des « Allah Akbar ! ». Là, Deborah a compris quelle était l'identité de ces visiteurs nocturnes. Le lendemain, elle a pu s'échapper avec deux amies du campement où les avaient menées leurs gardes, en coupant à travers les bois avant de rejoindre un village où elles ont pu prévenir leurs parents.

Amina Sawok et Thabita Walse ont, elles, raconté au journal nigérian *The Punch* comment elles ont retrouvé la liberté en sautant en pleine nuit du camion des ravisseurs. « Je ne peux célébrer ma liberté tant que mes amies et mes camarades de classe sont entre les mains des insurgés et que j'ignore ce qu'elles subissent », explique Amina.

Les déclarations, lundi 5 mai, d'Aboubakar Shekau, le chef de Boko Haram, n'ont eu aucun effet apaisant. Ricanant, provocateur, flanqué de quelques combattants au visage masqué, il a pour la première fois revendiqué son acte. « J'ai enlevé vos filles. Je vais les vendre sur le marché, au nom d'Allah », clame-t-il dans un enregistrement

vidéo de cinquante-sept minutes transmis à l'AFP. Puis il précise qu'il en gardera certaines « comme esclaves ». « J'ai dit que l'éducation occidentale devait cesser. Les filles, vous devez quitter l'école et vous marier (...) Une fille de 12 ans, je la donnerais en mariage, même une fille de 9 ans je le ferais », ajoute le chef de ce mouvement rebelle, qui a basculé dans un fanatisme aussi absurde que destructeur.



Selon Marc-Antoine Pérouse de Montclos, professeur à l'Institut français de géopolitique et spécialiste du Nigeria, ce rapt avait été annoncé dans une précédente déclaration et les captives pourraient servir « d'appâts » pour recruter de nouveaux combattants dans un Nord paupérisé, où le prix des dots empêche de nombreux jeunes hommes de trouver une épouse.

D'après plusieurs sources loca-

les confirmées par le département d'Etat américain, certaines lycéennes ont été transférées hors du pays, au Tchad et au Cameroun où elles auraient été vendues pour une dizaine d'euros. Dans la nuit de lundi à mardi, huit autres filles auraient été enlevées.

L'incapacité des autorités nigérianes à retrouver les lycéennes suscite chaque jour un peu plus de mécontentement et d'interrogations. « Pourquoi cette école a été ouverte pour des examens alors que toutes les autres de l'Etat sont fermées ? Comment les ravisseurs ont-ils pu s'enfuir alors que les routes sont quadrillées ? », se demande le professeur Khalifa Dekoua, suggérant que les ravisseurs ont pu bénéficier de complicités dans les services de sécurité.

A Chibok, Togu Galang raconte qu' aussitôt après l'enlèvement il est parti avec un groupe d'une centaine d'hommes à la recherche de sa fille et de ses compagnes d'infortune. « A environ 50 km de chez nous, près de la localité d'Eziguero, des villageois nous ont dit que les gens de Boko Haram

## Arrestation de 14 membres de Boko Haram au Niger

Quatorze membres présumés de la secte islamiste nigérienne Boko Haram ont été arrêtés, mardi 6 mai, au Niger, dont douze après une attaque contre des militaires en patrouille dans la région de Difa, a déclaré le gouverneur de la région. Située à 1400 km à l'est de Niamey, capitale du Niger, Difa est frontalière avec l'Etat nigérian de Borno, bastion de Boko Haram. Des dizaines de milliers de réfugiés s'y trouvent et les autorités du Niger redoutent que des islamistes soient parmi eux.

étaient cachés dans la forêt. Ils nous ont dit de ne pas les attaquer, car nous n'avions que des arcs et des flèches alors que les insurgés ont des armes lourdes. Nous avons prévenu l'armée et la police mais, depuis, rien n'a été fait », s'agace le père de Rafiatu.

Si ce n'est pas la première fois, loin s'en faut, que les insurgés du nord-est du Nigeria mènent des actions violentes contre des écoles – en juin 2013, 22 étudiants avaient été assassinés à Mamudo et en février 2014, 59 garçons avaient été tués à Buni Yadi –, le rapt de Chibok suscite un émoi sans précédent.

Des manifestations se tiennent quotidiennement au Nigeria, mais aussi dans le reste du monde, pour demander le retour des filles et dénoncer l'incurie du pouvoir. Sur les réseaux sociaux, la campagne Bring Back Our Girls (« ramenez nos filles ») aurait fait l'objet de plus de 850 000 tweets.

Cette mobilisation a poussé Goodluck Jonathan à réagir dimanche. Le président nigérian plus soucieux jusque-là d'empêcher de nouveaux attentats dans la capitale fédérale, Abuja, où s'est ouvert mercredi le Forum économique mondial, et d'éviter une extension des attaques vers les régions d'extraction pétrolière du Sud-Est, a dû concéder que les services de sécurité n'avaient toujours pas retrouvé la trace des lycéennes et se résoudre à lancer un appel à l'aide internationale.

Les Etats-Unis ont envoyé une équipe d'experts et les Britanniques se sont dits prêts à assister les services nigériens dans leurs recherches. « Dans un Nigeria qui refuse généralement toute collaboration sécuritaire, cette demande porte un coup à la fierté nationale et démontre l'inquiétude du président, qui espère être réélu en 2015 », analyse Benjamin Augé, chercheur à l'Institut français des relations internationales.

Alors que les autorités ont lancé, depuis un an, une offensive militaire contre Boko Haram, sans résultat probant pour le moment, Marc-Antoine Pérouse de Montclos considère que, pour venir à bout de cette insurrection, « il faut pousser le gouvernement à une stratégie plus fine qui ne soit pas basée que sur la répression ».

CYRIL BENSIMON

## Une secte islamiste radicale qui a basculé dans la folie meurtrière

DEPUIS UN AN, les autorités nigérianes mènent une guerre ouverte à Boko Haram. Les Etats de Borno, Yobe et Adamawa du nord-est du pays le plus peuplé d'Afrique (plus de 170 millions d'habitants) sont soumis à l'état d'urgence. Des milliers de soldats ont été déployés dans ces zones, 23 % du budget de la première puissance économique africaine est désormais alloué à la sécurité, des chiffres jamais atteints à l'époque des juntes militaires. Mais pour quel résultat ?

Si, de bonne source, la majeure partie des fonds est engloutie par des officiers avant d'atteindre les

militaires sur le terrain, la logique répressive engagée par Abuja a contribué à la radicalisation extrême de la secte islamiste, qui entend fonder un califat au Nigeria et faire appliquer la charia avec la plus excessive rigueur.

Sous la houlette de son chef actuel, Aboubakar Shekau, Boko Haram – dont la traduction littérale signifie « l'éducation occidentale est un péché » – a franchi une étape supplémentaire dans la cruauté et la folie meurtrière.

Loin des regards extérieurs, l'armée effectue des raids aériens, rase des villages. Poussées par le gouver-

nement, des milices d'autodéfense sont formées. De leur côté, les combattants islamistes multiplient les attentats et les massacres, notamment de tous ceux suspectés de collaborer avec les autorités. Deux explosions en avril ont fait près de cent morts dans les faubourgs de la capitale fédérale Abuja.

### « Agenda local »

Selon l'ONG Amnesty International, 1500 personnes, dont plus de la moitié de civils, ont été tuées depuis le début de l'année dans un conflit qui, peu à peu, déborde hors des frontières du Nigeria.

Boko Haram dispose de relais au Niger, au Tchad et au Cameroun où avaient été enlevés, en 2013, la famille Moulin-Fournier puis le père Georges Vandenberg. Les rançons des rapt, mais aussi les attaques de banques et la contrebande transfrontalière seraient aujourd'hui devenues, selon plusieurs observateurs, les principales sources de financement de cette secte fondée en 2002, qui a basculé dans l'insurrection armée en 2009 après que son fondateur, Mohammed Yusuf, eut été capturé puis liquidé par les services de sécurité.

Bien que des Nigériens aient été aperçus dans le nord du Mali lorsque celui-ci était sous la coupe d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), selon plusieurs sources sécuritaires, aucune preuve d'une appartenance de Boko Haram à « l'internationale djihadiste » n'a jusque-là été apportée. « Les divergences doctrinales entre Al-Qaïda et Boko Haram sont importantes. L'un vise les Occidentaux, l'autre a un agenda local », considère le spécialiste du Nigeria, Marc-Antoine Pérouse de Montclos.

En revanche, le mouvement Ansaru, scission de Boko Haram

apparue en 2012, s'inscrit davantage dans la logique d'Al-Qaïda.

Aujourd'hui, Aboubakar Shekau nargue les autorités, qui ont plusieurs fois annoncé sa mort. Sambo Dasuki, le conseiller à la sécurité du président nigérian Goodluck Jonathan, qui préconisait une approche moins répressive, a été marginalisé. D'autant que nombre d'officiers profitent des opérations militaires pour se remplir les poches. En dernier ressort, se pose une question : pour sortir de la crise, avec qui le gouvernement nigérian peut-il négocier ?

C.B.E.



# Le recrutement des jeunes chrétiens par Tsahal divise les Arabes d'Israël

L'armée israélienne veut inciter les chrétiens à faire leur service militaire, sur la base du volontariat

## Reportage

**Mi'ilya (Israël)**  
Envoyé spécial

Le Forum pour le recrutement (dans l'armée) des chrétiens israéliens a choisi, en la personne de Samer Gozen, un ambassadeur un peu caricatural. Au volant de sa voiture aux vitres teintées, il pilote jusqu'à sa maison du centre de Mi'ilya, un village 100 % chrétien de Haute Galilée, à dix kilomètres de la frontière libanaise.

Ce n'est pas en raison de ce voisinage stratégique que Samer Gozen porte un pistolet à la ceinture, ni parce qu'il est « *constamment menacé* » pour son militantisme en faveur de l'enrôlement des chrétiens dans Tsahal. S'il est armé, c'est en souvenir des sept années qu'il a passées dans les forces spéciales de l'armée israélienne, où il a gardé des « *contacts* ».

Dans son salon, un large écran de télévision transmet les images des quatre caméras qui surveillent les abords de la maison. Sa femme, Roxana, et sa fille, Jennifer (17 ans et demi), sont là pour témoigner. Jennifer attaque d'emblée : « *Ne m'insultez pas en me disant que je suis arabe ! Je ne crois absolument pas à ce que vous appelez "les Palestiniens"* », Samer Gozen est aux anges : elle est la digne fille de son père.

Dans deux mois, Jennifer sera la première Arabe israélienne chrétienne à rejoindre l'armée de l'air. « *J'ai signé pour trois ans, explique-t-elle. Israël nous a tout donné, nous devons lui rendre quelque chose en retour.* » Roxana abonde dans son sens : « *Israël est menacé, nous devons le défendre, c'est notre*

*devoir.* » Samer Gozen résume sa position : « *Je ne suis pas arabe !* »

Nous avions rencontré Samer Gozen le 23 avril à Jérusalem : il faisait office de garde du corps du Père Gabriel Nadaf, prêtre controversé de l'Eglise grecque-orthodoxe de Nazareth et fondateur en 2012 du Forum de recrutement des chrétiens israéliens. Ce religieux plutôt militariste était flanqué d'un porte-parole de choc, Shadi Khaloul, premier officier arabe chrétien et capitaine de réserve. Cette conférence de presse destinée, selon le Père Nadaf, à « *ouvrir les yeux de la communauté chrétienne sur ses devoirs envers Israël* », avait lieu quelques jours après l'annonce, par l'armée israélienne, de sa décision d'adresser des appels à la conscription aux Arabes israéliens de confession chrétienne.

Dans un pays où les 1,6 million d'Arabes israéliens (20,7 % de la population) sont exemptés de service militaire (et civil), le fait de solliciter les quelque 130 000 d'entre eux qui sont chrétiens a immédiatement déclenché une polémique virulente. Le député arabe israélien – et chrétien – Basel Ghattas a donné le ton : « *L'objectif est clairement de diviser la population arabe en séparant les chrétiens du reste de la société arabe. Très vite, l'Etat va rendre obligatoire cette conscription.* »

L'objectif du haut commandement est de décupler le nombre de chrétiens dans les rangs de Tsahal – ils étaient une centaine en 2013 –, en envoyant une convocation « *volontaire* » aux 800 jeunes hommes qui atteignent chaque année l'âge théorique de la conscription (18 ans). En recevant



Des soldats israéliens lors d'un forum de recrutement de jeunes chrétiens, à Nazareth, en 2013. DAN BALITY/AP



cette « *feuille de route* », a expliqué la radio militaire, les jeunes chrétiens éviteront « *de s'exposer à d'éventuelles pressions de leurs coreligionnaires chrétiens ou musulmans, hostiles dans leur immense majorité à la conscription* ». A Mi'ilya, qui compte 3 000 habitants, outre Jennifer Gozen, seuls quatre jeunes ont revêtu l'uniforme israélien.

« *Aucun de mes amis n'oserait faire une chose pareille, assure Yosef Abed, un pharmacien de 35 ans. Cela nous placerait en position de nous battre contre notre propre peuple ! J'ai la citoyenneté israélienne, et cela se résume à un*

*passport, rien de plus. Cette terre est ma terre, mais ce n'est pas mon Etat, et encore moins mon armée.* » « *Je suis chrétienne, ajoute sa femme Lamis, membre de l'Eglise melkite grecque-catholique, de rite byzantin comme tous les habitants de Mi'ilya. Mais la religion, c'est quelque chose de personnel. Je parle arabe, je vis, je mange, je m'habille comme une Arabe, je suis complètement arabe !* »

Le Père Nadaf, lui, choisit de ne pas répondre à la question de son identité arabe : « *Je suis un chrétien israélien* », indique-t-il. « *Israël est le seul pays du Proche-Orient qui protège les chrétiens, insiste-t-il. Pour obtenir plus de droits, nous devons aussi accepter certains devoirs. Faire son service militaire est le meilleur moyen de s'intégrer dans la société israélienne.* »

Shadi Khaloul, qui se fait l'avocat de la conscription obligatoire, est dithyrambique sur les nombreuses opportunités que lui ont valu son passage dans l'armée. A Mi'ilya, l'ancien maire Eliya Arraf n'hésite pas à qualifier ces soldats

chrétiens de « *traîtres* » stipendiés par l'Etat juif. « *Qu'Israël fasse la paix avec les Palestiniens, et ainsi il n'aura pas besoin d'une telle armée, ni d'enrôler les chrétiens. Nous aurions des devoirs envers l'Etat et les Israéliens ? Qu'ils commencent par nous donner des*

« **Qu'Israël fasse la paix avec les Palestiniens, et il n'aura pas besoin d'une telle armée, ni d'enrôler les chrétiens** »

**Eliya Arraf**  
ancien maire de Mi'ilya

droits égaux, et qu'ils cessent l'occupation [des territoires palestiniens] ! », martèle-t-il.

Le Père Nadaf balaie les accusations selon lesquelles il recevrait un salaire du ministère israélien de la défense, mais Samer Gozen, lui, n'hésite pas à évoquer l'aide financière du Bureau du premier ministre dont profite le Forum de

recrutement des chrétiens israéliens. En recevant le Père Nadaf, le 5 août 2013, Benyamin Nétanyahou n'avait pas retenu ses marques de sympathie : « *Vous êtes des citoyens loyaux qui voulez défendre l'Etat et je vous soutiens* », avait-il dit au prêtre.

S'il est improbable que Jennifer Gozen fasse beaucoup d'émules à Mi'ilya, tout porte à croire que cette campagne visant à convaincre les chrétiens de rejoindre Tsahal s'inscrit dans une politique dont l'objectif est de diviser la société arabe. Pour preuve, l'adoption récente par la Knesset (le Parlement israélien) d'une loi d'apparence anodine qui, pour la première fois, a établi une distinction entre Arabes chrétiens et Arabes musulmans. Son promoteur, Yariv Levin, un proche de M. Nétanyahou, résumait ainsi ses intentions : « *Nous [les juifs] et les chrétiens avons beaucoup de choses en commun. Ils sont nos alliés naturels, un contrepois aux musulmans qui veulent détruire le pays de l'intérieur.* » ■

LAURENT ZECCHINI

## En Turquie, M. Erdogan est soupçonné de vouloir enterrer les scandales de corruption

La commission parlementaire chargée d'enquêter sur les accusations visant des proches du premier ministre est dominée par l'AKP

**Istanbul**  
Correspondance

Les débats ont tenu les députés en éveil toute la nuit, jusqu'à l'aube. A plusieurs reprises, le ton est monté et les élus de la Grande Assemblée nationale de Turquie en sont quasiment venus aux mains. Mais à l'issue de cette session particulièrement houleuse, les députés ont voté lundi 5 mai, à une large majorité, en faveur de la création d'une commission parlementaire chargée d'enquêter sur les affaires présumées de corruption, dans lesquelles quatre anciens ministres du gouvernement de Recep Tayyip Erdogan sont mis en cause par la justice.

Cette commission, qui ne devrait pas rendre ses conclusions avant l'automne, soit après l'élection présidentielle prévue en août, sera composée de quinze membres, dont neuf issus du Parti de la justice et du développement (AKP). Ce qui fait craindre à l'opposition que cette manœuvre ne soit rien d'autre qu'une nouvelle tentative d'étouffer les scandales.

Le premier ministre Erdogan, sa famille et ses proches sont soupçonnés de fraudes et de corruption depuis l'ouverture d'une série de procédures judiciaires, le 17 décembre, et la révélation d'enregistrements compromettants. Le dirigeant turc et ses quatre ex-ministres clament leur innocence. Ils accusent la confrérie du préda-

teur Fethullah Gülen d'avoir monté cette affaire de toutes pièces pour fragiliser le gouvernement.

En prélude du vote, les membres de l'AKP incriminés ont tenté de se défendre pour la première fois depuis leur démission – pour trois d'entre eux – du gouvernement. Zafer Caglayan, ancien titulaire du portefeuille de l'économie et proche de M. Erdogan, a ainsi rejeté toute accusation de corruption. Il est soupçonné de s'être fait offrir une montre de luxe d'une valeur de 450 000 euros par l'homme d'affaires irano-azéri Reza Zar-

rab, mystérieux intermédiaire au centre des scandales. Le bijou, un modèle d'un grand horloger suisse fabriqué sur mesure, lui aurait été livré en jet privé.

### « J'ai payé cette montre »

Il a été acheté légalement, a répondu M. Caglayan, qui a brandi un document présenté comme une facture et affirme avoir succombé après avoir vu une publicité dans un journal. « *J'ai payé pour cette montre* », a-t-il lancé, exhibant son poignet. Il a également nié avoir effectué le pèlerinage à

La Mecque grâce au jet de M. Zarab. « *J'ai toujours été au service de mon pays et des entrepreneurs qui contribuent à la croissance turque* », a assuré M. Caglayan.

A ses côtés, l'ancien ministre de l'urbanisme et de l'aménagement urbain, Erdogan Bayraktar, lui aussi mis en cause, a fondu en larmes. Egemen Bagis (affaires européennes) a dénoncé un « *sale complot* », orchestré selon lui par des magistrats et des policiers aux ordres de Fethullah Gülen.

Muammer Güler, ancien ministre de l'intérieur, a accusé les procu-

reurs d'outrepasser leurs pouvoirs mais ne s'est pas expliqué sur la découverte de grosses sommes d'argent liquide cachées dans la chambre de son fils. « *Nous n'avons aucun doute sur les nôtres*, a déclaré le vice-président du groupe AKP à l'assemblée, Nurettin Canikli. Laissons l'enquête aller à son terme, personne ne peut étouffer ces allégations. »

L'opposition a pourtant de sérieux doutes sur les intentions de M. Erdogan face à ce que Kemal Kilicdaroglu, dirigeant d'opposition du CHP (Parti républicain du

peuple, kémaliste), décrit comme « *le plus gros scandale de l'histoire de la République turque* ». La commission d'enquête, ironiquement rebaptisée « *commission de blanchiment* », pourrait être le meilleur moyen de temporiser ou d'enterrer les affaires.

« *Mais même si le gouvernement acquitte ces hommes, ils devront rendre des comptes devant la Cour suprême* », a averti le député du CHP Akif Hamzaçebi. Pour envoyer les anciens ministres devant les juges de la Cour constitutionnelle, à l'issue de la procédure d'enquête, l'opposition devra toutefois trouver le soutien d'au moins cinquante députés de l'AKP.

Le premier ministre Erdogan a tout fait depuis décembre 2013 pour étouffer le scandale. Il s'est lancé dans une vaste opération de purge de l'appareil judiciaire et administratif, éliminant tous les fonctionnaires soupçonnés d'appartenir à la confrérie Gülen. Des milliers de limogeages dans la police et dans la magistrature ont été ordonnés. Les procureurs à l'origine de l'affaire ont été mutés. Une partie des accusations lancées le 17 décembre a déjà été abandonnée par la justice.

La semaine dernière, le parquet d'Istanbul a classé sans suite le volet sur l'administration du logement collectif (Toki), dans lequel était accusé le fils de M. Bayraktar, lui-même ancien directeur de cette agence gouvernementale. ■

GUILLAUME PERRIER

## Sur le littoral dakarois, le mur turc est de trop

Ses opposants l'ont surnommé le « *mur de la honte* ». S'élevant sur le bord de mer à Dakar, il devait entourer la future ambassade de Turquie au Sénégal : 4 000 m<sup>2</sup> avec vue sur l'océan. Mais après plusieurs semaines de mobilisation d'opposants au projet, les pelleteuses sont à l'arrêt.

L'annonce est venue de Macky Sall en personne. Le président sénégalais s'est rendu sur la corniche ouest de Dakar dimanche 4 mai. « *Nous avions demandé aux autorités turques de suspendre les travaux, cela a été fait* », a-t-il déclaré. Si le projet n'est, pour l'heure, que suspendu, l'annonce constitue une victoire inédite pour les défenseurs du littoral dakarois.

Depuis des années, la « *corniche* », comme l'appellent les habitants, est le lieu d'une intense activité immobilière. Le rythme des constructions a été particulièrement élevé de 2000 à 2012, sous la présidence d'Abdoulaye Wade, grand promoteur d'infrastructures. Les bâtiments (hôtels de luxe, parc d'attractions, résidences) ont poussé en dépit d'une loi sur la protection du littoral.

### « Espace de respiration »

Jusqu'ici, l'inoxorable grignotage du bord de mer s'était fait sans provoquer de protestation majeure. « *L'ambassade de Turquie a été la goutte d'eau* », explique Mahamet Diallo, l'un des fondateurs du collectif « *Non au mur* », qui

regroupe une vingtaine d'associations. « *Le site en question est l'un des rares points où l'on peut encore voir la mer* ». Ces dernières semaines, la mobilisation, relayée sur les réseaux sociaux, avait pris de l'ampleur, avec manifestations et pétition en ligne. Elle a été notamment portée par l'architecte sénégalais Pierre Goudiaby.

« *Dakar est une ville surpeuplée ; pour ses habitants, le littoral est le seul espace de respiration* », souligne Bassirou Diallo, membre de l'association SOS littoral, pour expliquer le soudain réveil des habitants. Malgré les constructions, la corniche reste populaire. Chaque soir, des centaines de jeunes dakarois viennent

faire du sport sur la plage. Les familles s'y pressent le week-end. « *Nous voulons des aménagements communautaires pour que toutes les couches sociales puissent en profiter* », souligne Bassirou Diallo.

Macky Sall a également annoncé la création d'un groupe de travail rassemblant gouvernement et société civile, chargé de faire un état des lieux de l'occupation de la côte. Outre la Turquie, la Libye et le Koweït se sont vus octroyer des terrains sur le littoral pour construire leur ambassade. « *Nous discuterons avec ces différents pays sur des schémas alternatifs* », a souligné le président. ■

CHARLOTTE BOZONNET  
(DAKAR, ENVOYÉE SPÉCIALE)



## La première ministre thaïlandaise destituée par la Cour constitutionnelle

Yingluck Shinawatra a été condamnée pour « abus de pouvoir » au profit de son parti

La première ministre thaïlandaise, Yingluck Shinawatra, a été destituée mercredi 7 mai par la Cour constitutionnelle au terme d'une procédure ouverte pour « abus de pouvoir ». L'un des magistrats de la plus haute juridiction du pays a indiqué, à la télévision, que « *les juges ont décidé à l'unanimité que Yingluck avait abusé de son statut de Premier ministre et (...) ne peut plus rester à son poste de premier ministre* ».

Elle se voit donc condamnée à expédier les affaires courantes. Cette décision risque d'aggraver la crise politique où la Thaïlande s'enfonce depuis de nombreux mois.

L'affaire qui a conduit à cette destitution a débuté en 2011, après l'arrivée au pouvoir de Yingluck Shinawatra et sa décision d'évincer le directeur du Conseil de sécurité nationale. Un choix invalidé par la suite par un tribunal administratif, permettant le retour de l'intéressé dans ses fonctions.

### « Coup d'Etat judiciaire »

Néanmoins, un groupe de sénateurs avait déposé un recours devant la Cour constitutionnelle, assurant que le départ du conseiller national pour la sécurité avait été obtenu au bénéfice du parti de M<sup>me</sup> Shinawatra, le Puea Thai (« pour les Thaïlandais »). La procédure visait également d'autres ministres du gouvernement pour lesquels la Cour n'a pas mentionné le résultat de sa décision.

Quelques heures après l'annonce de sa destitution, Yingluck n'avait toujours pas réagi mais les craintes de nouveaux heurts dans un pays où le pouvoir est en apesanteur depuis des mois sont plus fortes que jamais. Le mouvement des « chemises rouges », partisans de Thaksin, frère de la première minis-

tre et lui-même ex-premier ministre, avaient promis de redescendre dans la rue en cas de « *coup d'Etat judiciaire* ».

Le pouvoir thaïlandais est cependant déjà en lambeaux. Le gouvernement assiégué n'a plus que le statut d'« intérimaire » depuis que des élections législatives anticipées organisées le 2 février pour désamorcer la crise, ont été invalidées fin mars et reportées en juillet. M<sup>me</sup> Shinawatra, elle-même, séjourne essentiellement dans le nord du pays, l'un des fiefs des « chemises rouges » et région d'origine de sa famille. La police semble peu désireuse de se confronter aux manifestants et l'armée souhaiterait, selon les spécialistes, être débarrassée de l'héritière de Thaksin.

Les opposants au régime, « les chemises jaunes », reprochent à Yingluck de diriger un gouvernement marqué par le népotisme et la corruption. Le 27 février, elle avait refusé de se présenter devant la Commission anticorruption, procédure qui pouvait, elle aussi, mener à sa destitution. Elle aurait, selon les accusations, validé un programme d'aides aux riziculteurs marqué par la corruption et l'incurie, provoquant notamment l'accumulation de stocks invendables. Contestant l'ensemble des griefs formulés à son égard, elle avait alors déclaré : « *Je reste la première ministre de ce gouvernement, je suis là pour être la garante de la démocratie* ».

Depuis le 22 février, des affrontements sporadiques, notamment à Bangkok, ont causé la mort de 22 personnes et fait 700 blessés. La Thaïlande connaît son plus grave épisode de violences depuis le massacre de manifestants en 2010, quand la répression avait causé plus de 90 morts. ■

JACQUES FOLLOROU

### SYRIE

## Les rebelles débutent leur retrait de la vieille ville de Homs

HOMS. Les rebelles syriens ont annoncé, mercredi matin 7 mai, le début de leur retrait de la vieille ville de Homs, dans le centre de la Syrie, où ils étaient assiégés depuis plus de deux ans par l'armée du régime de Bachar Al-Assad. « *Trois bus ont quitté la vieille ville avec 120 personnes à bord, des blessés, des civils et des combattants* », a affirmé le négociateur rebelle Aboul Hareth. Le gouverneur Talal Al-Barazi, qui a pris part aux négociations côté gouvernemental, a confirmé l'information. – (AFP) ■

### Soudan du Sud Salva Kiir et Riek Machar devraient se rencontrer vendredi 9 mai en Ethiopie

JUBA. En visite à Juba, mardi 6 mai, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a indiqué avoir reçu l'assurance du président Salva Kiir et de son ancien vice-président Riek Machar, dont les troupes s'affrontent depuis décembre 2013, qu'ils se rencontreraient, probablement vendredi 9 mai à Addis-Abeba (Ethiopie). – (AFP) ■

# Dans Odessa en deuil, le gouvernement ukrainien tente une reprise en main

Quatre jours après l'incendie de la Maison des syndicats, les appels à la vengeance se multiplient

## Reportage

Odessa (Ukraine)  
Envoyé spécial

Une pluie d'or pour éteindre le feu ? Quatre jours après la mort de plus de quarante personnes, majoritairement des manifestants prorusses, dans des affrontements de rue puis l'incendie de la Maison des syndicats à Odessa, le gouvernement a nommé, mardi 6 mai, un nouveau gouverneur : Igor Palytsia. Cet homme d'affaires est proche de l'oligarque Igor Kolomoïski, qui dirige la région de Dnipropetrovsk. M. Kolomoïski tient son fief à l'abri des violences depuis le mois de mars, en usant de sa fortune bâtie dans la banque et les médias. Saura-t-il faire de même à Odessa ?

M. Kolomoïski ne détient qu'un pouvoir économique relatif dans la ville. Les attaches de M. Palytsia y sont maigres, de son propre aveu. Mais qu'importe. Le vide du pouvoir était flagrant. Et de nouvelles violences à Odessa, ville stratégique au bord de la mer Noire, auraient des répercussions dans tout l'est de l'Ukraine.

Mardi matin, avant l'annonce de la nomination de M. Palytsia, ce port marchand qui attend désespérément les touristes du printemps semblait avancer à l'aveugle. La mairie est tenue par un administrateur invisible. Un élu doit le remplacer dans la foulée de l'élection présidentielle, le 25 mai. Les téléphones des adjoints sonnent dans le vide. Comme ceux des principaux chefs de la police. L'essentiel de la hiérarchie a été limogée dimanche par le premier ministre, Arseni Iatseïniouk. Les forces de police n'avaient pas su empêcher les violences du 2 mai. Elles se sont montrées au mieux incapables, et peut-être complices deux jours plus tard, lorsque les manifestants prorusses ont pris d'assaut un commissariat de la ville, libérant 67 des leurs.

Mardi, devant les ruines de la Maison des syndicats, les trois plançons se faisaient discrets. Des habitants sont venus, toute la journée, rafraîchir un tapis d'oeillets rouges sur les marches du bâtiment. On allumait des photophores entre les reliques de l'incendie : des blousons noircis par la fumée, un châle



Cérémonie funèbre pour un jeune homme mort dans l'incendie du 2 mai à Odessa. VADIM GHIRDA/AP

à motifs pied-de-poule, un ventilateur et un ordinateur à grosses touches datant de 1999, épargnés par les flammes. Sous pochettes plastiques, on a accroché aux murs des photos des cadavres, à côté d'appels à la vengeance. On se tient droit devant les portes aux charbonnières calcinées. On observe l'ombre d'un policier enquêtant là-haut dans les décombres de l'escalier.

« Ils ne veulent pas nous entendre et ils nous brûlent. Ce sont nos garçons qu'ils ont tués »

Oleg Alexeïev, ouvrier

Mais quels indices pourrait-il relever ? Pendant quatre jours, la foule a piétiné dans le bâtiment, ruinant toute possibilité d'expertise. Lui interdire l'accès aurait causé une émeute, reconnaissait mardi le nouveau chef de la police. En attendant les résultats de l'enquête, les rumeurs circulent. La police se penche sur des appels à la vengeance contre de jeunes gens accusés d'avoir provoqué l'incendie, avec noms, photographies et adresses.

## « La vieille Russie s'est réveillée »

Entretien Davit Oussoupachvili, président du Parlement géorgien

DEUX PAYS sont très attentifs au délitement de l'Etat ukrainien, stimulé par Moscou. Il s'agit de la Moldavie et de la Géorgie, toutes deux décidées à se rapprocher de l'Union européenne (UE). En visite à Paris, mardi 6 mai, le président du Parlement géorgien, Davit Oussoupachvili, explique au Monde les craintes de son pays devant la nouvelle politique russe. Vous arrivez de Moldavie, qui partage avec la Géorgie une même inquiétude au sujet de la crise en Ukraine...

Les destins de nos pays sont étroitement liés. La Moldavie et la Géorgie sont les seuls, parmi les six pays du Partenariat oriental de l'Union européenne, qui continuent d'avancer pour signer un accord d'association. Or le pouvoir russe a l'objectif d'empêcher quoi que ce soit dans son voisinage de le faire. Nous observons donc avec une grande inquiétude les développements en Ukraine.

La Moldavie est toujours confrontée à une situation incertaine avec la Transnistrie. Dans notre cas, les cartes de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie ont déjà été jouées par la Russie [avec la guerre de 2008 et la reconnaissance de leur indépendance]. En Géorgie, on n'ob-

serve pas de montée de l'hostilité à l'UE. Selon le dernier sondage, 65 % des gens sont en faveur de l'intégration européenne, contre 16 % seulement pour l'Union européenne. Moscou ne peut-il pas aller plus loin concernant l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie ? Une des possibilités, c'est vrai, est l'annexion de ces territoires. Mais c'est peu vraisemblable dans le cas de l'Abkhazie, car la Russie rencontrerait de vives résistances parmi les Abkhazes, pour lesquels l'indépendance constituait une finalité. En Ossétie du Sud, en revanche, c'était davantage un coup tactique. La Russie pourrait donc jouer cette carte, car l'Ossétie est pour elle une sorte de grosse base militaire.

L'organisation locale d'un référendum sur l'adhésion à la Russie signifierait le lancement par Moscou d'une vaste opération dirigée contre la Géorgie. Or, avec l'intensification du conflit en Ukraine, on peut s'interroger sur les capacités opérationnelles, les moyens que cela réclamerait. J'espère que les pressions internationales et la modération du gouvernement géorgien empêcheront ce scénario. Le ministre de la défense, Irakli Alasania, a plaidé à Washington

pour que l'OTAN déploie des éléments militaires en Géorgie. N'est-ce pas risqué ?

C'était simplement une façon de confirmer notre objectif à long terme : devenir membre de l'OTAN. Je ne crois pas qu'il voulait dire autre chose. Nous serions heureux si demain, au réveil, on apprendrait par mail qu'on devenait membre. L'élargissement de l'Alliance doit bénéficier à la Géorgie, à l'OTAN, mais ne doit pas être pris comme une déclaration de guerre à la Russie.

Mais vous connaissez bien l'énorme ressentiment qui règne à Moscou contre l'OTAN...

La paranoïa concerne beaucoup de choses, et pas seulement l'OTAN. Elle vise tout ce qui empêche la Russie d'assurer son contrôle sur l'espace post-soviétique, que ce soit l'UE, les Etats-Unis, la Chine, ou la neutralité d'untel ou d'untel. Comment analysez-vous le tournant nationaliste du régime russe depuis deux mois ?

La vieille Russie s'est réveillée. On n'a pas bien saisi un point essentiel : ses dirigeants et une grande partie de la population considèrent qu'une Russie forte est une Russie plus grande. C'est un concept de développement.

moïski réunira des représentants des régions du Sud et de l'Est. Il envisage de créer un état-major unique pour coordonner les initiatives d'autodéfense.

Dans sa région, M. Kolomoïski fait participer des volontaires civils aux fouilles de véhicules par la police. Il offre des primes pour la capture de séparatistes armés. Il finance des milices pro-Kiev qui se forment en réponses à celles, prorusses, du Donbass voisin. « *Nous n'appliquerons pas toutes ces méthodes à Odessa*, dit Igor Palytsia. *Notre situation est différente* ».

Avant le 2 mai, la ville n'avait connu que des heurts mineurs, sans occupations de bâtiments par des opposants à Kiev. Les partisans de l'unité ukrainienne y sont forts, mobilisés. Le port, le tourisme apportent des devises et des perspectives que l'Est, industriel et minier, n'a plus.

Jusqu'au 12 mai, toute manifestation est interdite en ville. Les universités devront rester fermées, ainsi que certaines écoles. Ce qui n'empêche pas les pro et anti-Maidan de préparer des défilés, via les réseaux sociaux, pour la fête de la victoire de 1945, vendredi 9 mai. Une date à haut risque. ■

LOUIS IMBERT

C'est logique si on prend en considération les politiques suivies depuis 2000 et l'arrivée de Poutine au pouvoir. Pour eux, la plus grande tragédie du XX<sup>e</sup> siècle, c'est la fin de l'URSS, pas la seconde guerre mondiale ou les bolcheviks.

Cela ne crée pas un problème seulement pour la Géorgie, l'Ukraine ou l'Arménie, mais pour l'Union européenne. Cette intervention dans le destin de l'Ukraine est un coup porté à l'UE. Si l'UE était réellement unie, la Russie aurait en face d'elle un compétiteur fort. Si l'UE se désintègre, la Russie saura comment agir, Etat par Etat, avec la Lituanie ou avec la France. La propagande russe fonctionne très bien. Il existe une vision assez populaire d'une coexistence avec la Russie, notamment chez ceux qui sont hostiles à tout élargissement de l'UE. Dans cette perspective, le voisinage oriental serait une sorte d'espace sauvage où des peuples indisciplinés sèmeraient le désordre, et devraient être pris en charge par la Russie. En échange, l'accès aux ressources naturelles serait assuré, les possibilités pour les affaires se multiplieraient avec la Russie. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR  
PIOTR SMOLAR

LE MONDE  
*diplomatique*

www.monde-diplomatique.fr

MAI 2014

DOSSIER

Inde, menaces  
sur la démocratie



Chaque mois, avec *Le Monde diplomatique*,  
on s'arrête, on réfléchit.

Chez votre marchand de journaux, 28 pages. 5,40 €



# La pollution de l'air touche neuf citadins sur dix dans le monde

Les énergies fossiles et le recours croissant à l'automobile sont pointés par le rapport de l'OMS

La pollution atmosphérique «empoisonne» près de neuf urbains sur dix dans le monde. La nouvelle base de données sur la qualité de l'air dans 1 600 villes de 91 pays, établie par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et publiée mercredi 7 mai, dresse un tableau sans appel.

Le seuil maximum fixé par l'OMS est de 20 microgrammes par mètre cube ( $\mu\text{g}/\text{m}^3$ ) pour la concentration moyenne annuelle de particules fines PM10 (d'un diamètre égal ou inférieur à 10 micro-

**Les particules fines provoquent des troubles respiratoires, des maladies cardio-vasculaires, des cancers du poumon, rappelle l'OMS**

mètres) dans l'air. Il est largement dépassé dans de nombreuses grandes métropoles. Avec des records beaucoup plus élevés que ceux enregistrés, par exemple, lors des récents pics de pollution à Paris, en mars 2014 ( $100 \mu\text{g}/\text{m}^3$ ).

Le Pakistan apparaît comme le plus à risques : dans la ville de Peshawar, dans le nord-est du pays, on atteint un niveau de concentration de  $540 \mu\text{g}/\text{m}^3$ . La ville voisine de Rawalpindi n'est pas mieux lotie ( $448 \mu\text{g}/\text{m}^3$ ). L'Inde est aussi pointée du doigt, avec plusieurs villes très polluées comme Gwalior ( $329 \mu\text{g}/\text{m}^3$ ) au sud de New Delhi et Raipur ( $305 \mu\text{g}/\text{m}^3$ ), dans le centre du pays.

En Chine, où la question de la pollution de l'air est devenue un

enjeu pour les autorités, une vingtaine de villes – dont Pékin – dépassent les seuils sanitaires recommandés par l'OMS, avec un niveau de concentration compris entre 100 et  $150 \mu\text{g}/\text{m}^3$ .

Globalement, les chiffres de concentration de particules fines PM10 se sont accrus de 6 % au cours des trois dernières années, s'alarme l'OMS, qui avait publié une première base similaire de données en 2011.

Si la situation est plus ou moins sous contrôle dans les pays riches, la pollution de l'air s'aggrave dans les villes des régions en développement, l'Afrique et l'Asie du Sud-est notamment. Dépendance persistante aux combustibles fossiles pour alimenter les centrales électriques, usage croissant de la voiture individuelle par les classes moyennes émergentes, construction de bâtiments peu économes en énergie, utilisation du charbon pour la cuisine et le chauffage, sont autant d'éléments qui expliquent le constat.

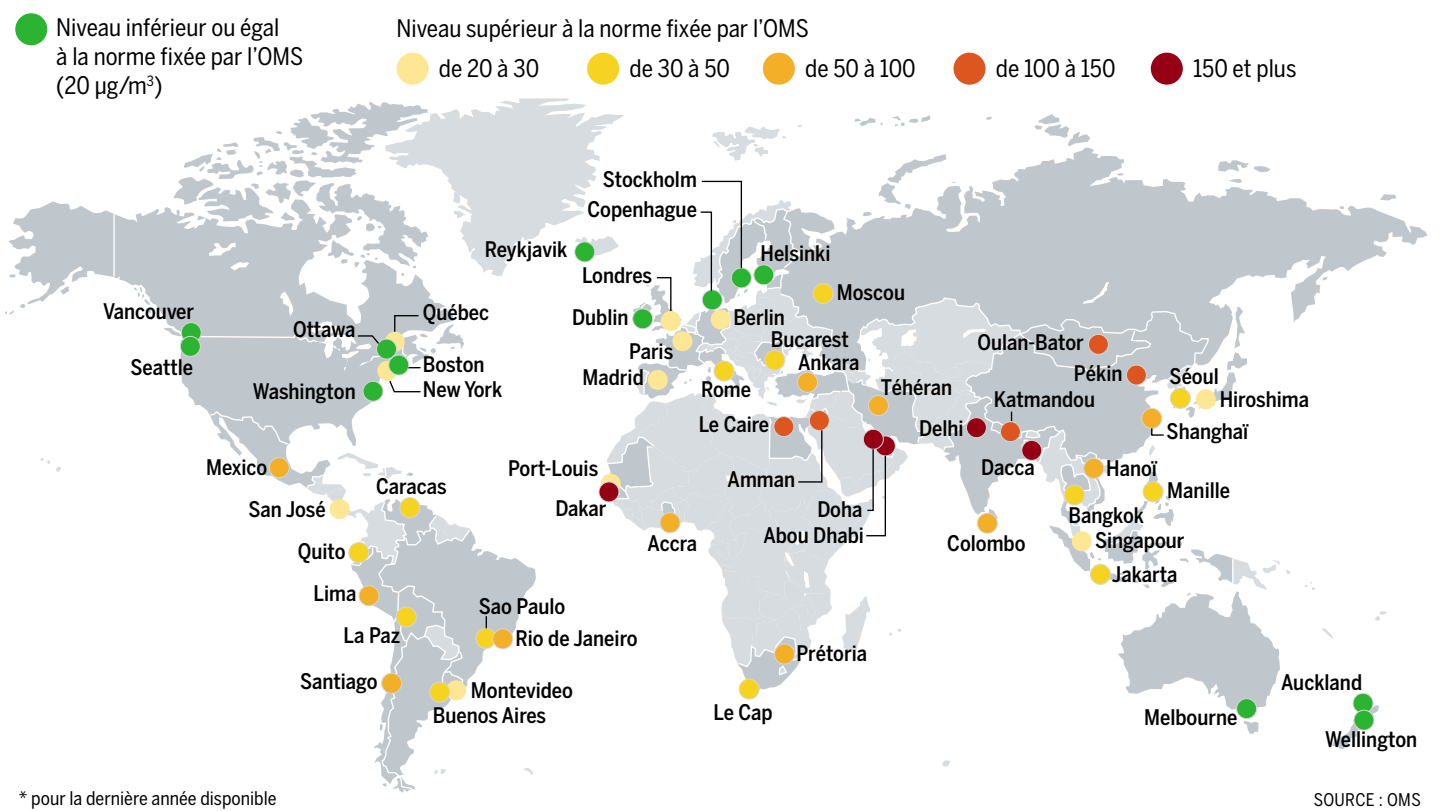
À l'autre bout du prisme, la Suisse se classe parmi les meilleurs élèves avec la Suède, la Finlande, la Norvège, les États-Unis, la Nouvelle-Zélande, les États baltes, ou enco-

## Les Verts proposent de taxer l'achat de voitures diesel

**En France, le parti écologiste Europe Ecologie-Les Verts a déposé, lundi 5 mai, au Sénat, une proposition de loi visant à dissuader l'achat de véhicules diesel. Le texte propose d'introduire une taxe de 500 euros sur l'achat de véhicules neufs puis de réévaluer cette somme de 10 % chaque année. Cette mesure pourrait conduire à une quasi-extinction de la filière diesel**

## Les pays en développement en première ligne

CONCENTRATION DE PARTICULES FINES PM10 DANS UNE SÉLECTION DE GRANDES VILLES, POUR LA PÉRIODE 2008-2012\*, en microgrammes par  $\text{m}^3$



re l'Australie avec une concentration moyenne de  $22 \mu\text{g}/\text{m}^3$ .

Pénétrant dans les ramifications les plus profondes des voies respiratoires et le sang, les particules fines provoquent des troubles respiratoires, des maladies cardio-vasculaires, des cancers du poumon, rappelle l'OMS.

En 2012, la pollution de l'air a été responsable du décès prématuré de 3,7 millions de personnes dans le monde, a rappelé, en mars 2014, l'Organisation onusienne. La mauvaise qualité de l'air, tant extérieur qu'intérieur, estime-t-elle, «est désormais le princi-

pal risque environnemental pour la santé dans le monde».

Si l'OMS constate une prise de conscience croissante des risques pour la santé causés par la pollution atmosphérique et un meilleur suivi de l'état de l'air, les contrôles restent lacunaires dans nombre de pays en développement, faute de réglementations.

«Nous pouvons gagner le combat contre la pollution atmosphérique et réduire le nombre de personnes souffrant d'affections respiratoires et cardiaques, et de cancers du poumon. Les politiques et stratégies efficaces sont connues, mais

elles doivent être développées à une plus grande échelle», souligne le Dr Maria Neira, directeur du département santé publique et environnement de l'OMS donnant en exemple Copenhague, au Danemark, et Bogota, en Colombie. Deux villes qui, souligne-t-elle, ont su améliorer leur qualité de l'air en donnant la priorité au développement des transports publics, et en favorisant la marche à pied et l'usage du vélo.

L'OMS insiste sur le rôle que peuvent jouer les collectivités locales. «La bonne qualité de l'air va de pair avec le développement écono-

mique, comme en témoignent la plupart des villes d'Amérique latine qui respectent ou se rapprochent des seuils de l'OMS», insiste-t-elle dans son communiqué.

Cette base de données constitue pour l'OMS une avancée significative dans la mise en place d'un observatoire mondial sur le lien entre qualité de l'air et santé. Observatoire qui permettra d'affiner la connaissance des risques sanitaires de la pollution atmosphérique et d'apporter informations et conseils auprès des pays et des villes. ■

LAETITIA VAN ECKHOUT

# Barack Obama appelle à « agir d'urgence » contre les effets du réchauffement

Le président américain repart en campagne contre les climatosceptiques

Barack Obama est reparti à l'assaut sur le climat. Après avoir pris acte de son échec pendant le premier mandat, il a recruté un homme du sérail de Washington pour façonner et «vendre» sa politique environnementale. Celui-ci, John Podesta, l'ancien secrétaire général de la Maison Blanche de Bill Clinton, a présenté, mardi 6 mai, les étapes d'un effort pédagogique intensif afin de convaincre les Américains de la réalité du changement climatique et de la nécessité d'«agir d'urgence» pour limiter les émissions de gaz à effet de serre.

Premier volet de la campagne : la publication, mardi, de l'«Evaluation nationale du climat», une somme de 1 300 pages qui a mobilisé plus de 300 scientifiques et experts (dont deux représentants de l'industrie pétrolière) durant quatre ans.

Le rapport fait la liste des manifestations déjà visibles du réchauffement : vagues de chaleur, inondations et ouragans plus fréquents dans les régions du nord-est, sécheresses et pénuries d'eau dans le sud-est, baisse des rendements agricoles dans les Grandes Plaines, fonte des glaciers dans l'Alaska, côtes rongées par la montée du niveau de la mer en Louisiane et en Floride.

«L'ampleur du changement cli-

matique dans les prochaines décennies dépend en premier lieu des émissions de gaz à effet de serre générées par les activités humaines. Si aucune mesure n'est prise, l'impact du réchauffement sera de plus en plus sévère sur le fonctionnement de l'économie, le mode de vie et les écosystèmes», écrivent les experts.

## Recul des côtes

En Californie, la plupart des centrales thermiques sont exposées à la montée des eaux. En Louisiane, c'est l'industrie pétrolière qui est en première ligne face au recul des côtes : la submersion pendant trois mois seulement de la route numéro 1, un axe stratégique pour les compagnies, coûterait 7,8 milliards de dollars (5,5 milliards d'euros) à l'économie américaine.

M. Obama – accusé par les républicains de «jouer sur la peur» – a commenté les conclusions du rapport dans une série d'entretiens donnés aux présentateurs météo des chaînes de télévision. «Il ne s'agit pas d'un problème lointain du futur. C'est un problème qui a un impact sur les Américains au moment même où nous parlons», a-t-il souligné.

Tous ne sont pas encore convaincus. Lors du dernier débat pour les primaires sénatoriales du 6 mai en Caroline du Nord, les quatre candi-

dates républicains ont unanimement déclaré que le changement climatique «n'est pas un fait établi».

L'offensive de Barack Obama devrait culminer début juin avec la publication par l'Agence de protection de l'environnement (EPA) de nouvelles réglementations limitant les émissions de dioxyde de carbone pour les centrales électriques au charbon. L'agence s'estime en droit de réguler ce secteur en vertu de l'autorité qui lui est conférée par la loi sur l'air pur (Clean Air Act), laquelle vient encore d'être confirmée par la Cour suprême.

Les républicains estiment, eux, que les nouvelles contraintes vont provoquer une augmentation des prix de l'énergie et des licenciements dans les mines, un tiers de l'électricité américaine étant généré par le charbon.

M. Obama a repoussé plusieurs fois la décision sur les émissions des centrales au charbon pour des raisons politiques. Cette fois, John Podesta a assuré que le président ne se laisserait pas intimider par les «tactiques variées» des élus républicains. Une réduction de la pollution engendrée par les centrales au charbon permettrait aux États-Unis d'arriver dans une position moins défavorable à la Conférence de Paris sur le climat en 2015. ■

LAURENCE CAMEL ET CORINE LESNES (À WASHINGTON)

**FORUM EXPAT**  
LE SALON DE PRO  
DE LA MOBILITÉ INTERNATIONALE

**3 JUIN PARIS**

**MIEUX GÉRER LA MOBILITÉ DE VOS CADRES**

**Un programme de conférences animées par les journalistes du Monde et de Courrier international**

**Dirigeant, DRH, responsable mobilité...**  
venez rencontrer nos experts et échanger avec nos professionnels de la mobilité internationale

**ENTRÉE GRATUITE**  
Inscription obligatoire

<http://pro.leforumexpat.com/>

**MARDI 3 JUIN 2014 - 9H À 19H**  
Les Docks, Cité de la mode et du design  
34 quai d'Austerlitz Paris 13<sup>e</sup>

UN ÉVÉNEMENT

**Le Monde** **Courrier international**

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES MINISTÈRE DU COMMERCE ÉTRANGER



# Les indépendantistes écossais gagnent du terrain

Les interventions du gouvernement conservateur de Londres en faveur du « non » renforcent ce mouvement

**Alyth, Glasgow (Ecosse)**  
Envoyé spécial

Profitant dans son petit jardin des chauds rayons du soleil en cette fin d'avril, son chat ronronnant à ses côtés, Ed Lewson n'incarne pas exactement l'image d'un révolutionnaire. Ce sont pourtant des gens comme lui qui pourraient provoquer un tournant historique en soutenant l'indépendance de l'Ecosse lors du référendum organisé le 18 septembre. « *Il y a cinq mois, j'aurais voté "non". Mais aujourd'hui, je penche très fortement vers le "oui". De façon presque certaine, je crois que je vais choisir l'indépendance.* »

Qu'est-ce qui a persuadé ce géomètre de 59 ans, vivant dans un pavillon du village d'Alyth, dans l'est de l'Ecosse, de changer d'avis ? « *Je ne veux pas que les Anglais me disent ce qu'il faut faire.* »

**Alex Salmond, le premier ministre de l'Ecosse depuis 2007, fait miroiter une indépendance tout en douceur**

Voilà tout le nœud du débat écossais. Depuis quelques mois, le soutien à l'indépendance progresse. S'il demeure minoritaire, il oscille désormais entre 42 % et 48 %, selon les derniers sondages, soit environ dix points de plus qu'avant l'hiver. Une victoire des indépendantistes est désormais une très sérieuse possibilité.

Paradoxalement, le principal facteur qui explique cette progression a été l'intervention du gouvernement britannique, qui a cru bon de souligner les dangers de couper les ponts. George Osborne, le chancelier de l'Echiquier, est venu prononcer un discours aux accents menaçants : pas question de partager la livre sterling avec une Ecosse indépendante, contrairement à ce que souhaitent les indépendantistes. David Cameron, le premier ministre, a de son côté tenté une offensive de charme, tenant un conseil des ministres exceptionnel à d'Aberdeen, la ville pétrolière du nord-est. A chaque fois, cela s'est révélé contre-productif, jugé soit offensif soit condescendant.

Dans sa quinquillerie sur la place du village d'Alyth, David Brough fulmine. « *Osborne est tellement arrogant. Il a fait l'aller-retour en Ecosse dans la journée. Ça a été une erreur majeure. Personne n'aime recevoir de leçons, surtout de lui.* » M. Brough a décidé de



Dans la salle communale d'Alyth, dans l'est de l'Ecosse, où les partisans du « oui » au référendum d'indépendance tenaient meeting le 24 avril. SOPHIE GERRARD POUR « LE MONDE »

## Un long combat en faveur de l'indépendance

**1707 Actes d'union entre royaumes d'Ecosse et d'Angleterre.**

**1979 Rejet par référendum de la création d'un Parlement écossais.**

**1997 Approbation par référendum de la création du Parlement écossais, siégeant à Edimbourg.**

voter pour l'indépendance. Et il rejette d'un revers de la main les risques sur l'économie : « *Ça ne changera absolument rien pour ma boutique. Ma fille revient de Nouvelle-Zélande. C'est un petit pays, comme l'Ecosse, et ils s'en sortent très bien.* »

Pour comprendre l'extrême susceptibilité des Ecossais face aux leçons venant d'Angleterre, il faut prendre un peu de recul historique. En 1707, l'Ecosse accepte les Actes d'union avec l'Angleterre.

**2007 Alex Salmond, le dirigeant du parti indépendantiste SNP, devient premier ministre d'Ecosse dans un gouvernement de coalition.**

**2011 M. Salmond obtient la majorité absolue et peut organiser le référendum sur l'indépendance.**

Trois siècles plus tard, elle se vit toujours comme une nation différente de l'Angleterre. Les Ecossais ont leur propre musique, leurs billets de banque, une équipe de rugby, de football différente, des paysages distincts... Politiquement, ils sont aussi très différents, beaucoup plus à gauche : il n'y a qu'un seul député conservateur en Ecosse. Le point de vue majoritaire est proeuropéen et social-démocrate, là où les Anglais sont eurosceptiques et libéraux.

Dans ces circonstances, toute leçon venant de Londres est malvenue. Quand elle est en plus proférée par un ministre conservateur, pour lequel les Ecossais n'ont pas voté et qui mène un sévère plan d'austérité, cela ne passe pas du tout. D'autant qu'en face, les indépendantistes ont su montrer un visage souriant.

Le très habile Alex Salmond, premier ministre de l'Ecosse depuis 2007, fait miroiter une indépendance toute en douceur. Il promet de garder la reine comme chef de l'Etat, de ne pas instaurer de frontière avec l'Angleterre et de conserver la livre sterling.

Ce soir-là, le ministre écossais des finances, John Swinney, indépendantiste et député local du Scottish National Party (SNP), tient un meeting dans la salle communale d'Alyth. Une cinquantaine de personnes est présente, ce qui

n'est pas négligeable pour un soir de semaine dans un village de 2300 habitants. Toute la soirée, l'homme politique utilise le gouvernement de Londres comme un repoussoir, énumérant ses décisions impopulaires : les coupes budgétaires, les baisses des alloca-

**« Je ne veux pas que les Anglais me disent ce qu'il faut faire »**  
**Ed Lewson**  
géomètre à Alyth

tions sociales, la hausse des frais universitaires... « *Le choix démocratique du peuple écossais est à l'opposé de cette politique* », dit-il.

Si la salle lui est relativement favorable, les inquiétudes se font

cependant entendre. M. Swinney est bombardé de questions économiques par l'assistance. Qu'arrivera-t-il aux retraites ? Est-ce que les entreprises vont déménager en Angleterre ? Comment les réserves de la Banque d'Angleterre seront-elles partagées ? En un mot : les Ecossais seront-ils plus ou moins riches en cas d'indépendance ? Les questions illustrent une inquiétude latente, qui n'a pas été calmée par la rhétorique rassurante de M. Salmond. « *La question économique est cruciale et nous avons encore du travail à faire pour convaincre les gens* », reconnaît M. Swinney.

Le débat occupe tout le pays, où se tiennent des milliers de réunions d'information. Partisans du « oui » et du « non » se renvoient des statistiques à la figure. Il y est question des réserves d'hydrocarbures en mer du Nord, du partage de la dette, du financement des retraites, du niveau de protection sociale...

Dans la banlieue du sud de Glasgow, à Cathcart, ces questions alarment. Il s'agit ici d'un quartier populaire, de banlieusards qui ont réussi à acheter leur maison mais qui n'ont guère d'argent. « *Emotionnellement, les gens aimeraient bien être indépendants, mais l'économie les inquiète et c'est ce qui les fait reculer au dernier moment* », estime Tom Harris, le député travailliste local. Avec une poignée de militants, il distribue ce jour-là des tracts contre l'indépendance.

Alec Dowans, 89 ans, a habité le quartier toute sa vie. « *Je suis un vrai Ecossais, et fier de l'être*, tient-il à préciser. *J'adorerais voter pour l'indépendance, mais on est un pays trop petit, on y perdrait trop.* » Quelques portes plus loin, un de ses voisins partage cette inquiétude, mais il semble proche de changer d'avis. « *Si vous pouvez me garantir que j'aurais encore mon emploi, je voterai pour l'indépendance* », lance cet homme qui travaille dans une distillerie de whisky. Les indépendantistes ont encore quatre mois pour le convaincre. ■

**ERIC ALBERT**  
**ET JEAN-PIERRE STROOBANTS**

**E. A.**

## Hors du Royaume-Uni, les Ecossais demeureraient-ils européens ?

**Londres, Bruxelles**  
Correspondants

En cas de victoire lors de leur référendum, les indépendantistes écossais souhaitent demeurer au sein de l'Union européenne (UE) et en devenir le vingt-neuvième Etat membre. Un tel processus ne va cependant pas de soi. L'Espagne, en particulier, pourrait tenter de bloquer ce nouveau venu pour ne pas créer de précédent alors que la Catalogne connaît aussi une poussée indépendantiste.

Interrogée pendant des mois, en particulier par des journalistes espagnols et britanniques, la Commission de Bruxelles a longtemps feint de n'avoir rien à dire sur la question pour ne pas s'immiscer dans les débats internes des pays membres. Elle ne le ferait, laissait-elle entendre, que si l'un d'eux l'interrogeait et si un plan « précis » lui était soumis. Puis José Manuel Barroso, le président de la Commission, a déclaré, en février à la BBC, que l'adhésion de l'Ecosse à l'UE

serait « *extrêmement difficile, voire impossible* ».

En théorie, une Ecosse indépendante devrait formuler une demande d'adhésion à l'UE, négocier les 35 « chapitres » préalables à toute adhésion, transposer tout le droit européen dans son droit national... et obtenir une décision à l'unanimité sur son intégration. C'est la version soutenue par le gouvernement britannique : « *Aux yeux du monde et de la loi, l'Ecosse deviendrait un Etat entièrement nouveau.* » Il lui faudrait donc être candidat à l'Union, au même titre que tout pays extérieur.

Certains juristes évoquent une

### En Flandre, le mot d'ordre est au confédéralisme

**Le confédéralisme : c'est la formule désormais mise sur la table par l'Alliance néoflamande (NVA), le parti indépendantiste de Bart De Wever. Cette formation, annoncée comme la grande gagnante des élections législatives belges du 25 mai, garde l'ob-**

autre théorie : on ne pourrait priver, demain, des citoyens européens de droits dont ils jouissent aujourd'hui. Selon ces analyses, les directives européennes qui se sont appliquées hier resteront en vigueur dans un nouvel Etat. Pour ces spécialistes, l'Ecosse ne sortirait donc à aucun moment de l'UE et négocierait simplement son nouveau statut à l'intérieur des institutions européennes. Viviane Reding, la commissaire à la justice et aux droits fondamentaux, a même jeté le trouble en affirmant il y a quelques mois qu'aucune loi n'obligerait une Catalogne devenue indépendante à quitter

**jectif ultime de l'indépendance de la Flandre. Mais elle sait que ses partenaires potentiels et l'opinion publique flamande n'y sont pas acquis. Parmi ses électeurs, on ne compterait que 15 % à 20 % de personnes favorables à l'éclatement du pays.**

l'Union. Ses propos, « *mal compris* », ont été rapidement corrigés.

Les nationalistes écossais plaident pour cette théorie. Ils font valoir que l'Ecosse est une nation à part, qui a accepté un « acte d'union » avec l'Angleterre en 1707. Dès lors, tous les traités européens signés par le gouvernement britannique engagent au même niveau Londres et Edimbourg. En cas d'indépendance, l'Ecosse serait autant membre de l'Union que le reste du Royaume-Uni.

### « Absurde »

« *Le Royaume-Uni n'est pas comme l'Espagne, dont la Constitution affirme qu'il s'agit d'un pays indivisible*, explique Christian Kauter, professeur de politique internationale à l'université de Dundee. *L'indépendance de l'Ecosse ne serait que la rupture de l'acte de 1707, qui était déjà un traité international. Ce pays conserverait toutes ses obligations légales et tous ses liens légaux.* »

Même cette approche nécessite-

rait toutefois de longues négociations avec Bruxelles. Il faudrait déterminer le nombre d'eurodéputés, prévoir la contribution financière du pays au budget européen et modifier les traités pour inclure un nouveau membre. Mais ces changements pourraient être réalisés par une procédure simplifiée, sans passer par une grande renégociation des traités, estiment les indépendantistes. Ils espèrent donc conclure les négociations d'ici au 24 mars 2016, date à laquelle l'indépendance serait effective.

John Swinney, ministre écossais des finances, ajoute un autre argument : l'UE a toujours adopté une position accueillante envers les nouveaux membres. « *Quand j'étais petit garçon, il y avait six membres. Aujourd'hui, il y en a vingt-huit. Imaginer qu'après quarante ans dans l'UE, on nous dira qu'on ne veut pas de nous est absolument absurde. Ce qu'a dit Barroso est ridicule.* » ■



# La tension croît entre Madrid et Barcelone sur la question d'un référendum

Le gouvernement catalan prépare déjà les structures administratives d'un futur Etat

Madrid  
Correspondance

Alors qu'il allait entrer dans une église pour assister à une première communion, le 27 avril, le chef de file des socialistes catalans, Pere Navarro, a été agressé. Une femme avec « *un visage de haine* » traduisant « *un certain fanatisme* », selon ses mots, lui a donné un coup de poing au visage. Pour M. Navarro, opposé à la tenue d'un référendum sur l'indépendance de la Catalogne, cet acte symbolise l'augmentation « *du climat d'affrontement* » et de « *crispation* » dans cette région autonome espagnole.

Un responsable d'un parti nationaliste reconnaît que les repas de familles sont devenus des sources de tensions et que des amis d'enfance ont arrêté de se voir à cause des disputes provoquées par la question de l'indépendance.

Contrairement à l'Ecosse, la Catalogne n'a pas obtenu du gouvernement central l'autorisation d'organiser un référendum sur ce sujet. Depuis les élections régionales de novembre 2012 et la reconduction du gouvernement nationaliste de Convergence et Union (CiU, droite), dirigé par Artur Mas, Madrid a tout simplement refusé d'aborder la question. Le chef du gouvernement central, Mariano Rajoy, affirme qu'une telle consultation serait inconstitutionnelle. Cela n'a pas empêché M. Mas de, lui, fixer une date : le 9 novembre...

A Barcelone, on travaille pour le référendum, voire déjà pour l'indépendance. Le Parlement catalan prépare une loi régionale donnant un cadre légal à une consultation. La Généralité (le gouvernement catalan) a commencé à créer la structure qui lui permettrait de lever elle-même les impôts. Des juges, officiellement de leur propre initiative, rédigent le brouillon d'une Constitution. Et M. Mas écrit aux instances européennes pour les sensibiliser au souhait des Catalans de pouvoir voter.

A Madrid, on se mobilise en



Des candidats d'Unité populaire (CUP, indépendantiste), lors d'un meeting à Barcelone. C. PERRONE/DEMOTIX/CORBIS

sens inverse. Le Congrès des députés a officialisé son opposition au référendum en rejetant, le 8 avril, par 299 voix contre 47, une proposition du Parlement catalan visant à lui déléguer les compétences pour organiser une consultation sur l'indépendance. Ces derniers mois, le gouvernement central a déposé 85 plaintes contre des mairies catalanes qui refusent de placer le drapeau espagnol aux côtés de celui de la Catalogne sur leur façade. Et une loi oblige les écoles catalanes à augmenter le nombre d'heures d'enseignement de l'espagnol, si les parents en font la demande.

Entre Madrid et Barcelone, le risque est « *d'arriver à un choc entre deux trains*, a averti en mars le ministre des affaires étrangères, José Manuel Garcia-Margallo. *Il faut baisser le climat émotionnel, rétablir le dialogue et voir ce qui est possible ou non.* » Mais ce vœu pieux se heurte à la réalité sur le terrain. La tension est telle qu'Artur Mas et Mariano Rajoy s'évitent

ouvertement quand ils participent aux mêmes réunions. Aucun dialogue ne semble se profiler. Le choc semble inévitable et ses conséquences imprévisibles.

« *Lorsqu'Artur Mas organisera officiellement le référendum et que cela sera publié au Bulletin officiel,*

« **Il faut baisser le climat émotionnel, rétablir le dialogue** »  
**M. Garcia-Margallo**  
ministre espagnol  
des affaires étrangères

*probablement en septembre, Madrid saisira le Tribunal constitutionnel et bloquera le processus* », résume un dirigeant nationaliste catalan. Si cela se produit avant la Diada, le jour de la nation catalane où, depuis deux ans, des centaines de milliers de personnes descendent dans la rue pour demander l'indépendance, que se passera-t-il ?

Tous les observateurs catalans évoquent « *l'immense frustration* » que provoquerait un tel scénario après trois années de mobilisation politique et sociale incessante, de discours faisant de l'indépendance la solution à tous les maux, y compris la crise et le chômage, et de compilation des griefs contre une Espagne présentée comme oppressive. La réaction de Barcelone est imprévisible : élections anticipées ? Déclaration unilatérale d'indépendance ? Celle de Madrid l'est tout autant : suspension de l'autonomie catalane ? Mise sous tutelle de la région ?

Josep Antoni Duran i Lleida, l'un des dirigeants de CiU, prône une négociation avec Madrid sur le statut de la Catalogne. Mais une bonne partie du Parti populaire (PP, droite) au pouvoir est hostile à des concessions à l'égard de Barcelone. Et Artur Mas, qui s'est engagé devant les électeurs à organiser un référendum, peut difficilement reculer. ■

SANDRINE MOREL

## En Vénétie, la colère contre la « morgue » et l'incurie de Rome favorise la montée des indépendantistes

Selon un sondage, 55 % des habitants de la région sont partisans du séparatisme

Rome  
Correspondant

D'abord on a beaucoup ri. L'arrestation, le 2 avril, de 24 militants indépendantistes qui avaient pour projet de prendre d'assaut, le 25 mai, date des élections européennes, la place Saint-Marc de Venise à bord d'une pelleteuse transformée en char d'assaut a fait le tour des sites d'informations et des réseaux sociaux. Ah ! Ces Italiens...

Regroupés au sein d'un groupuscule baptisé l'Alliance, ces militants étaient aussi en cheville avec des mafieux albanais pour acheter des armes légères de fabrication moins artisanale. La police estime leur nombre à 300.

Leurs motivations, telles qu'exprimées dans leurs entretiens téléphoniques, tiennent en quelques mots : contre « *les taxes* », « *les radars* » et « *les Marocains* »...

Deux semaines plus tôt, une autre information avait fait sourire. Un site baptisé www.plebisi-to.it se proposait d'organiser un référendum par le biais d'Internet sur l'indépendance de la Vénétie, du 16 au 21 mars. Selon les organisateurs, 2,5 millions de personnes y auraient pris part et le « oui » l'aurait emporté largement, à plus de 90 %. Ses chiffres, invérifiables,

sont bien sûr à relativiser. Mais ils traduisent un sentiment qui gagne du terrain. « *Non*, explique crûment un des responsables du scrutin, *nous ne voulons plus faire partie d'un pays où rien ne marche et qui va droit dans le mur.* »

« *C'est avant tout une condamnation de l'Etat central qui s'exprime à travers cette aspiration à l'indépendance*, analyse le politologue de l'université d'Urbino (Marches), Ilvo Diamanti. *Il n'est pas de même nature que l'indépendantisme flamand, catalan ou écossais. Il ne se fonde pas sur une revendication de type culturelle, historique ou linguistique, même si 60 % des Vénètes parlent encore le dialecte local. Toutefois, au-delà de sa manifestation un peu folklorique, ce sentiment n'est pas à prendre à la légère.* »

Selon un sondage, réalisé par l'institut Demos & Pi du 20 au 21 mars, 55 % des habitants de la Vénétie sont partisans de l'indépendance de leur région. Les ouvriers (68 %), les artisans et les entrepreneurs (67 %) représentent le plus gros du bataillon, suivis des fonctionnaires (53 %), des professions libérales (51 %), des chômeurs (44 %) et des étudiants (38 %). L'hypothèse de l'indépendance est préférée à la possibilité d'élire des dirigeants politiques de meilleure qualité, ou à l'autonomie.

Paradoxe, ce sentiment indépendantiste croît à mesure que le parti censé le traduire dans les urnes est en perte de vitesse. La Ligue du Nord, qui a construit son succès sur l'idée de sécession, ne pèse plus que 5 % des intentions de vote. Grand perdant des élections générales de février 2013 avec à peine 5 % des voix, le parti ne semble pas en mesure de rééditer son score lors des élections européennes de 2009, où il avait obtenu 10,2 % des suffrages.

« **La Padanie n'existe pas** »

« *La Ligue du Nord est à la fois la cause et la conséquence de ce phénomène. Née de la fusion entre les ligues lombardes et vénètes, elle a su traduire cette aspiration avant de la trahir au fur et à mesure qu'elle s'installait au pouvoir et dans les exécutifs locaux. Désormais elle se scinde à nouveaux, explique M. Diamanti. Chacun reprend sa route. Le parti a abîmé son image en abandonnant la sécession pour l'autonomie, puis pour le fédéralisme fiscal, puis pour la construction d'une macrorégion de l'Italie septentrionale. Des solutions compliquées qui sont apparues aux militants comme des reculs. Enfin, son entêtement à vouloir l'indépendance de la Padanie [région du nord du pays] s'est révélé un mauvais*

choix. *La Padanie n'existe pas.* »

Le gouverneur de la région, Luca Zaia, membre de la Ligue du Nord, ne s'y trompe pas. Il se dit prêt à faire voter un projet de loi d'indépendance qui pourrait à son tour conduire à un référendum d'autodétermination sur le modèle de ceux prévus en Ecosse et en Catalogne. « *Ce n'est pas un parcours facile* », concède-t-il anticipant déjà les recours que ne manquerait pas de déposer l'Etat italien. « *Le droit international va nous donner raison* », assure-t-il.

De passage à Rome, il a tenté d'étayer la viabilité de ce projet. Economiquement, soutient-il, la Vénétie, ses cinq millions d'habitants et ses 700 000 artisans et petites entreprises – « *des héros* », précise-t-il – sont tout à fait en mesure de survivre hors de l'Italie.

Selon lui, la région paie 71 milliards d'euros d'impôts à l'Etat, soit 21 milliards de plus que ce qu'elle reçoit en investissements et services. Les 581 communes ont un budget équilibré et « *pas un élu n'est l'objet d'une enquête judiciaire* ». Enfin, six habitants sur dix parlent le vénitien. « *Pourtant, déplore-t-il, Rome continue de nous regarder avec morgue, comme si nous étions aux frontières de l'empire.* » ■

PHILIPPE RIDET

## Au Danemark, l'Europe est devenue un sujet toxique pour les politiques

Les sociaux-démocrates reprochent à la première ministre d'esquiver le débat

Stockholm  
Correspondance

Les candidats sociaux-démocrates danois à l'élection pour le Parlement européen l'ont en travers de la gorge. Lors de son discours du 1<sup>er</sup>-Mai, leur chef de file, la première ministre social-démocrate Helle Thorning-Schmidt, députée européenne de 1999 à 2004, n'a pas évoqué une seule fois l'Europe et les élections à venir.

« *Cela m'étonne qu'elle n'ait pas utilisé son discours du 1<sup>er</sup>-Mai pour parler de l'Union européenne (UE). Nous avons une élection le 25 mai, et beaucoup de Danois n'en ont pas conscience* », commente Ole Christensen. Le député européen social-démocrate a fait part à l'agence Ritzau de sa crainte de voir le terrain occupé uniquement par les eurosceptiques. D'autres candidats sociaux-démocrates ont publiquement exprimé la même surprise. Le silence de M<sup>me</sup> Thorning-Schmidt est d'autant plus curieux que le nom de cette Danoise circule avec insistance pour remplacer Herman Van Rompuy à la présidence du Conseil européen.

Jeppe Kofod, tête de liste du parti, a toutefois souligné qu'il comprenait que la première ministre ait profité de l'occasion pour faire passer son message sur le lancement de sa réforme de l'emploi.

L'impasse sur l'UE s'explique aussi par le fait que l'extrême droite, qui fait feu de tout bois sur l'Europe, représente le principal danger pour les sociaux-démocrates. Selon un sondage publié le 2 mai par la radio danoise, le Parti du peuple danois (DF, extrême droite), arriverait en tête aux élections européennes (25,1 % contre 12,3 % aux législatives de 2011), devant les libéraux (24,3 %) et les sociaux-démocrates (22,4 %).

Ces six derniers mois, le débat sur le paiement de prestations sociales aux citoyens d'autres pays de l'UE a fait flamber l'euroscepticisme des Danois. Pour l'extrême droite, il s'agit d'une révolte populaire contre l'influence omniprésente de l'UE sur la conception de l'Etat-providence. Avec une extrême droite qui se pose en défenseur des travailleurs et de l'Etat-providence, la tâche des sociaux-démocrates devient délicate. Pour brouiller encore la donne, le président du DF, Kristian

Thulesen Dahl, a lancé, lors de son discours du 1<sup>er</sup>-Mai, un appel direct aux sociaux-démocrates : « *Les travailleurs danois ont beaucoup à gagner si le DF et le Parti social-démocrate se rapprochent l'un de l'autre.* »

De leur côté, les sociaux-démocrates font tout pour se démarquer du DF, car les analyses montrent qu'ils se battent en grande partie pour les mêmes électeurs. A droite, on considère d'ailleurs le parti d'extrême droite comme un allié de moins en moins fiable, même si, entre 2001 et 2011, le gouvernement libéral-conservateur d'Anders Fogh Rasmussen n'est resté en place que grâce au soutien de l'extrême droite au Parlement.

**Trahison**

Mais le Parti social-démocrate est aussi attaqué sur sa gauche. En début d'année, le Parti populaire socialiste (SF), son allié de gauche, a quitté le gouvernement à la suite d'un désaccord sur la vente de 19 % de Dong Energy, compagnie publique danoise, à la banque américaine Goldman Sachs. « *Si le SF doit revenir au gouvernement, ce sera avec une autre social-démocratie*, a déclaré la nouvelle présidente du parti, Pia Olsen Dyhr. *Ce doit être une social-démocratie qui pèse plus à gauche.* »

Ce désamour est partagé par les syndicats. Deux responsables sur trois des sections locales appartenant à la confédération syndicale LO estiment que le gouvernement a trahi le mouvement syndical en renonçant à apporter aux salariés de meilleures conditions. Trois points sont particulièrement critiqués : le gouvernement n'a pas fait assez pour relever les prestations chômage, les sociaux-démocrates n'ont pas – comme promis – obtenu une déduction fiscale pour les cotisations syndicales, et les réformes de ces dernières années ont frappé trop durement les plus faibles dans la société.

Selon les enquêtes d'opinion récentes, la première ministre a perdu le soutien des ouvriers. « *Très peu d'électeurs voient les sociaux-démocrates comme un parti du travail, et cette perte de l'électorat ouvrier est souvent avancée comme la cause principale de la crise des sociaux-démocrates* », écrit le quotidien Politiken. ■

OLIVIER TRUC

## « François Hollande n'a pas parlé d'Europe un seul instant ! »

**Marielle de Sarnez**, la tête de liste UDI-MoDem en Ile-de-France, regrette que, pendant son entretien d'une heure accordé à RMC et BFM TV, mardi 6 mai, le président de la République n'ait pas eu un mot pour les élections européennes. Le journaliste Jean-Jacques Bourdin ne l'a certes pas interrogé sur le sujet, mais plusieurs élus de l'opposition ont dénoncé ce silence. ■

# 24

C'est le nombre de listes qui se présentent en moyenne dans les huit grandes circonscriptions françaises aux élections européennes du 25 mai, selon les données rendues publiques par le ministère de l'intérieur, lundi 5 mai. En 2009, la moyenne était de 20 listes par circonscription. Au total, 196 listes se présentent en France. C'est dans la circonscription Ile-de-France et Français de l'étranger que les électeurs auront le plus de choix : ils devront se prononcer entre 31 listes. ■

**Sondage Le Front national continue de faire la course en tête**

Le Front national de Marine Le Pen arriverait en tête des élections européennes en France avec 22 % des suffrages, selon un sondage Harris Interactive pour LCP-AN et Le Parisien-Aujourd'hui en France, publié mercredi 7 mai. L'UMP arrive en seconde position (21 %), distançant le Parti socialiste (17 %).



# François Hollande accélère sa refonte territoriale

La suppression des conseils généraux et le report des élections locales de 2015 en 2016 sont désormais envisagés

Après avoir fait adopter pacte de responsabilité et trajectoire budgétaire par le Parlement, François Hollande a l'intention d'accélérer le rythme des réformes. Et c'est sur celle des collectivités locales qu'il a pris le parti de s'engager plus rapidement.

« J'ai demandé au gouvernement de Manuel Valls d'accélérer la réforme territoriale », a expliqué le président sur RMC et BFM-TV, mardi 6 mai. « Je pense que les conseils généraux ont vécu », a estimé le chef de l'Etat, qui ne s'était jamais tant avancé sur ce dossier sensible de la suppression des assemblées départementales et de la réduction drastique du nombre des régions.

Corollaire politique de cette annonce, M. Hollande a également envisagé un report d'un an des futures élections régionales et cantonales de 2015 à 2016. Pour lui, il « serait intelligent » de tenir ces élections « avec le nouveau décou-

page » territorial sur lequel planche l'équipe de M. Valls. Le chef de l'Etat a annoncé qu'il entendait « procéder à une consultation des principaux chefs des partis politiques ». Sans pour autant amadouer les représentants de l'opposition, qui après avoir, pour certains, revendiqué la suppression des départements, ont tôt fait de fustiger des « tripatouillages ».

« Le gouvernement ne peut pas

**Le débat sur le droit de vote des étrangers relancé**

**Le droit de vote aux élections locales accordé aux étrangers était un des engagements du candidat François Hollande en 2012. Le président de la République a relancé le débat, mardi 6 mai, sur RMC et BFM-TV : « Je n'ai pas voulu introduire ce texte avant les élections municipales, parce qu'on nous en aurait fait le reproche. Ce texte sera de nou-**

**ainsi manipuler les calendriers électoraux, à son gré, en fonction de ses intérêts particuliers et politiques », a protesté le secrétaire général de l'UDI, Jean-Christophe Lagarde. Alors qu'à l'UMP, Valérie Pécresse compare M. Hollande à « un chef d'Etat de république bananière », son président, Jean-François Copé estime, lui, que le président a « peur de perdre [les élections] en 2015 et préfère les décaler à 2016 ». Par avan-**

**veau proposé après les scrutins pour que, dans la préparation [des élections] dans six ans, il puisse y avoir cette réforme. » Serpent de mer de la vie politique depuis plus de trente ans, cet engagement avait été abandonné par François Mitterrand en 1981, puis par Lionel Jospin. M. Hollande a admis l'absence de majorité pour le voter.**

ce, M. Hollande avait cherché à contrer ces attaques en se plaçant dans le camp du progressisme territorial : « On verra qui sont les réformateurs et qui sont les conservateurs », avait-il instillé.

Pourquoi avoir décidé d'« accélérer » ? « Si l'on met trop de temps pour engager cette réforme, elle risque de ne pas se faire », insiste André Vallini, secrétaire d'Etat à la réforme territoriale, qui a lui-même plaidé auprès du chef de l'Etat, pour une accélération de la réforme et un report des élections.

Dans sa déclaration de politique générale, le 8 avril, Manuel Valls avait annoncé une division « par deux » du nombre des régions au plus tard au 1<sup>er</sup> janvier 2017, une refonte de la carte des intercommunalités d'ici à 2018 et une suppression des conseils généraux « à l'horizon 2021 ». Un mois plus tard, l'exécutif entend mettre les bouchées doubles. « L'objectif est que tout ait

été voté d'ici à 2017 et qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2017, le président puisse dire qu'il a fait le mariage pour tous, résorbés déficits et réformé l'organisation territoriale de la République », indique un de ses proches.

**« Si l'on met trop de temps pour engager cette réforme, elle risque de ne pas se faire »**

**André Vallini**  
secrétaire d'Etat  
à la réforme territoriale

Quant au report des scrutins départementaux et régionaux, il avait été évoqué le 16 avril en conseil des ministres, M. Vallini ayant posé la question. « Le débat doit s'engager », avaient soigneusement esquivé MM. Hollande et

Valls. A l'évidence, après que les associations d'élus (l'Assemblée des départements de France, l'Association des régions de France et l'Association des maires de France) se furent prononcées pour un report, le gouvernement a évolué. « Les trois plus grandes associations d'élus transpartisanes nous disent toutes qu'il faut reporter les élections, ainsi que les sénateurs et députés de droite comme de gauche », note M. Vallini.

Si l'exécutif s'attend à de logiques remous avec les présidents de conseils généraux socialistes, l'on minimise dans ses rangs le risque électoral que pourrait constituer un scrutin local rapproché de la présidentielle. « Si les élections locales doivent être mauvaises, ce qui n'est pas sûr, je ne vois pas pourquoi elles influeraient sur la présidentielle », estime un proche du chef de l'Etat. ■

DAVID REVAULT D'ALLONNES

Bernard Cazeneuve : « Je veux commencer tout de suite la réforme de l'administration »

## Entretien

UN MOIS après son arrivée Place Beauvau, Bernard Cazeneuve n'a pas encore personnalisé son bureau. Le nouveau ministre de l'intérieur sait que les fonctions ministérielles peuvent être éphémères : depuis 2012, ce fidèle de François Hollande n'a jusqu'ici pas passé plus de dix mois au même poste. Il détaille au Monde sa feuille de route.

**Claude Guéant voulait « réduire » l'immigration, M. Valls se voulait « ferme mais juste ». Et vous ?**

Ferme et juste, c'est un bon équilibre, et j'ajouterais humain. Les deux textes sur l'immigration et l'asile, qui seront présentés en conseil des ministres fin juin pour adoption au Parlement avant la fin de 2014, incarneront cet équilibre. Le projet de loi sur l'immigration doit permettre un meilleur accueil des étrangers par la mise en place du passeport « talent », du titre de séjour pluriannuel et du parcours d'intégration. Avec la réforme de l'asile, nous voulons réduire les délais de traitement des dossiers de vingt-quatre à neuf mois. Je serai aussi intraitable face aux filières de passeurs qui encouragent l'immigration clandestine.

**Les évacuations de campements de Roms resteront la règle ?**

Les campements illégaux sont évacués dans le respect des règles de droit. Nous cherchons toujours des solutions en amont pour les personnes évacuées.

**Vous estimez donc que cette politique contestée fonctionne ?**

Il n'y en a pas d'autre. Si nous ne faisons pas en sorte que cesse le trouble à l'ordre public causé par ces campements, nous mettons ces populations elles-mêmes dans la difficulté. Nous devons aussi encourager l'Union européenne à prendre ses responsabilités. Les fonds européens doivent être pleinement utilisés pour l'intégration en Roumanie et en Bulgarie.

**Quelles seront vos priorités dans le domaine de la sécurité ?**

Approfondir et conforter ce qui a été mis en place, et lancer des actions nouvelles. Une bonne politique ne change pas en permanence de pied, mais s'inscrit dans la durée pour donner des résultats. Les zones de sécurité prioritaires donnent des résultats. A Marseille, les deux ZSP ont permis de restaurer l'autorité publique avec une baisse des violences et des atteintes aux biens. Il faut aussi en permanence évaluer, ajuster et développer la prévention.

**Mais à Marseille, les règlements de comptes continuent...**

Même dans ce domaine, je rappelle qu'on est retombé à moins de



Bernard Cazeneuve dans son bureau au ministère de l'intérieur. MARC CHAUMEIL/DIVERGENCE POUR « LE MONDE »

20 règlements de comptes en 2013, alors que ce chiffre avait bondi de 7 à 29 entre 2007 et 2012. Je donne ces chiffres pour ceux qui, à chaque fois qu'il y a un règlement de comptes, demandent des comptes comme pour occulter leur propre bilan. Est-ce qu'on doit s'en satisfaire ? Non, naturellement. Il faut tarir la source du financement des bandes organisées, intensifier la saisie des avoirs criminels, la lutte contre le trafic d'armes. C'est un travail au long cours.

**L'évolution des cambriolages et des vols est aussi préoccupante.**

Le plan cambriolage du gouvernement est efficace : leur nombre est à nouveau orienté à la baisse, alors qu'ils avaient augmenté de 40 % au cours du précédent quinquennat. Je souhaite que nous agissions aussi sur d'autres domaines. Je présenterai en juin un plan complet contre les vols et trafics liés à l'automobile.

**Au-delà des effectifs, avez-vous l'intention de dégrader des moyens supplémentaires ?**

Nous créons à nouveau 500 postes par an alors que la droite en avait supprimé 13 000. La modernisation de nos forces de sécurité est

aussi une priorité. Le plan police 3.0 la permettra, et nous devons trouver les ressources en interne pour financer nos priorités. **Vous avez présenté un plan de lutte contre le djihad en Syrie. Jeudi, une réunion internationale a lieu à Bruxelles. Qu'en attendez-vous ?**

D'avantage de coopération entre les différents pays de l'UE. Et il y a également un travail commun à mener avec les grands opérateurs Internet, pour supprimer les conte-

**« La politique, ce n'est pas du théâtre, les costumes n'y sont pas de Roger Harth et les décors de Donald Cardwell »**

nus illicites qui incitent à la haine. **Manuel Valls a annoncé une réforme des collectivités territoriales. L'organisation de l'Etat va-t-elle s'adapter ?**

Avec moins de régions, nous devons absolument réorganiser l'administration avec un maillage

qui garantisse la présence de l'Etat et des services publics au plus près des territoires, notamment à l'échelon départemental, et leur montée en gamme, avec davantage de pouvoir aux préfets. **Quel sera votre calendrier ?**

Le président a réaffirmé qu'il fallait aller vite. Je veux commencer tout de suite, par des propositions élaborées en lien avec Marylise Lebranchu et André Vallini qui seront remises au premier ministre. Le ministre de l'intérieur est là un peu comme un mécanicien qui doit être ingénieux.

**A droite, certains souhaitent un référendum...**

A titre personnel, je n'y suis pas favorable. En général, les référendums conduisent à répondre à une question que l'on n'a pas posée. Cette réforme des territoires n'est pas un jeu, c'est un enjeu : construire la France de demain.

**D'autant plus que M. Hollande entame sa troisième année dans une situation très difficile...**

François Hollande a toujours été lucide. Quand il a été élu en 2012, il savait que le pays était dans une situation économique très dégradée. Il savait que le redresse-

ment serait difficile et qu'il pourrait susciter des crispations.

**Si la situation était si grave, pourquoi n'a-t-il pas davantage dramatisé l'enjeu ?**

Pourquoi toujours tout dramatiser, comme ce fut le cas sous le quinquennat précédent ? La politique, ce n'est pas du théâtre, les costumes n'y sont pas de Roger Harth et les décors de Donald Cardwell. Durant ces deux premières années, nous avons pris des décisions difficiles qui nous exposaient au risque de l'impopularité, mais avec des premiers résultats, qui doivent être amplifiés. **Comme ancien ministre du budget, que dites-vous aux 41 députés socialistes qui se sont abstenus sur le plan d'économies ?**

Je regrette leur vote, mais plutôt que de juger, il nous faut convaincre la majorité avec beaucoup d'ardeur et de sens du dialogue. Je ne suis pas inquiet, les premiers résultats arrivant, je sais que tous les socialistes seront réunis demain. **Pour les européennes, le PS fait campagne pour « une autre Europe », le gouvernement suit les consignes de Bruxelles. N'est-ce pas de la schizophrénie ?**

C'est au contraire de la cohérence. Pour changer l'Europe, il faut d'abord être crédible en son sein. **Vous êtes un ministre de l'intérieur différent de M. Valls. Comment imprimer votre marque ?**

Je ne me pose pas cette question, je suis comme je suis. J'ai une boussole : le sens de l'Etat. Ma personne est secondaire. Je me suis toujours effacé derrière les fonctions que j'ai occupées. Je n'ai pas une relation narcissique à la politique, et ce n'est pas à 50 ans qu'on change son caractère. **Aujourd'hui, êtes-vous le « premier flic de France » ?**

Cette expression est sympathique mais réductrice. J'assume d'être le chef des policiers, des gendarmes, des pompiers et du corps préfectoral, et je suis fier de l'ensemble de mes troupes, de leur dévouement. Les Français expriment une puissante demande d'Etat. Eh bien pour moi, le ministre de l'intérieur, c'est avant tout le ministre de l'Etat. Un Etat présent, qui protège, apaise et respecte chacun. Voilà ma feuille de route. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR  
BASTIEN BONNEFOUS  
ET LAURENT BORREDON



## Les écologistes se déchirent sur le cas Lipietz

Faut-il exclure des militants écologistes qui ont fait alliance avec la droite aux municipales ? Surtout lorsqu'il s'agit d'une figure du parti, ex-candidat à la présidentielle, à savoir Alain Lipietz ? Si pour certains la réponse est évidente, elle ne va pas de soi à Europe Ecologie-Les Verts. Rappel des faits : au soir du premier tour, Natalie Gandais, tête de liste d'EELV à Villejuif (Val-de-Marne), et Alain Lipietz, en deuxième position, font alliance avec un dissident PS, l'UMP et l'UDI contre la maire sortante communiste. L'opération est un succès : après la victoire de l'UMP Franck Le Bohellec, M<sup>me</sup> Gandais est nommée première adjointe et M. Lipietz devient vice-président de l'agglomération.

Dès l'annonce de leur choix, le bureau exécutif d'EELV décide de les suspendre. La direction régionale reprend l'affaire en main et lance le 29 avril une procédure d'exclusion à leur rencontre. Quatre autres militants élus à Villejuif subissent le même sort. La décision finale est attendue pour fin mai. « Avant les municipales, il y a eu un vote en comité politique régional, confirmé en conseil fédéral, rappelant que toute personne qui s'allierait avec la droite serait exclue, souligne Annie Lahmer, cosécétaire régionale d'EELV en Ile-de-France. Le fait que ce soit Lipietz, c'est traumatisant pour tous mais il savait ce qu'il faisait. » « Les choses ont été dites de manière très claire », appuie Emmanuelle Cosse, secrétaire nationale d'EELV.

L'intéressé, qui a déposé plusieurs recours contre sa suspension, réplique que statutairement, « c'est au groupe local de décider ». Quant au fait de fusionner avec la droite, il répond que leur liste était « bien plus à gauche que celle de la maire sortante ». M. Lipietz juge que l'équipe de M. Le Bohellec « n'est ni copéiste, ni sarkozyste, ni filloniste : ce sont des gaullistes sociaux ». « Ce n'est pas la même culture mais tout va très bien », assure-t-il.

Pour lui, l'explication est simple : il s'agit d'un « règlement de comptes de Cosse et Duflot contre la gauche du parti » dont il fait partie. Ce que réfute M<sup>me</sup> Cosse : « Alain Lipietz siège avec des élus UMP qui ont pour programme de détruire des logements sociaux ou d'installer la vidéosurveillance : ce ne sont pas des petites choses. »

La procédure visant M. Lipietz est loin de faire l'unanimité à EELV où les exclusions sont rares. Mardi, près de 130 personnes avaient signé une pétition reprenant les arguments statutaires de M. Lipietz, ses critiques contre la gestion de la maire sortante et soulignant que l'alliance « préférentielle avec des partis de gauche n'est en aucun cas exclusive ».

### « Lui faire confiance »

À l'origine de la démarche, Gilles Lemaire, ancien secrétaire national des Verts et membre de l'aile gauche. « Il a fait ça par copinage maoïste », tacle le sénateur de l'Essonne Jean-Vincent Placé. Cette position, qui ne fait d'ailleurs pas l'unanimité à la gauche du parti, est en effet surprenante pour un courant qui prône plutôt une alliance avec le Front de gauche qu'avec la droite.

Mais les signataires recrutent plus largement et on retrouve ainsi Daniel Cohn-Bendit, député européen, qui fustige « une conception stalinienne du parti » : « Qu'on laisse les groupes locaux vivre leur vie ! » Sa collègue au Parlement européen, Eva Joly, a également apporté son soutien à M. Lipietz dans un mail interne, où elle précise que « le mouvement lui doit énormément, il a voué sa vie à l'écologie. Il faut lui faire confiance ». Un argument qui fait hurler M<sup>me</sup> Cosse : « Que ce soit Alain Lipietz ou M. Lambda, c'est la même chose : il n'y a pas d'application des règles à la notoriété. »

Reste qu'à trois semaines des européennes, le timing pour relancer le débat sur les alliances, récurrent chez les écologistes, paraît particulièrement mal choisi. ■

RAPHAËLE BESSE DESMOULIÈRES

### RYTHMES SCOLAIRES

## L'aide financière prolongée

Invité sur France Inter, mercredi 7 mai, le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, Benoît Hamon, a annoncé que le « fonds d'amorçage » versé aux communes pour les aider à mettre en œuvre la réforme des rythmes scolaires sera « reconduit en 2015-2016, pour un an », et son montant « calibré pour les communes connaissant de grandes difficultés ». En 2014-2015, toutes les communes doivent revenir à la semaine d'école de 4,5 jours, quand seules 4 000 ont sauté le pas en 2013. Dans sa déclaration de politique générale, le 8 avril, le premier ministre, Manuel Valls, avait affirmé avoir « entendu les remarques de bonne foi des élus » sur leurs difficultés. Les deux tiers des 4 000 villes pionnières ont, selon l'Association des maires de France, peiné à financer la réforme. ■

### Sécurité routière

## François Hollande s'engage à réformer le permis de conduire

Le président de la République a promis, mardi 6 mai, de « faire la réforme du permis de conduire », lors d'une visite auprès de jeunes apprentis à Villiers-le-Bel (Val-d'Oise). Il a assuré avoir demandé au ministre de l'intérieur de « simplifier la procédure, simplifier les inscriptions, simplifier aussi lorsqu'il y a échec », afin d'éviter les délais trop longs avant un nouvel examen, et de « réduire le coût ». M. Hollande a également confirmé son souhait de développer l'apprentissage. Un employeur « doit avoir l'obligation de chercher des apprentis », a-t-il déclaré, ajoutant que le Parlement organisera désormais chaque année un débat sur la jeunesse et qu'un « grand concours national » permettra à certains jeunes d'accéder à des postes à responsabilités. ■ (— AFP.)

### Justice Le parquet favorable à un procès pour le volet financier de l'affaire Karachi

Dans son réquisitoire définitif signé lundi 6 mai, le parquet de Paris requiert le renvoi en correctionnelle de six personnes, dont des proches de l'ex-premier ministre Edouard Balladur, dans le volet financier de l'affaire Karachi. Les juges d'instruction du pôle financier ont désormais un mois pour décider d'un possible procès en 2015.

### Homicides Baisse des violences conjugales

La violence conjugale a provoqué 146 décès (de 121 femmes et 25 hommes) en 2013, contre 174 en 2012, indique une étude publiée mercredi 7 mai par le ministère de l'intérieur et celui des droits des femmes.

## « Guet-apens » à Nice : la richissime Hélène Pastor blessée dans une fusillade

Un tireur embusqué a fait feu, mardi 6 mai, sur le véhicule de l'héritière d'un empire immobilier de Monaco. La septuagénaire et son chauffeur étaient, mercredi matin, dans un état grave



La police inspecte la voiture dans laquelle Hélène Pastor se trouvait lorsqu'elle a été blessée devant le CHU de Nice, le 6 mai. VALÉRY HACHE/AFP

### Nice

Correspondant

Selon les enquêteurs de la police judiciaire de Nice, « c'est un véritable guet-apens », « une tentative d'exécution » dont a été victime Hélène Pastor mardi 6 mai dans la soirée, devant l'hôpital L'Archet 1 à Nice. Richissime héritière d'un empire immobilier à Monaco et sœur de l'homme d'affaires Michel Pastor, mort en février, la septuagénaire a été grièvement blessée par balles, ainsi que son chauffeur.

Mercredi matin, les enquêteurs n'écartaient aucune hypothèse. Qui était visé : M<sup>me</sup> Pastor ou son chauffeur, Mohamed D. ? Cet homme de 54 ans, connu des services de police, pourrait avoir été l'unique cible des deux agresseurs, laisse entendre une source proche du dossier.

Les enquêteurs de la police scientifique passent désormais au crible tous les indices relevés durant la nuit à la sortie du parking de cet hôpital situé à l'ouest de Nice. Leur mission prioritaire : faire « parler » les prélèvements effectués sur le Lancia Voyager noire d'Hélène Pastor, immatriculée à Monaco.

Au moment où le chauffeur sor-

taît du parking, un homme embusqué derrière un mur a surgi à hauteur du véhicule, côté passager, où était assise M<sup>me</sup> Pastor. « C'est là, vers 19 h 15, que l'on a entendu des détonations », explique un employé. L'homme a fait feu une première fois, faisant exploser la vitre. Il aurait regardé à l'intérieur comme pour vérifier le résultat de son tir. Puis, il a tiré une seconde fois avec une « arme longue » qui pourrait être un fusil à pompe.

« J'ai vu un homme courir avec un sac et son énorme fusil, il n'était pas cagoulé et il remontait en direction de l'hôpital de l'Archet, j'ai eu la peur de ma vie ! », a confié à Nice Matin une jeune infirmière. C'est un des rares témoins à avoir vu le tireur.

Grièvement touchés, Hélène Pastor et son chauffeur-majordome ont d'abord été pris en charge sur place par le SAMU avant d'être transférés à l'hôpital Saint-Roch, dans le centre de Nice. Leur état de santé est jugé préoccupant.

Les enquêteurs disposent des images d'une caméra de surveillance. Elles montrent que les deux agresseurs sont venus et repartis à pied, avec calme, alors que la Lancia a continué de rouler une vingtaine de mètres après l'agression, avant

de percuter un véhicule en stationnement.

Compte tenu de la personnalité d'Hélène Pastor, l'affaire est considérée comme « sensible » par les autorités judiciaires. Les enquêteurs niçois sont entrés en contact avec la police monégasque. La famille Pastor est très influente dans la principauté et amie de la famille Grimaldi. Cette agression a provoqué la stupeur à Monaco. Le

### Cette agression a provoqué la stupeur à Monaco. Le prince Albert II a exprimé mardi soir « sa vive émotion »

prince Albert II a exprimé mardi soir dans une déclaration écrite « sa vive émotion » et a manifesté aux victimes et à leurs familles « son très profond soutien ».

Femme d'affaires très discrète, M<sup>me</sup> Pastor, âgée de 77 ans, est issue d'une dynastie de bâtisseurs. Son grand père Jean-Baptiste, tailleur de pierre ligure, a posé les fondements de la famille Pastor en principauté. Il s'est vu confier par le prin-

ce, en 1936, la construction du premier stade Louis II. La famille possède une énorme part du patrimoine immobilier de la principauté. La valeur de ce patrimoine est un secret bien gardé dans la petite principauté de 2 km<sup>2</sup>, où chaque mètre carré vaut une fortune. À la mort de son père Gildo, en 1990, Hélène Pastor a partagé cet héritage avec ses deux frères Michel et Victor, tous les deux morts.

Le plus connu, le promoteur immobilier Michel Pastor, ancien président du club de football de l'AS Monaco (de juin 2004 à avril 2008), fut aussi propriétaire de l'épicerie de luxe Hédiard de 1995 à 2007. Il était par ailleurs le beau-père du chanteur et compositeur David Hallyday, qui a épousé sa fille Alexandra en 2005.

De son côté, M<sup>me</sup> Pastor a eu pour stratégie de louer systématiquement son patrimoine immobilier, plutôt que de le proposer à la revente. Quand elle a été blessée, elle venait de rendre visite à son fils Gildo Pallanca Pastor, hospitalisé à Nice à la suite d'un accident vasculaire cérébral. Ce dernier est notamment PDG du constructeur de voitures de sport électriques Venturi Automobiles. ■

PAUL BARELLI

## Le « cimetière radioactif » de Bure sera testé en 2025

Le projet de stockage géologique de déchets nucléaires dans la Meuse passera par une phase pilote

Assouplir le calendrier... pour mieux continuer. Telle est la décision de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra), maître d'ouvrage du projet de Centre industriel de stockage géologique (Cigéo). L'exploitation de ce « cimetière nucléaire », à partir de 2025, commencera par une « phase industrielle pilote » de cinq à dix ans, a-t-elle annoncé mardi 6 mai. Une façon de donner du temps au temps, mais sans dévier de cap, en dépit de l'opposition persistante des riverains et des antinucléaires qui dénoncent « un nouvel enfumage ».

Ce projet vise à enterrer dans le sous-sol de la commune de Bure (Meuse), les 80 000 m<sup>3</sup> de résidus à haute activité et à vie longue générés par le parc nucléaire français. Ces produits, issus du retraitement des combustibles nucléaires usés, ne représentent que 3 % du volume total des déchets nucléaires, mais ils concentrent plus de 99 % de leur radioactivité et ils ne deviendront sans danger

qu'après des centaines de milliers d'années. Un réseau de 15 km<sup>2</sup> de galeries doit être creusé dans l'argile, à 500 mètres de profondeur, pour abriter 240 000 colis radioactifs.

Le planning initial, fixé par une loi de 2006, prévoyait une demande d'autorisation en 2015, avec enquête publique, pour une mise en service en 2025. Mais, à la suite de la consultation de la population organisée de mi-mai à mi-décembre 2013 – une concertation qui s'est résumée à des « débats contradictoires » en ligne –, la Commission nationale du débat public a considéré que « le calendrier [était] beaucoup trop tendu » et que « des preuves supplémentaires doivent être apportées sur la sécurité du projet ». Une conférence de citoyens a jugé, elle aussi, que le calendrier n'était « pas réaliste ».

L'Andra, indiquent son président, François-Michel Gonnot, et sa directrice générale, Marie-Claude Dupuis, a décidé de « poursuivre le projet Cigéo ». Mais, pour tenir compte des inquiétudes, l'ex-

ploitation démarrera par « une phase de tests grandeur nature », avant le début de « l'exploitation courante », prévue pour cent ans. Il y faudra, au préalable, le feu vert du gouvernement. L'Andra prévoit désormais une demande d'autorisation en deux temps, en 2015 pour un « plan directeur », puis en 2017 pour le dossier complet. Elle s'engage « à favoriser les échanges et la concertation avec les experts et le public ».

### Associations mobilisées

Il y faudra, aussi, l'accord de l'Autorité de sûreté nucléaire. Celle-ci « ne pourra prendre position sur un projet particulier qu'après que la démonstration de sa sûreté aura été apportée », a souligné son président, Pierre-Franck Chevet, auditionné par des parlementaires, le 16 avril.

Reste à savoir l'impact que la future loi sur la transition énergétique, censée modifier la place de l'atome dans le mix électrique français – et, de ce fait, augmenter le volume de déchets nucléaires

ultimes à gérer –, aura sur ce projet. La ministre de l'écologie et de l'énergie, Ségolène Royal, s'était déclarée en 2011, lors de la primaire socialiste à l'élection présidentielle, pour « l'abandon des projets de stockage en grande profondeur, en particulier sur le site de Bure ». Interrogée par Greenpeace, elle rappelait qu'elle avait « participé à la mobilisation et aux nombreuses manifestations contre les projets d'enfouissement dans les sols granitiques des Deux-Sèvres ».

Il faudra aussi compter avec la mobilisation des associations locales et nationales qui, depuis des années, se battent contre la transformation du site de Bure en « décharge atomique ». La coordination Bure-Stope estime que « l'Andra fait semblant de ralentir le calendrier tout en ne changeant strictement rien au projet final : l'enfouissement à partir de 2025 ». Et de s'adresser au Parlement qui aura aussi à voter sur ce projet : « Le message citoyen est clair : non à l'enfouissement imposé. » ■

PIERRE LE HIR



# La création de méga-universités suscite craintes et tensions

Dans la lignée de ses prédécesseurs, Geneviève Fioraso pousse les établissements à s'associer pour être mieux armés dans la compétition internationale

L'échéance approche et la tension est palpable. La loi du 22 juillet 2013 sur l'enseignement supérieur a donné un an aux universités et aux grandes écoles pour se regrouper. L'idée est de rassembler tous les acteurs de l'enseignement supérieur d'une même région, écoles privées et publiques incluses, pour définir une stratégie commune. L'objectif est clair : créer entre 25 et 30 méga-établissements pluridisciplinaires capables de faire jouer leur masse critique pour obtenir des financements et être plus visibles à l'international, avec l'espoir de grimper dans les classements. Mais la création de ces mastodontes devrait également conduire à une rationalisation de l'offre de formations et à un éloignement des centres de décision.

Assemblées générales, pétitions, échanges de courriers... Au fil des mois, des tensions sont apparues entre enseignants-chercheurs, direction des établissements et ministère. Surtout en Ile-de-France où huit pôles doivent être créés. « *La situation de l'Ile-de-France est particulière mais l'université française ne se résume pas à Paris* », fait-on valoir dans l'entourage de Geneviève Fioraso, secrétaire d'Etat à l'enseignement supérieur.

La volonté de créer des superstructures dans le supérieur n'est pas nouvelle. De François Mitterrand à François Hollande en passant par Nicolas Sarkozy, la ligne directrice n'a pas varié : coordonner les établissements pour rendre le système plus lisible et efficace (au plan national) et plus visible (au plan international). « *Nous avons besoin de grandes universités* », a répété François Hollande, le 30 janvier, en annonçant une nouvelle vague d'initiatives d'excellence (IDEX) de 2 milliards d'euros en faveur des universités.

Après l'explosion universitaire des années 1970 à 1990, l'Etat a cherché à rationaliser le flamboyant paysage français. Dès 1991, Claude Allègre, alors conseiller du ministre Lionel Jospin, crée le concept de « pôle universitaire européen ». Viendront en 2006 les pôles de recherche et d'enseignement supérieur, les IDEX en 2008, avant les communautés d'universités et d'établissements (Comue) en 2013.

## Une vingtaine d'ensembles universitaires

PROJETS DE REGROUPEMENTS, actuellement en discussion

- Université
- Université ayant fusionné

- Projet de communautés d'universités et d'établissements
- Projet d'association
- Projet d'association en pourparlers

### Huit regroupements dans les universités parisiennes

- **Sorbonne Paris Cité**  
Université Paris-III, V, VII (Paris Diderot), XIII (Villetaneuse)...
- **Sorbonne Université**  
Paris-IV, VI (université Pierre-et-Marie-Curie), université technologique de Compiègne et Insead à Fontainebleau...
- **Paris Est**  
Université de Créteil et Marne-la-Vallée, Ecole des Ponts Paris Tech
- **Paris Louis-Lumière**  
Université Paris-VIII-Saint-Denis et Paris-X-Nanterre...
- **Saclay**  
Université Orsay, Versailles Saint-Quentin Envy, Centrale Supélec, Polytechnique, HEC, Ecole normale de Cachan...
- **Hesam** : Université Paris-I, Arts et métiers, ESCPE Europe, EHESS...
- **Paris sciences et lettres** : université Dauphine, Ecole normale supérieure (Ulm), Collège de France...
- **Université Paris-Grand-Ouest** avec Cergy-Pontoise et l'Essec (en cours)

Théoriquement, une grande liberté est laissée aux acteurs. Ces rapprochements peuvent s'opérer selon trois modes, du plus intégré au plus souple : la fusion, la Comue (structure chapeau gérée en commun) ou l'association (chaque membre conserve ses prérogatives mais il faut désigner un chef de file). C'est la Comue qui semble privilégiée, à Paris notamment, et partout où rien ne justifie que l'un des établissements joue le rôle de chef de file.

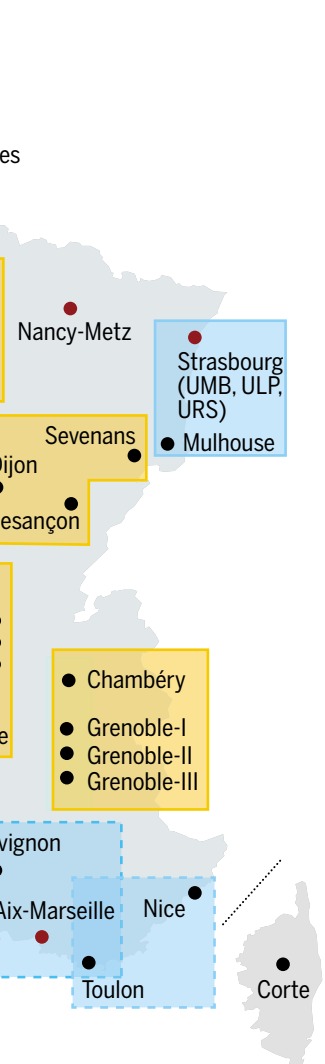
La danse nuptiale est déjà bien entamée. Chaque jour, des projets de Comue arrivent sur le bureau de la direction générale de l'ensei-

gnement supérieur. Sept ont déjà été validés. Pour d'autres, les fiançailles sont plus compliquées, certains enseignants-chercheurs s'inquiétant d'un processus dont ils se sentent dépossédés et dont ils ne comprennent pas le sens.

En Ile-de-France, le paysage est particulièrement complexe avec l'émergence de huit Comue sans véritable cohérence géographique. Une situation qui a conduit Paris-II Assas à claquer la porte ou certaines universités à se regrouper par défaut, comme Paris-VIII Saint-Denis et Paris-X Nanterre. « *Tout le monde critique la complexité du système français, l'empilement des*

*structures et des établissements*, rappelle Khaled Bouabdallah, vice-président de la Conférence des présidents d'université (CPU). *Les rapprochements doivent permettre de casser ces cloisonnements. En dépassant les barrières et en réunissant les compétences, nous aurons un modèle français plus efficace.* »

Cet enthousiasme n'est pas partagé par tous. « *Nous sommes entrés dans une vaste réforme bureaucratique dont on ne voit pas très bien le sens* », déplore Pascale Laborier. Professeure de science politique à Nanterre, elle est à l'origine de la pétition lancée le 2 avril contre la reconduction de Geneviève



Infographie LE MONDE SOURCE : LE MONDE

et les délais sont si courts qu'ils ne permettent pas le dialogue. » M<sup>me</sup> Fioraso a beau répéter que tout cela doit se faire « *dans la souplesse et l'écoute* », le message a du mal à passer.

En cause, les courriers jugés très directifs envoyés par Simone Bonafous, la directrice pour l'enseignement supérieur. Exemple à Paris-VIII et Paris-X où les deux présidents sont priés de fusionner les écoles doctorales et de rationaliser l'offre de formations au niveau master dans les domaines de la psychologie ou encore des arts du spectacle.

### « Les publications ou les Prix Nobel valent bien plus que les regroupements »

**Pascale Laborier**  
professeure de science politique à Nanterre

De même, l'idée que ces regroupements doivent se faire « *dans un esprit de coopération et non de compétition* », selon les mots de M<sup>me</sup> Fioraso, laisse la communauté universitaire dubitative. Les huit présidents des futures Comue d'Ile-de-France se sont d'ailleurs sentis obligés de signer en avril un « *pacte de non-agression* ». Pour inciter les universités à aller dans son sens, le gouvernement dispose d'un puissant levier : le contrat de cinq ans signé entre l'Etat et les Comue qui comportera un volet décrivant les actions communes et les moyens redéployés, et un autre définissant les objectifs de chaque établissement.

Ces futurs ensembles seront-ils efficaces et fructueux ? A Aix-Marseille, où les trois universités ont d'ores et déjà donné naissance à un mastodonte de 120 000 étudiants, la fusion a permis, selon Pierre-Yves Gilles, directeur de l'UFR arts, lettres, langues, « *de muscler les services centraux, mais surtout de fédérer les équipes de recherche* ». A entendre les étudiants, en revanche, la fusion, ce n'est ni mieux, ni moins bien. ■

**NATHALIE BRAFMAN,**  
**BENOÎT FLOC'H**  
**ET ISABELLE REY-LEFEBVRE**

## « Nous ne voulions pas être noyés dans un grand machin »

PARMI LES CRITIQUES exprimées à l'encontre des projets de fusions ou de regroupements figurent en bonne place la crainte d'une gouvernance éloignée de la base et celle de briser des partenariats de recherche établis de longue date. La fusion de plusieurs établissements à Bordeaux, engagée dès 2011, et la création en juillet de la communauté Sorbonne-Paris-Cité illustrent ces inquiétudes.

### Une gouvernance plus lointaine ?

Lancé en 2011, le chantier de la fusion des universités de Bordeaux-I (sciences), II (santé) et IV (droit, économie et gestion) s'est achevé le 1<sup>er</sup> janvier avec la création de l'Université de Bordeaux. « *Les structures sont globalement en place, l'administration marche. Mais évidemment, il y a des difficultés. Une fusion, cela demande un temps d'adaptation. La difficulté étant que fusionner trois universités, c'est aussi fusionner trois cultures différentes* », reconnaît Manuel Tunon de Lara, son président.

En interne, la fatigue est palpable. Une vaste réorganisation des services a entraîné un plan de mobilité concernant 400 personnes provoquant mal-être et inconfort. Et quelques situations de burn-out. « *Même si l'université ne souhaite pas brûler les gens, elle a installé une situation qui pousse à cela* », relève un ensei-

gnant-chercheur. Médecin, Manuel Tunon de Lara se dit très sensible à cette question. « *Certains personnels ont été sous la pression d'un gros travail, reconnaît-il. Une cellule a été mise en place. Une quarantaine de personnes ont été reçues. Mais je n'ai pas eu plus d'arrêts de travail et d'absentéisme.* »

D'autres problèmes sont apparus. A l'ex-Bordeaux-IV, le sentiment d'être dominé par le couple ex-Bordeaux-I et II a surgi. Surtout, la fusion a créé un échelon supplémentaire de décision. « *Nous sommes dans une structure de plus en plus centralisée avec des strates supplémentaires, qui alourdissent les processus de décision* », explique Eric Berr, professeur d'économie. En cause, la création d'une structure bicéphale avec la formation d'un côté, la recherche de l'autre.

Malgré ses 50 000 étudiants et ses 5 000 personnels, l'Université de Bordeaux a un goût d'inachevé. Car au départ, Manuel Tunon de Lara avait imaginé une fusion de tous les établissements de la région Aquitaine. Mais Bordeaux-III a refusé de monter dans le navire. L'université de lettres et sciences humaines et sociales n'avait aucune envie de faire partie d'un tel paquebot, avec le risque de perdre son autonomie. « *Dans les fusions, ces disciplines ont peut-être quelques raisons de craindre de ne pas être valorisé et préservé par rapport aux sciences qui tien-*

*nent le haut du pavé, surtout dans un contexte de moyens limités* », indique Jean-Paul Jourdan, son président. Selon lui, une telle structure est « *difficilement gérable avec un conseil d'administration éloigné du terrain* ».

De même, l'IEP de Bordeaux et l'Institut polytechnique ont décliné l'invitation. « *Vu notre taille, l'opération s'apparentait à une fusion-absorption. Nous ne voulions pas être noyés dans un grand machin avec des strates organisationnelles très pyramidales* », indique la direction de l'IEP. Mais tous participeront à la future communauté d'universités et d'établissements (Comue).

### Des coopérations contrariées ?

Jusqu'en 2007, Paris-VI UPMC et Paris-VII Diderot cohabitaient sur le même campus de Jussieu. Les laboratoires de recherche étaient mixtes, composés de chercheurs des deux universités qui travaillaient aussi avec des chercheurs Paris-Sud-XI. Ces relations ont perduré malgré le déménagement de Paris-VII Diderot.

Mais selon certains enseignants-chercheurs, la création de la Comue Sorbonne-Paris-Cité, qui regroupe Paris-VII et trois autres universités (Sorbonne Nouvelle-Paris-III, Paris-Descartes-V et Paris-XIII) ainsi que quatre établissements dont Sciences Po Paris, va rompre ces collaborations et

perturber la recherche, voire l'affaiblir. « *C'est bien simple, ces trois entités scientifiques qui, traditionnellement, travaillaient dans les mêmes laboratoires vont se retrouver dans trois Comue différentes et ne pourront plus travailler ensemble* », affirme Pascal David, maître de conférences en physique à Paris-VII-Diderot. Selon lui, dans son UFR, sur 140 personnes, 40 % sont dans des laboratoires qui ne sont pas à Paris-VII. « *Cela signifie que ces 40 % seront dans les deux autres Comue car leurs laboratoires ont choisi d'être à Paris-VI ou Paris-Sud.* »

Situation identique, selon lui, entre Paris-VIII, Paris-X et l'Ehess où les deux premiers doivent former une Comue et le troisième en rejoindre une autre avec la même crainte : des enseignants-chercheurs qui ne pourront travailler ensemble.

« *Faux, répond Jean-Yves Mérimin, les gens continueront évidemment à travailler ensemble !* » Pour le président de Sorbonne-Paris-Cité, qui dit observer une « *certaine agitation sur le sujet qui ne se transforme pas en quelque chose de concret dans les débats et les délibérations dans les universités* », l'un des intérêts majeurs de ces regroupements est justement d'avoir des enseignements pluridisciplinaires. « *Ce serait une grave erreur de faire des mastodontes universitaires centrés sur un seul champ disciplinaire.* » ■

**N.BN**

ve Fioraso au ministère. Le texte a recueilli 11 000 signatures. Pour l'enseignante, qui dénonce « *le fantasme du classement de Shanghai* », « *la compétition internationale se joue sur la réputation des disciplines. Les publications ou les Prix Nobel valent bien plus que les regroupements* ».

Les Comue choisiront les compétences mises en commun : des services (relations internationales, vie étudiante...) jusqu'aux écoles doctorales. Marc Neveu, secrétaire général du Snesup, critique une démarche « *technocratique* ». « *En réalité, nous sommes placés sous le contrôle étroit du ministère*

## « Il ne faut pas confondre rationaliser et uniformiser »

### Questions à... Philippe Jamet, président de la Conférence des grandes écoles

**Vous critiquez depuis des mois les communautés d'universités et d'établissements (Comue). Pourquoi ?**

« Les regroupements ne doivent pas être confisqués par des sous-ensembles d'établissements, qu'il s'agisse d'universités ou de grandes écoles, d'ailleurs. Ils ne doivent, en outre, pas aller jusqu'à tuer ce qui constitue un atout de l'enseignement supérieur : la diversité. Le problème, c'est le *modus operandi*. Nous continuons donc à tirer la sonnette d'alarme. »

**En quoi consiste ce problème ?**

Sur nombre de sites, les clivages entre établissements dépendant du ministère de l'enseignement supérieur et ceux relevant d'autres ministères, ou entre établissements publics et privés, réapparaissent. Ceux-ci, le plus souvent associatifs et consulaires, ont du mal à se faire admettre à la table des discussions sur le statut des Comue.

Parfois, la forme du regroupement (Comue ou association) ou l'identité de l'établissement chef de file est décidée unilatéralement. Or on a besoin de tout le monde. Les Comue ne sont pas une mauvaise chose, mais le processus n'est pas aussi collectif qu'on aurait pu le souhaiter.

**Mais, sur le principe même de vous rapprocher des universités, avez-vous des réserves ?**

Nous n'avons pas de réserves de fond. Cela présente un grand intérêt pour la recherche. Les rapprochements entre universités et écoles sont réels. Mais peut-être que tout ne peut pas être rapproché. Et peut-être que l'on pourrait davantage s'inspirer du modèle de gouvernance des écoles, en ce qu'il fait une large place aux partenaires socio-économiques.

Par ailleurs, nous ne voulons pas être obligés de mettre tous nos œufs dans le même panier : que le regroupement devienne un instrument dirigiste, point de passage obligé pour les écoles sur les décisions touchant leurs formations, leurs partenariats, etc. Ce serait très mauvais. Bref, il ne faut pas aller trop loin dans le regroupement et confondre rationalisation et uniformisation.

**La logique à long terme n'est-elle pas l'absorption des écoles par les universités ?**

Dans les circonstances actuelles, j'y serais farouchement opposé. Mais, lorsque tous les établissements seront professionnalisants, sélectifs et dotés d'une gouvernance adaptée incluant les partenaires extérieurs, pourquoi pas ? ■

**PROPOS RECUEILLIS PAR B.F.**







# Le Musée du Louvre fait sa mue

Des accrochages thématiques, une direction compacte : les choix de Jean-Luc Martinez agitent l'établissement

## Enquête

Agitation au Louvre : le vénérable musée est entré dans une période de mutation, avec tout ce qu'un tel changement suscite de questions, de rumeurs, d'inquiétude chez certains. L'agitateur est le nouveau président-directeur, Jean-Luc Martinez, nommé il y a un an. En 2013, il livrait la philosophie de son projet (*Le Monde* du 21 septembre 2013) : « *Un Louvre plus généreux, plus accueillant, plus lisible* ». Il a depuis décidé une totale réorganisation de l'établissement public et dessiné une nouvelle politique, axée sur le moyen et le long terme. Les premières critiques n'ont pas tardé : ce serait une contre-révolution, la victoire des conservateurs – à tous les sens du terme – et l'abandon de l'ouverture à l'art contemporain. Le report d'un concert de la chanteuse américaine Patti Smith a été interprété comme un signe.

Pour Jean-Luc Martinez, l'essentiel n'est ni de proposer des événements spectaculaires, ni d'augmenter le nombre de visiteurs – 9,3 millions de personnes en 2013 –, mais de savoir comment on les accueille et ce qu'on leur propose.

Il est vrai que, pour quiconque veut entrer au Louvre un jour de vacances ou même simplement un jour « normal », l'exercice n'est pas simple. Les files d'attente s'accumulent aussi bien pour ceux qui veulent pénétrer dans le bâtiment par la Pyramide que pour ceux qui préfèrent l'accès par le Carrousel. Passés contrôles et billetterie, reste pour eux à se repérer dans l'immense palais, sur la foi d'une signalétique chiche et très peu polyglotte. Pour les groupes cornaqués par un guide, l'itinéraire est simple et terriblement prévisible, de la *Victoire de Samothrace* à la Joconde et à la Grande Galerie. Aux autres, il faut un plan, le sens de l'orientation et de la patience.

Ces observations de bon sens, Jean-Luc Martinez les a faites depuis longtemps. Le Grand Louvre a été conçu dans les années 1980, alors que le flux des visiteurs était estimé à 2 millions et demi par an et qu'il semblait raisonnable de pronostiquer qu'ils seraient 4 millions aux alentours de 2020.

La fin du bloc soviétique, le surgissement de nouvelles puissances économiques, la mutation de la Chine ou du Brésil, l'augmentation des flux touristiques : autant de données inconnues au moment où leah Ming Pei dessinait ses plans. « *Le projet qui a fait le Grand Louvre est aujourd'hui en train de s'achever, dans un monde devenu très différent*, observe le président-directeur. *Nous sommes au début d'un nouveau cycle qu'il nous faut mener à bien à notre tour.* »

Nouveau cycle, donc nouvelle organisation : « *Il faut une nouvelle structure pour procéder aux réformes.* » La direction, plus compacte, ne comprend plus que huit directions opérationnelles dites « supports », au lieu des quatorze directions précédentes pour coordonner les huit départements chargés des collections (peinture, sculpture, arts graphiques, arts de l'islam, antiquités égyptiennes, grecques-étrusques-romaines, orientales et objets d'art). Quelque 460 000 œuvres sont à sauvegarder, restaurer, documenter ; 38 000 œuvres sont exposées. A quoi s'ajoutent gestion quotidienne, prêts, expositions, recherche.

Des têtes sont donc tombées. Exit le directeur du développement et du mécénat, pôle qui apporte 15 % de ses ressources propres au musée, soit le quart de la

billetterie. Christophe Monin, après vingt-six ans de maison, a été « *licencié dans l'intérêt du service* », comme il l'a précisé lors de son pot de départ et comme le confirme Jean-Luc Martinez.

Christophe Monin avait développé un service de vingt personnes et lancé le mécénat populaire par Internet qui a permis, grâce à l'opération « Tous mécènes », de lever un million et demi d'euros, le quart de la somme nécessaire pour l'achat des *Trois Grâces*, de Crnach, en 2010. A l'automne 2013, la restauration de la *Victoire de Samothrace* a réuni selon le même principe un million d'euros.

Le mécénat sera désormais englobé dans la nouvelle direction aux relations extérieures est confiée à Anne-Laure Béatrix, qui dirigeait la communication. Elle doit valoriser l'image du musée, coordonner les relations avec les partenaires, mettre en œuvre la politique d'éducation culturelle et artistique tout en fidélisant le public et en développant les ressources propres. Vaste programme.

## Le grand chambardement fait peur à tous ceux qui ne savent pas quel destin leur réserve la recomposition

Exit aussi l'ancienne directrice des publics et de l'éducation artistique, Catherine Guillou, qui rejoint le Centre Pompidou. Anne-Laure Béatrix en a désormais la charge. De même, la directrice de la production culturelle, Juliette Armand, est partie diriger le Musée du Luxembourg.

Vincent Pomarède, ancien directeur du département des peintures, conservateur général du patrimoine, prend, lui, la responsabilité d'une puissante direction « support » à la médiation. Dans ses attributions : l'offre d'expositions et celle de l'auditorium, la programmation culturelle en lien avec les départements et, surtout sans doute, la recomposition des salles pour « *favoriser la rencontre du public avec les œuvres en rendant lisible et vivante la présentation des collections permanentes* ».

## Le Louvre Abou Dhabi, une affaire juteuse

LE LOUVRE expose dans ses salles parisiennes une sélection – 190 œuvres – des premières expositions qu'il a faites pour nourrir le futur musée d'Abou Dhabi. Et il y avait un absent de marque, le 29 avril, lors de l'inauguration officielle par François Hollande et Cheik Sultan Ben Tahnoon Al-Nahyan, responsable du tourisme de l'émirat : Didier Selles, qui a négocié en son temps l'accord entre la France et les autorités émiriennes. Il était bien présent, mais on l'a tenu à l'écart.

La République est souvent ingrate : lorsque la proposition avait été faite au Louvre de concevoir, construire et accompagner le Musée du Louvre Abu Dhabi, les fonctionnaires français envisageaient timidement de réclamer aux émiriens 1 million d'euros... Didier Selles, alors administrateur général du Musée du Louvre, pensait pouvoir faire mieux. Il avait raison : en avril 2007, le Louvre recevait 175 millions et devrait engranger près de 1 milliard à terme... Inquiet que cette manne n'attire l'avidité de Bercy ou du minis-

Un séminaire doit rassembler en juin les conservateurs pour étudier des hypothèses qui semblent, d'ores et déjà, assez assurées. Il s'agit de remettre en question le sacro-saint – et fort archaïque – classement par écoles « nationales » – allemande, anglaise ou espagnole – et, par exemple, de placer des portraits anglais du XVIII<sup>e</sup> siècle à côté des portraits français contemporains.

Des accrochages thématiques seraient composés dans quelques salles, accrochages tournants qui auraient deux vertus : faciliter la compréhension du visiteur, qui peut ignorer le sens d'un symbole ou d'un mythe d'une part et, de l'autre, donner à voir des œuvres qui sont confinées le plus souvent dans les réserves. Ces modifications iraient de pair avec la rédaction de cartels plus pédagogiques à destination de spectateurs qui ne sont familiers ni de la langue française ni de la culture occidentale : tâche considérable dont la seule perspective enchante Vincent Pomarède.

Centrale dans le projet décidé par Jean-Luc Martinez, sa mission signifie, selon certains, le retour des conservateurs au cœur même du pôle de décision. « *Il fallait re-fusionner les forces, rééquilibrer les pouvoirs entre les directions opérationnelles et les conservateurs* », entend-on dans le musée.

Le prédécesseur de M. Martinez, Henri Loyrette, qui venait d'Orsay dont il avait la présidence, avait concentré tous les pouvoirs opérationnels. La rupture avec cette politique semble consommée. Elle l'est d'autant plus que les huit départements changent de directeur, sauf un, celui des antiquités orientales, emmené par Béatrice André-Salvini.

Succession naturelle des générations ? En partie seulement. Certains départs à la retraite ont été « précipités ». Geneviève Bress, chargée du département des sculptures, est remplacée par Sophie Jugie, directrice du Musée des Beaux-Arts de Dijon. Guillemette Andreu-Lanoë, à la tête du département d'antiquités égyptiennes, est remplacée par Vincent Rondot, 55 ans, directeur de recherche au CNRS, épigraphiste et archéologue. Jannic Durand, jusqu'alors adjoint du directeur du département des objets d'art, en prend la tête, après



« Le Christ jardinier apparaît à sainte Madeleine », d'Agnolo di Cosimo. OLIVIER AUBERT / PICTURETANK

### 460 000 œuvres, plus de 9 millions de visiteurs

**Visiteurs** 9,3 millions en 2012. 38 % ont moins de 26 ans et 49 % moins de 30 ans. 70 % d'étrangers.

**Site Internet** 14 millions de visites sur Louvre.fr

**Personnel** 2100 fonctionnaires et contractuels, dont 1200 agents de surveillance, 8 directions opérationnelles, 8 départements patrimoniaux, 65 conservateurs et 166 chargés de conservation.

**Superficie** 243 000 m<sup>2</sup> de

planchers. 3 km de longueur de façades. 73 000 m<sup>2</sup> de salles d'exposition. 403 pièces. 14,5 km de salles et couloirs

**Collections** 460 000 œuvres, dont 38 000 sont exposées.

**Recettes 2013** 199 millions d'euros, en diminution de 16 millions, avec la baisse de la subvention pour charges de service public.

**Dépenses** En 2013, 218 millions d'euros, dont 108 millions consa-

crés au personnel, 69 millions pour frais de fonctionnement et 41 millions d'investissement. 19 millions de prélèvement sur le fonds de roulement.

**Ressources** Subventions publiques : 49 % ; ressources propres : 51 %. 60 % de l'argent provient de la billetterie, 15 % du mécénat, 14 % de la valorisation du domaine. Les recettes liées aux collections sont de 6 % (DVD, téléchargements et le fruit des expositions « exportées »).

le départ à la retraite de Marc Bascou. Xavier Salmon, venu du château de Fontainebleau, succède à Carel van Tuyll Van Serooskerken, rentrée aux Pays-Bas, pour diriger les arts graphiques.

Aux arts de l'islam, Sophie Makariou, partie diriger le Musée Guimet, est remplacée par Yannick Lintz, spécialiste de la Perse achéménide. Françoise Gaultier prend la suite de Jean-Luc Martinez au département des antiquités grecques, étrusques et romaines. Au prestigieux département des peintures enfin, Sébastien Allard, adjoint de Vincent Pomarède, lui succède.

Voici bien de quoi agiter l'ancien

palais royal et ses 2 100 employés, même si la moitié d'entre eux, gardiens et surveillants, ne sont pas touchés. Les syndicats n'ont pas bougé, observant, comme Franck Guillaumet de la CGT culture, que « *le calendrier de concertation a été respecté* ». Les 6 et 7 mai, les organigrammes devraient être validés par le comité technique.

Le grand chambardement, qui dure désormais depuis sept mois, fait peur à tous ceux qui ne savent pas encore quel destin leur réserve la recomposition des services. « *Il y a une vraie inquiétude*, concède Vincent Pomarède, *de nombreux services n'ont toujours pas de chef. Il y a beaucoup de contrats à durée*

*déterminée, certains sont à la fin du cycle des trois ans.* »

Mais les murs sont épais, le silence est d'or et l'attachement à la « maison Louvre » l'emporte finalement. « *Regrouper les directions, l'idée est excellente, on ne savait plus à qui s'adresser*, confie un conservateur, *quatre personnes demandaient les mêmes informations pour un même projet. Il fallait regrouper dans le palais tout ce qui concerne les collections et les acteurs des directions.* » Ce serait peu dire que Jean-Luc Martinez et le « premier cercle » de ses collaborateurs s'y emploient avec résolution. ■

FLORENCE EVIN ET PHILIPPE DAGEN

teurs, très restaurés, voire refaits pour certaines parties. A voir l'exposition, on peut dire que les prêts du Louvre (il est prévu qu'à l'ouverture du musée dans l'émirat, en 2015, sur les 900 œuvres exposées, il y aura 300 prêts français, un tiers venant du Louvre, le reste d'autres musées nationaux) seront essentiels dans les prochaines années pour compléter une collection lacunaire, et qui risque de le rester : 40 millions d'euros pour acheter, ce n'est rien à l'échelle du marché de l'art aujourd'hui, en tout cas insuffisant pour constituer un musée à vocation « universelle ».

### Emiriens pas naïfs

Les acquisitions effectuées par France-Muséums, l'agence créée par le gouvernement français pour accompagner le Louvre Abu Dhabi, sont souvent contestables, mais les émiriens ne sont pas naïfs. Le quotidien *Libération* faisait état, en 2013, d'un audit exercé à leur demande sur les achats. Il relayait aussi le mécontentement des émiriens sur un point qui leur

tient à cœur : le transfert de compétences. Le Cheik Sultan, aux anges lors de l'inauguration, avait adressé en 2012 une lettre sévère à France-Muséums et au ministre de la culture de l'époque, où il s'inquiétait qu'en cinq ans d'exécution du contrat, aucun membre de cette agence n'ait jugé bon de s'installer à Abou Dhabi.

Interrogé sur ce point, Jean-Luc Martinez, le patron du Louvre, qui préside aussi le conseil scientifique de France-Muséums, se veut rassurant : « *Nous avons constitué une équipe sur place, à la demande des émiriens, qui s'occupe notamment de la formation des personnels. Ils travaillent avec de jeunes émiriens. Rien de théorique, il ne s'agit pas de les amener à l'université, mais de leur montrer, sans prétention, comment on ferait, nous, dans tel ou tel cas.* »

Et quand on parle à M. Martinez de l'utopie qu'il y a aujourd'hui à créer un musée universel ex nihilo, il rétorque que le projet est ailleurs : une histoire des images, et de la diffusion des œuvres. « *L'Asie est très présente ainsi que*

*l'Afrique dans les œuvres achetées, parce qu'il s'agit également de rappeler que le Moyen-Orient a été la zone de relation entre ces deux continents, mais aussi avec l'Europe. C'est cela, un musée universel. Moi, j'aime cette utopie.* »

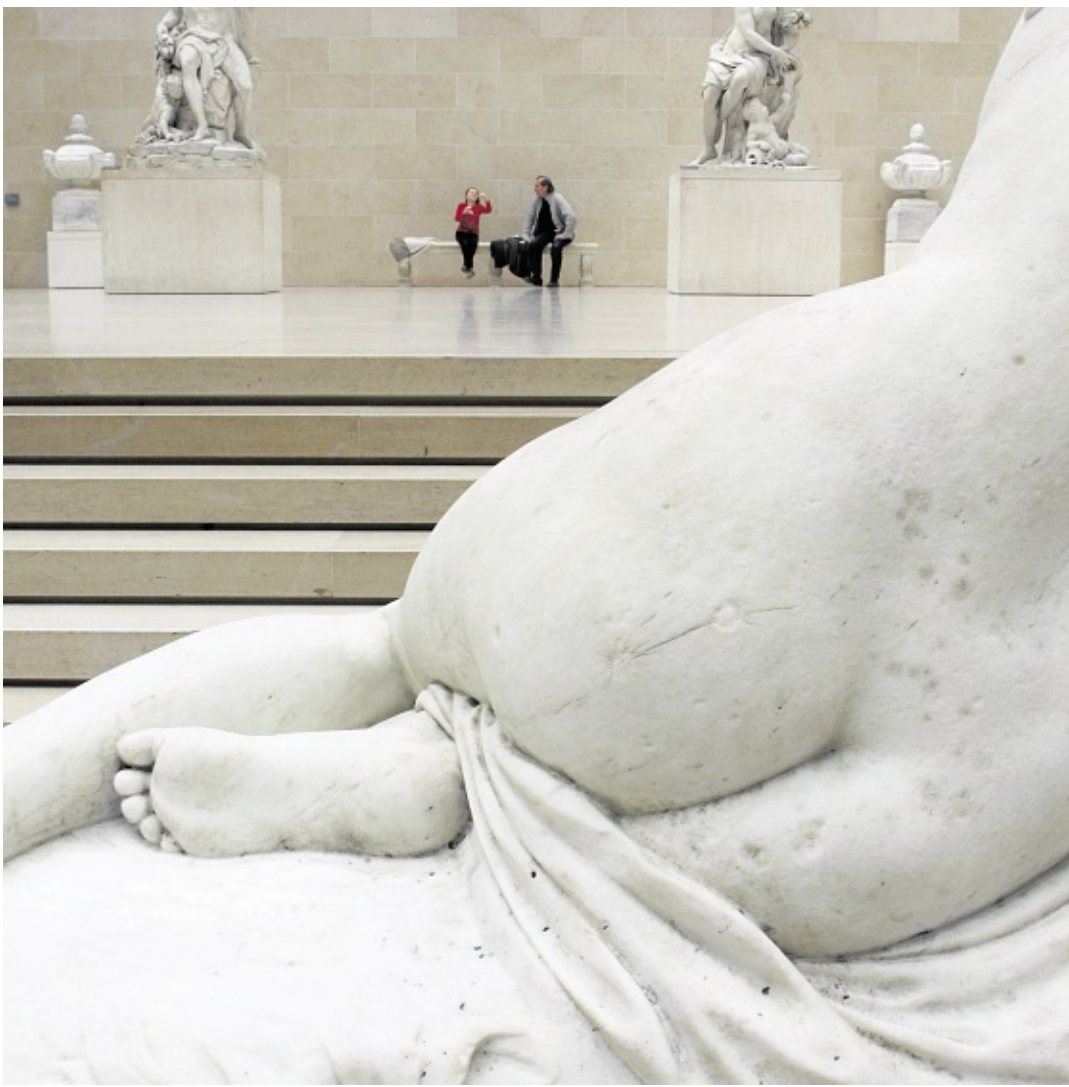
Reste un aspect d'où, hélas, l'utopie est absente, celui des conditions de travail des ouvriers sur l'île de Saadiyat, où sont érigés, outre le Louvre Abu Dhabi, une annexe du Musée Guggenheim et quelques autres lieux prestigieux, sans compter les terrains de golf et les hôtels nécessaires pour rendre le touriste heureux. Interrogé sur ce point, Jean Nouvel, l'architecte du projet Louvre, qui est en train de sortir de terre, affirme qu'il n'a rien vu de répréhensible, et que la sécurité sur le chantier est plutôt meilleure que celles qui prévalent ailleurs, y compris en Europe. Ce n'est pas l'avis de Gulf Labor, un groupe d'artistes internationaux, qui a publié le 2 mai un rapport virulent sur la question. Saadiyat signifie « bonheur ». On en souhaite à tout le monde. ■

HARRY BELLET





La cour Puget. OLIVIER AUBERT/PICTURETANK



« Amphitrite », déesse de la mer, par Jacques Prou. Cour Marly. OLIVIER AUBERT/PICTURETANK

# « Favoriser les rencontres entre les œuvres d'art et le public »

Le président-directeur du Louvre, Jean-Luc Martinez, détaille ses projets pour adapter le musée aux nouvelles attentes des visiteurs

## Entretien

Un an après sa nomination, Jean-Luc Martinez, président du Louvre, réorganise son musée de fond en comble et affirme vouloir inventer le Louvre de demain.

**Le projet Pyramide, qui vise à fluidifier les entrées, permettra-t-il enfin un meilleur accueil du public ?**

Les travaux commenceront en juin-juillet. Il n'y a presque rien à faire du point de vue architectural, la Pyramide a bien vieilli. L'objectif est de doubler l'accès. A terme, on aura cinq entrées au lieu de trois. S'agit-il de réorganiser le musée et ses circulations ?

Après trente ans de fort développement, c'est un projet de valorisation du musée tel qu'il est aujourd'hui. Il faut initier et conduire les visiteurs. L'aile Sully devient la colonne vertébrale du musée pour une introduction à la visite sur trois niveaux. Au sous-sol, l'histoire du palais ; aux étages, les œuvres qui racontent chacune des vingt-trois aires de civilisations du musée ; et l'actualité, les restaurations, les acquisitions.

**Les touristes veulent tous voir « La Joconde ». Comment éviter l'hyper concentration du public ?**

Le tourisme est en train de changer. De plus en plus, les visiteurs japonais viennent individuellement. Chez les Chinois, les groupes sont plus petits, 7, 10, 15 personnes, et plus gérables. Ces aménagements permettront au moins d'orienter une partie du public. Ce que vous définissez comme une initiation serait installé dans l'aile Richelieu ?

Cette initiation s'adressera à tous les âges et prendra la forme d'une exposition de huit à dix mois – durée d'une année scolaire – de soixante à cent œuvres autour d'un même thème lié à l'éducation artistique, tel qu'« art et pouvoir », au programme des élèves de troisième. 800 000 scolaires visitent chaque année le Louvre.

**Certaines collections peuvent-elles être déplacées ou rééquilibrées ?**

Le projet Pyramide, c'est le premier étage d'une fusée qui est un projet de redistribution. Après trente ans du Grand Louvre, il faut un second souffle pour faire autrement et mieux. Je veux rendre le

musée lisible. Quand vous arrivez dans une salle, on ne vous dit pas ce qui y est présenté. On pense que vous savez pourquoi les œuvres y sont rassemblées, ce qui suppose un certain degré d'érudition.

**Comment procéderez-vous ?**

Il ne s'agit pas de tout remettre en question, mais de savoir où on va. Pratiquement tous les chefs de département sont partis à la retraite. C'est générationnel, ce second souffle. On a aujourd'hui des équipes qui ne sont pas celles qui ont fait le Grand Louvre. Pour elles, c'est enthousiasmant.

**Le récolement des œuvres est à son terme ; est-ce le moment de repenser les parcours ?**

Que présente-t-on ? L'exposition des collections est en l'état des années 1980, sans les nouvelles découvertes, notamment archéologiques. A peine 10 % des œuvres sont exposées. C'est le moment de repenser les parcours et de faire le point sur certaines séries qui ne sont pas montrées.

**Le déménagement des réserves à Lens préoccupe les conservateurs...**

La crue centennale de la Seine n'est pas un mirage. En octobre 2013, on a signé un accord pour examiner la faisabilité à Lens. C'est l'heure de faire le point sur les collections qui vont aller là-bas. Le déménagement est prévu en 2017. Le projet Pyramide sera déployé et se posera la question du réaménagement des salles et des accrochages décidés en fonction de ce qui sortira des réserves.

**Cette réorganisation du musée qui inquiète les personnels était-elle nécessaire ?**

Je souhaitais regrouper certaines directions. L'élément fort est le projet Pyramide, très complexe, très transversal. Il fallait donc regrouper les directions dans un souci de cohérence. Comme celles de la maîtrise d'ouvrage, de l'aménagement muséographique et la maintenance du musée et du domaine.

**Pour remettre les conservateurs au cœur du pouvoir ?**

Ce qui est au cœur du pouvoir, c'est le visiteur. La star, c'est le Louvre, on est au service de cette mission, des œuvres d'art et des gens qui viennent les voir. Cela signifie que le conservateur et les conservations sont ceux qui définissent une politique. Les directions et les services sont là pour la mettre en œuvre. Je sais vers quoi je veux aller et on m'a choisi pour ça.

**Et aussi pour diminuer la masse salariale quand la dotation diminue ?**

Non, la masse salariale n'a pas diminué. Il s'agit de faire autrement avec les mêmes personnes, les mêmes métiers.

**Vous avez supprimé la direction du mécénat. Est-il question de moins faire appel aux mécènes ?**

C'est tout le contraire, c'est parce que je pense que le mécénat est très important que j'ai souhaité le réorganiser autrement. Il est vrai que, dans cette maison, le mécénat

a été porté par l'événementiel, par une forte visibilité liée aux expositions. Je veux qu'il soit au service du moyen et du long terme. Je suis certain qu'on arrivera à convaincre les mécènes de soutenir les projets Pyramide, Sully, Richelieu et les rénovations de salles.

**C'est plus un modèle américain qu'un modèle français ?**

Le musée est entré, grâce à Abou Dhabi, dans la logique du fonds de dotation. C'est l'anti-événementiel. On est en train d'accumuler de l'argent pour les générations futures, pour la protection du patrimoine dans l'avenir. En effet, les musées américains fonctionnent sur du moyen ou du long terme. Le Metropolitan Museum à New York en est un bon exemple.

**Allez-vous diminuer le nombre d'expositions temporaires, une vingtaine avant votre arrivée ?**

Vous confondez expositions et événements. On fera moins d'événements. Mais des expositions qui rassemblent de nombreuses

œuvres et exigent beaucoup de prêts venus de l'extérieur, il y en avait deux par an. Et il y en aura deux par an. En outre, je souhaite, au contraire, doubler la superficie des expositions : on va passer de 1 200 m<sup>2</sup> à 2 200 m<sup>2</sup> dans le hall Napoléon, avec un accès direct par la Pyramide.

**Qu'en est-il des projets d'art contemporain au Louvre et de son dialogue avec l'art ancien ?**

Ce dialogue est difficile à installer dans les salles permanentes. En 2015, la confrontation aura lieu dans le hall Napoléon. J'ai demandé à Jean de Loisy, le directeur du Palais de Tokyo, de choisir quatre artistes contemporains pour occuper les quatre grands espaces.

**Et Jeff Koons au Louvre ?**

Oui, j'ai reçu Jeff Koons, qui est un grand amateur d'art ancien et aura bientôt une rétrospective à Beaubourg. Le faire dialoguer avec les œuvres du musée est une hypothèse. Il connaît très bien les collections, la sculpture antique l'intéresse beaucoup, ainsi que la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et le début XIX<sup>e</sup> – le néo-classicisme en somme.

**Quelle sera la politique à l'égard du pavillon des Sessions, des collections non occidentales ?**

Ce pavillon est une chance. Grâce à lui, le Louvre tend réellement vers l'universalité. Il sera présent de manière pérenne et définitive. Et il vaut donc mieux l'intégrer au parcours, l'ouvrir davantage et lui donner toute sa place dans le programme pédagogique.

**Enfin, pourquoi choisir le Grand Palais pour les grandes expositions du Louvre, Auguste en ce moment, puis Vélasquez ?**

Auguste est beaucoup mieux au Grand Palais. Nos salles ne sont pas en lumière naturelle. Pourquoi le Louvre ne ferait-il pas des expositions ailleurs qu'au Louvre ? Ma préoccupation est que l'exposition soit belle et qu'elle rencontre le public. C'est le cas pour Vélasquez. Quand, avec Vincent Pomarède, on a commencé à composer la sélection grâce aux prêts du Prado, on s'est dit qu'il fallait voir ces tableaux en lumière naturelle. On a fait le choix du visiteur. Mon métier est simple, il est de favoriser les rencontres entre les œuvres d'art et le public. Je n'ai pas une marque à défendre. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR  
F. E. ET PH. D.



FLORENCE BROCHOTTE



# Le printemps français de John Adams

« Doctor Atomic » est présenté à Strasbourg, tandis qu'« A Flowering Tree » est donné à Paris

## Opéra

Strasbourg  
Envoyée spéciale

Honneur au compositeur américain John Adams (67 ans) en ce début du mois de mai qui voit la présentation de deux de ses opéras dans l'Hexagone, à quelques jours d'intervalle. *Doctor Atomic* est en création française à l'Opéra national du Rhin, tandis que *A Flowering Tree* connaît une première scénique à Paris après avoir été donné en version de concert à la Cité de la musique en mars 2010.

La naissance de *Doctor Atomic* à San Francisco en octobre 2005 scellait la cinquième collaboration de John Adams avec le metteur en scène Peter Sellars, cette fois également librettiste – après *Nixon in China* (1987), *The Death of Klinghoffer* (1991), le « songplay » de 1995, *I Was Looking at the Ceiling and Then I Saw the Sky*, et l'oratorio *El Niño* créé au Théâtre du Châtelet en 2000. Lucinda Childs en était la chorégraphe vilipendée pour avoir inscrit des arabesques au milieu d'un aréopage de savants et militaires appointés aux affaires sérieuses.

A Strasbourg, l'Américaine signe cette fois la mise en scène de ce compte à rebours en forme de thriller, qui prépare la première explosion expérimentale de la bombe A dans le désert de Los Alamos (Nouveau-Mexique) le 16 juillet 1945, sous la responsabilité de Robert Oppenheimer (1904-1967). Avant le largage de « Fat Man » et « Little Boy » sur Hiroshima et Nagasaki les 6 et 9 août.

Relier la démiurgie faustienne au Projet Manhattan – l'une des aventures scientifiques les plus destructrices de l'histoire humaine, dont la puissance même a pu évoquer une forme de transcendance –, tel est le parti pris de l'illustratif et virtuose défilé d'images qui scande la mise en scène.

Physique nucléaire, consoles atomiques, simulations d'explosions, visages en gros plans rongés de paysages narrent en quelque sorte cette formidable mise en œuvre du *Si vis pacem, para bellum*, dans un implacable décor de tréteaux métalliques.

Au centre, le dandy en blanc, Oppenheimer, dont l'élégance ves-



Monté pour la première fois, « A Flowering Tree » est au Théâtre du Châtelet. MARIE-NOËLLE ROBERT-THÉÂTRE DU CHÂTELET

timentaire détonne, mimétique d'un livret qui convoque au centre de considérations scientifiques (tirées de notes, interviews, documents délestés du secret-défense, traités de physique nucléaire) un arsenal poétique allant des extraits du *Bhagavad Gita* aux chants des Indiens d'Amérique, des poèmes de Muriel Rukeyser, amie du physicien, au Baudelaire

## Les deux amants, errants et séparés, devront cheminer l'un vers l'autre afin que triomphe leur amour

des *Petits Poèmes en prose* (traduits en anglais), sans parler du *Sonnet sacré n° 14* de John Donne (« *Batter my Heart, Three person'd God* »). John Adams en fera à la fin de l'acte I un très beau lament, exutoire à l'angoisse existentielle d'Oppenheimer.

Dans cet opéra qui fait la part belle aux hommes, le baryton défraîchi de Dietrich Henschel campe un antihéros sans réelle force de conviction, au contraire des contradicteurs, le moraliste

Edward Teller (Robert Bork) et le sensible Robert Wilson (Marlin Miller). Les deux femmes sont admirablement incarnées : fervente Anna Grevelius en épouse neurasthénique d'Oppenheimer et poignante Jovita Vaskeviciute en figure matricielle.

La musique pulsée et pulsionnelle de John Adams, malgré quelques longueurs assez éprouvantes dans le deuxième acte, est défendue par un Orchestre symphonique de Mulhouse, dont la direction très investie de Patrick Davin tire le meilleur parti.

A l'automne 2006, après trois ans de travail sur un opéra ayant pour sujet le plutonium et la physique nucléaire, John Adams confie au *Guardian* du 10 novembre qu'il a adoré que « l'élément technologique le plus avancé » dans son nouvel opéra « soit un éléphant ».

Ce nouvel opéra, *A Flowering Tree*, sera créé le 14 novembre au festival New Crowned Hope de Vienne, à l'occasion du 250<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Mozart. Il en appelle à la double acception de *La Flûte enchantée*, à la fois récit moral et rituel initiatique.

L'histoire, puisée dans un conte de l'Inde du Sud par John Adams et Peter Sellars, relate l'avant d'une belle jeune fille pauvre capable de

se métamorphoser en arbre à fleurs. Épousée par le Prince grâce à ce don, elle en sera cruellement frappée. Les deux amants, errants et séparés, devront cheminer l'un vers l'autre afin que triomphe leur amour, devenu sage et fort.

Le Châtelet a confié la mise en scène à une équipe indienne (notamment le compositeur et réalisateur indien, Vishal Bhardwaj), qui mêle d'étranges évocations bollywoodiennes à une partition raffinée et expressive, soutenue, parfois sans grandes nuances, par Jean-Yves Ossonce à la tête de l'Orchestre symphonique région Centre-Tours.

Quelques belles images (la transformation monstrueuse de Kumudha au début de l'acte II) ne peuvent cependant pallier l'impression d'une profonde inadéquation entre scène et fosse. ■

MARIE-AUDE ROUX

**Doctor Atomic**, de John Adams. Opéra national du Rhin, à Strasbourg (67). Tél. : 08-25-84-14-84. Jusqu'au 9 mai. De 12 € à 85 € à la Filature de Mulhouse (68). Le 17 mai. Tél. : 03-89-36-28-28. De 38 € à 74 €. Operanationaldurhin.eu  
**A Flowering Tree**, de John Adams. Théâtre du Châtelet, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 01-40-28-28-40. Jusqu'au 13 mai. De 20 € à 92,50 €. Chatelet-theatre.com

# Cornelius Gurlitt emporte ses secrets dans sa tombe

L'Allemand, collectionneur d'œuvres pillées par les nazis, est mort le 6 mai, à 81 ans

## Art

Berlin  
Correspondant

Si Cornelius Gurlitt avait lui-même inspiré un peintre, la toile se serait sans doute appelée « L'Inconnu aux tableaux ». Mort mardi 6 mai dans son appartement de Munich, Cornelius Gurlitt était l'un des collectionneurs de toiles les plus secrets au monde. Six mois plus tôt, l'information serait d'ailleurs passée inaperçue. Il n'est même pas sûr que quelqu'un se serait rendu compte du décès de ce petit monsieur de 81 ans qui, jusqu'alors, n'avait jamais fait parler de lui. Mais un article paru dans *Focus*, le 3 novembre 2013, l'a rapidement rendu célèbre.

L'hebdomadaire révélait qu'à la suite d'un banal contrôle d'identité effectué en 2010 dans un train entre l'Allemagne et la Suisse, les douanes allemandes avaient découvert, et saisi, en 2012 à son domicile munichois environ 1400 toiles parmi lesquelles des Chagall, des Matisse, des Picasso. En février, nouvelle révélation : dans une maison située à Salzburg (Autriche) et lui appartenant, ce sont cette fois 238 tableaux dont 39 peintures à l'huile et des aquarelles de Monet (*Waterloo Bridge*, *temps gris*), Corot, Renoir, Manet, Courbet (*Portrait de M. Jean Journet*), Pissarro, Gauguin, Toulouse-Lautrec, Liebermann, Cézanne et Nolde qui sont retrouvées.

Vivant coupé du reste du monde, ne bénéficiant d'aucune couverture sociale, Cornelius Gurlitt – « l'homme qui n'existait pas », selon la formule d'un policier – n'a pas acquis ces toiles. Il les a héritées de son père, Hildebrand Gurlitt (1895-1956), un célèbre galeriste et marchand d'art impliqué dans la vente des œuvres qualifiées par les nazis de « dégénérées » au bénéfice du III<sup>e</sup> Reich et dans les trafics de tableaux à Paris durant l'Occupation.

Après la guerre, Hildebrand avait prétendu que les tableaux qu'il possédait avaient été détruits dans les bombardements de Dresde en février 1945. Il n'en était rien. Quand il est mort accidentellement, en 1956, il avait depuis longtemps repris son travail au grand jour sans être autrement inquiété pour sa collaboration avec le régime nazi. Son fils a ainsi pu entrer en possession de ses biens. « *Je n'ai rien aimé de plus dans ma vie que mes tableaux* », a expliqué fin 2013 au *Spiegel* Cornelius Gurlitt, dans le seul entretien qu'il ait jamais accordé.

La découverte du « trésor Gurlitt » a braqué les projecteurs sur un personnage balzacien. Un vieil homme qui, sous ses aspects de paisible retraité, vendait de temps à autre une œuvre pour subvenir à ses besoins. Un homme dont la seu-

le richesse, les tableaux hérités de son père, voisinait dans l'appartement avec des débris remontant à plusieurs années.

Surtout, cette découverte, qui a eu un énorme retentissement, notamment aux États-Unis, a relancé le débat sur la restitution des œuvres d'art volées ou achetées à vil prix par les autorités nazies. Après avoir été soupçonnées de vouloir étouffer l'affaire, les autorités allemandes – qui n'avaient pas rendu publique leur découverte de 2012 – ont chargé un groupe d'experts d'identifier la provenance de ces œuvres. Un site Internet a été ouvert.

Opéré du cœur en début d'année, Cornelius Gurlitt réclamait la récupération de ces œuvres, l'administration allemande ne le soupçonnant que de dissimulation fiscale. Pas de vol. Mais au fil des semaines, Cornelius Gurlitt, dont l'état de santé empirait, avait laissé ses avocats négocier avec les autorités les conditions de restitution de certaines œuvres aux ayants droit.

## Il aurait, il y a quelques mois, établi un testament, léguant l'ensemble de sa collection à une institution étrangère

Début avril, un communiqué publié par ses avocats, l'Etat fédéral et la Bavière, indiquait que « *M. Gurlitt donne son accord à la poursuite du travail de recherche mené par la "taskforce" [commission de recherche] sur la provenance des œuvres retrouvées chez lui dont il ne peut être exclu qu'il s'agisse d'œuvres issues de spoliations survenues sous le régime national-socialiste ou d'œuvres d'art (à l'époque) qualifiées de dégénérées* ». « *Pour l'essentiel, la taskforce a souhaité mener et achever dans le délai d'une année les recherches sur la provenance des œuvres*, affirme le communiqué. *Les œuvres d'art dont la provenance n'aura pas pu être déterminée dans ce délai seront rendues à M. Gurlitt* ».

Les experts évaluaient alors à 590 le nombre de toiles qui auraient pu appartenir à des familles juives, alors que les avocats de Cornelius Gurlitt parlaient, eux, de « 40 à 50 », voire moins. Cornelius Gurlitt n'avait semble-t-il pas d'héritier. Selon la *Süddeutsche Zeitung*, il aurait, il y a quelques mois, établi un testament, léguant l'ensemble de sa collection à une institution étrangère. Son décès met fin aux enquêtes mais ne lève évidemment pas tout le mystère. Son père ayant réparti ses tableaux dans six dépôts, rien ne prouve que tous aient été retrouvés. ■

FRÉDÉRIC LEMAÎTRE

# « Orphée et Eurydice », œuvre de jeunesse de Pina Bausch

La mise en scène de 1975 de la chorégraphe est à nouveau présentée à l'Opéra de Paris

## Danse

Blessée, déchirée. La danse de Pina Bausch (1940-2009) l'est profondément. Elle porte en elle un choc jamais digéré qui lui fait tendre les bras dans le vide, les fermer sur la poitrine, ployer la nuque et le buste. Gestes universels devenus la marque chorégraphique d'une femme qui savait tout de la douleur et l'incarnait d'abord avec le haut du corps.

Cette langue de l'affliction draine tout le spectacle *Orphée et Eurydice*, mis en scène en 1975 par Pina Bausch sur la musique de Gluck. A l'affiche du Palais Garnier, à Paris, il est interprété par les danseurs de l'Opéra de Paris à qui la chorégraphe a transmis ce ballet en 2005. C'est la deuxième fois que cette version de l'œuvre de Gluck grimpe à l'affiche, mais cette fois, sans le coup d'œil tranchant de sa créatrice.

*Orphée et Eurydice* fait partie des œuvres de jeunesse de celle qui allait devenir une star. Elle contient en germe le style et l'esthétique que Pina Bausch développera très vite mais charge aussi le plateau d'un trop-plein d'images et de désirs. Près de quarante ans après sa création, elle possède parfois une sorte de lourdeur datée. Sur-

tout lorsque l'engrenage des scènes et leur interprétation semblent, comme lundi 5 mai, légèrement dérythmés et même approximatifs. Ce qui grippe le moteur d'une fresque soufflée par un sens extrême de la beauté et de la ligne. Seul le dernier tableau, très épuré, sur le thème de la mort, étincelle de clarté et d'émotion.

## La vision de son dos nu, de ses jambes de guingois, fait partie des images inoubliables de ce spectacle

Pina Bausch chorégraphie *Orphée et Eurydice* un an après avoir pris la direction de l'Opéra de Wuppertal en Allemagne. Entre deux créations, elle pique à une veine de relectures de grandes partitions. Elle vient de mettre en scène *Iphigénie en Tauride* (1974), du même Gluck, et enchaîne. Le public rejette violemment ces spectacles. Pourtant, leur lisibilité thématique est claire. La veine gestuelle est moderne et part en torsion avec cette amplitude maximale, cet excès

électrique du mouvement qui la caractérise.

Face à un corps qui se débat avec sa souffrance et son impuissance, *Orphée et Eurydice* (interprétés par le premier danseur Florian Magnenet et l'étoile Alice Renavand, dédoublés par deux chanteuses présentes sur scène Maria Riccarda Wesseling et Yun Jung Choi) explore un autre pôle, beaucoup plus sidérant, de la douleur extrême : l'immobilité, la pétrification. Celle qui touche Orphée est un puits sans fond. Défait, vaincu, simplement vêtu d'un slip chair, il se fige. Ne retrouve le sens de la marche que pour aller vers ce qu'il pressent être déjà sa fin.

La vision de son dos nu affaîssi, de ses jambes de guingois, fait partie des images inoubliables de ce spectacle. Une partition incroyablement difficile, dont Florian Magnenet se sort bien, oscillant entre chorégraphie et pure présence, technique et transparence, tension et abandon. De plus en plus à l'aise au fil de la pièce, Magnenet, qui endosse ce rôle pour la première fois, tisse avec Alice Renavand une relation ajustée, scellée par ce geste très simple de se prendre par la main. Sculptural et acrobatique, leur pas de deux final, équilibré par le chas-

sé-croisé des chanteuses, tire magiquement sur l'élastique du désir et de la mort.

La scénographie de *Orphée et Eurydice* ouvre le champ à ce qui va devenir le « land art » spectaculaire de Pina Bausch. Signée par Rolf Borzik (1944-1980), elle met sur le flanc un arbre mort déraciné, pose un rocher dans une boîte en verre, déroule des fils de laine... Apparaîtront bientôt chez Pina Bausch les rochers ruisselants d'eau, les collines de fleurs. Et, avec eux, cette confrontation matérielle directe qui durcit la danse et la rend plus vivante, plus urgente.

Bientôt à l'affiche du Théâtre de la Ville, à Paris, *Palermo Palermo* (1989) dynamite un mur de moellons sur les morceaux desquels les danseurs vont marcher. Ruines d'un monde sur lesquels la danse de lamentation de Pina Bausch résiste et grandit. ■

ROSITA BOISSEAU

**Orphée et Eurydice**, de Gluck, chorégraphie de Pina Bausch. Palais Garnier, place de l'Opéra, Paris 9<sup>e</sup>. Jusqu'au 21 mai. 19h30. Tél. : 08-92 89-90-90. De 10 € à 185 €. **Palermo Palermo**. Théâtre de la Ville, Paris 4<sup>e</sup>. Du 21 juin au 5 juillet, 20h30. Tél. : 01-42-74-22-77. De 26 € à 35 €.

## Enchères

## Vente de « Mein Kampf » : une association proteste

Le Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme a demandé à la maison d'enchères Pierre Bergé et Associés de retirer de la vente un exemplaire de *Mein Kampf* daté de 1925 et illustré d'un portrait d'Hitler. Cette édition originale est estimée de 3 000 à 4 000 euros. Composée de quelque 420 lots (livres, manuscrits), celle-ci réunit la collection de Philippe Zoummeroff, industriel à la retraite, autour de la criminologie et des affaires criminelles. L'association juive demande à la ministre de la culture « d'intervenir auprès de cette société pour que ce livre soit interdit à la vente et confisqué ». Mi-avril, une vente d'objets nazis ayant appartenu à Hitler et à Goering avait été annulée après l'intervention d'Aurélié Filippetti. – (AFP) ■

## Un Monet vendu 27 millions de dollars

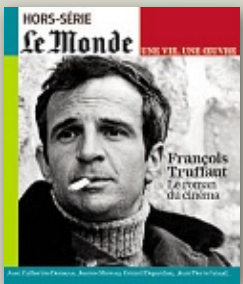
Des *Nymphéas* de Claude Monet ont été adjugés 27 millions de dollars (19,4 millions d'euros), mardi 6 mai, à New York, lors de la soirée d'ouverture des enchères de printemps chez Christie's. Le tableau, peint en 1907, était estimé de 25 à 35 millions de dollars. Au total, Christie's a enregistré des ventes atteignant 285,87 millions de dollars pour 47 lots acquis sur 54 proposés. – (AFP)



**Le Monde**  
LE MONDE  
en vente  
actuellement  
En kiosque



Hors-série



Hors-série



7 matières pour  
réussir votre bac

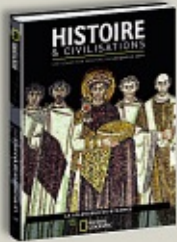
## Collections

Les petits  
polars



Actuellement en kiosque  
le volume n° 3 **LA MULE DU COACH**  
de D. Sylvain, illustré par J-P Peyraud

**Le Monde HISTOIRE**  
& CIVILISATIONS



Dès mercredi 7 mai,  
le volume n° 16  
**LA SPLENDEUR DE BYZANCE**

**GAÏNSBOURG**  
Série



Dès jeudi 8 mai,  
le CD-livret n° 20  
**CHARLOTTE FOR EVER**

## Nos services

### Lecteurs

#### Abonnements

Tél. : 32-89 (0,34€ TTC/min)  
www.lemonde.fr/abojournal

#### Boutique du Monde

80, boulevard Auguste-Blanqui,  
75013 Paris  
M° Glacière ou Corvisart  
Tél. : 01-57-28-29-85  
www.lemonde.fr/boutique

#### Le Carnet du Monde

Tél. : 01-57-28-28-28

### Professionnels

#### Service des ventes

Tél. : 0-805-05-01-47

**Le Monde**  
Le Carnet

### Vos grands événements

Naissances, baptêmes,  
fiançailles, mariages,  
anniversaires de naissance

Avis de décès, remerciements,  
messes, condoléances,  
hommages,  
anniversaires de décès,  
souvenirs

Colloques, conférences,  
séminaires, tables-rondes,  
portes-ouvertes, forums,  
journées d'études, congrès,  
nominations,  
assemblées générales

Soutenances de mémoire, thèses,  
HDR,  
distinctions, félicitations

Expositions, vernissages,  
signatures, lectures,  
communications diverses

#### Pour toute information :

☎ 01 57 28 28 28

☎ 01 57 28 21 36

✉ carnet@mpublicite.fr

### AU CARNET DU «MONDE»

#### Décès

M<sup>me</sup> François Thierry-Mieg,  
sa belle-sœur,  
Ses filleuls, neveux et nièces des  
familles Thierry-Mieg, Delteil, Giroud,  
Smeed et Kressmann  
Ainsi que les amis du réseau CND  
Castille,

ont la tristesse de faire part du décès du

**docteur**  
**Claude Adida THIERRY-MIEG,**  
dite « **Janine VAUDREUIL** »,  
dans le réseau CND Castille,  
officier de la Légion d'honneur,

survenu à son domicile, le 2 mai 2014,  
dans sa quatre-vingt-dix-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée,  
le vendredi 9 mai, à 10 h 30, au Temple  
de l'Annonciation, 19, rue Cortambert,  
Paris 16<sup>e</sup>.

Catherine Blangonnet-Auer,  
sa compagne,  
Julien Auer,  
Yanick Auer,  
ses fils,  
Raphaëlle et Elia Auer,  
ses petites-filles,  
Sa famille,  
Tous ses amis,

ont la profonde tristesse de faire part  
du décès de

**Gabriel AUER,**  
cinéaste,

survenu à son domicile à Paris,  
le 3 mai 2014.

L'inhumation aura lieu le lundi 12 mai,  
à 14 h 30, au cimetière du Montparnasse,  
3, boulevard Edgar Quinet, Paris 14<sup>e</sup>.

26, rue du Commandant Mouchotte,  
75014 Paris.

Jacqueline Capdebille, née Dupaya,  
son épouse,

François Capdebille,  
Sylvaine et Bruno Lacamp,  
Alain Capdebille,  
ses enfants,

Anne-Sophie, Perrine,  
Matthieu Lacamp,  
ses petits-enfants

Ainsi que toute la famille,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

**André CAPDEBIELLE,**

médecin général (2S),  
officier de la Légion d'honneur,  
commandeur  
de l'ordre national du Mérite,  
croix de guerre des TOE,

survenu à Paris, le 5 mai 2014,  
dans sa quatre-vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le vendredi 9 mai, à 11 heures,  
en la cathédrale Saint-Louis des Invalides,  
Paris 7<sup>e</sup>.

L'inhumation aura lieu le samedi  
10 mai, à 11 h 30, à Montfort-en-Chalosse  
(Landes), où il reposera aux côtés de son  
fils,

**Philippe.**

16, avenue Charles-Floquet,  
75007 Paris.

Grégoire, Monique, Philippe, Estela,  
Nicolas,  
ses enfants,  
Ses petits-enfants  
Et toute la famille,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

**Joyce DARDEL,**  
née **FOX.**

La cérémonie religieuse aura lieu  
le vendredi 9 mai, à 15 heures, au temple  
du Marais, Paris 4<sup>e</sup>.

phdardel@hotmail.com

Le président  
de l'Ecole pratique des hautes études,  
Le doyen de la section  
des sciences historiques et philologiques,  
Les enseignants-chercheurs,  
Les étudiants,  
Les auditeurs  
Et les membres de l'Ecole,

ont la tristesse d'annoncer le décès,  
survenu le samedi 3 mai 2014,  
à l'âge de quatre-vingt-six ans, de

**M. Jean-Pierre DIÉNY,**  
1927-2014,  
directeur d'études  
à l'Ecole pratique des hautes études,  
chaire d'« Histoire et philologie  
de la Chine classique » (1970 - 1997).

Ils s'associent à la douleur de ses  
proches.

Nantes.

**Thérèse GÈZE,**  
née **d'AVIAU de TERNAY,**  
« **Mimi** »,

nous a quittés le 5 mai 2014,  
à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Sa vie aura été et restera pour beaucoup  
une lumière.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le vendredi 9 mai, à 11 heures, en l'église  
Saint-Nicolas de Nantes et sera suivie  
de l'inhumation au cimetière de Ternay  
(Vienne), à 16 h 45.

François et Maria Gèze,  
Marie-Hélène et Bertrand Aupêcle,  
Patrick Gèze et Ilinca Nicodim-Gèze,  
Roselyne et Alain Mourges,  
ses enfants et leurs conjoints,  
Ses dix petits-enfants,  
Ses sept arrière-petits-enfants,  
Son frère,  
Ses beaux-frères et belles-sœurs.

45, rue de Bel-Air,  
44000 Nantes.

Nicolas Grabar,  
son époux,  
André, Michel, Sophie et Alexis,  
ses enfants,  
Anastasia, Antoine, Anne, Alexandre  
et Eugénie,  
ses petits-enfants

Et tous les autres membres de la  
famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

**Nathalie GRABAR,**  
née **KISSELEFF,**

survenu à Paris, le 1<sup>er</sup> mai 2014,  
à l'âge de soixante-dix-huit ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée  
en la cathédrale orthodoxe russe Saint-  
Alexandre Nevski, 12, rue Daru, Paris 8<sup>e</sup>,  
le mercredi 7 mai, à 10 h 30 et sera suivie  
de l'inhumation, à 14 heures, au cimetière  
de Trivaux, à Meudon (Hauts-de-Seine).

Nicolas Grabar,  
121, rue de La Pompe,  
75116 Paris.

Maxime et Timothée,  
ses fils,  
Anahï,  
sa belle-fille,  
Catherine,  
sa sœur,

Alice, Maxence et Hugo,  
ses petits-enfants,

Les familles Leclerc, Doyon et Gardère,  
Ses amis,  
ceux de la Nouvelle-Orléans et de New York,  
de Paris et d'ailleurs,

ont la profonde tristesse de faire part  
du décès de

**Claudia LECLERC,**  
« Clo »  
née **RAFFAELLI,**

survenu à Paris, le 3 mai 2014,  
à l'âge de soixante-treize ans.

Elle rejoint son mari,

**Jean-Max**

et son frère,

**Bruno.**

La cérémonie sera célébrée le vendredi  
9 mai, à 15 heures, en l'église Notre-  
Dame-des-Champs, Paris 6<sup>e</sup> et sera suivie  
de l'inhumation, à 17 heures, au cimetière  
de Jouy-en-Josas (Yvelines).

Raymond-Jean Levesque,  
son époux,  
M<sup>me</sup> Marcelle Faiseau,  
sa mère,  
Lucile et Etienne Levesque,  
Virginie et Bruno Beuve-Méry,  
Nathalie et Emmanuel Levesque,  
ses enfants,  
Mallaury, Clément, Charline, Nicolas,  
Guillaume, Valentin, Antoine et Marie,  
ses petits-enfants,  
Michèle Faiseau,  
sa sœur,  
Ses neveux et nièces  
et leurs enfants  
Et tous les autres membres  
de la famille,

ont la grande douleur de faire part  
du rappel à Dieu de

**M<sup>me</sup> Françoise LEVESQUE,**  
née **FAISEAU,**

le 28 avril 2014.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le vendredi 9 mai, à 13 h 30, en l'église  
Saint-Marceau, à Orléans (Loiret).

L'inhumation aura lieu dans l'intimité  
familiale, au cimetière de Blancafort  
(Cher).

« Aimez-vous les uns les autres. »  
Jean (15.12).

Micheline Lutaud,  
sa mère,  
Birgitta Lutaud,  
son épouse,  
Léna et Marc-Emmanuel,  
Christine et Farchad,  
ses enfants,  
Maud, Nina, Natacha et Cyrus,  
ses petits-enfants,  
Claude et Frank,  
son frère et son beau-frère,  
Ses chers amis de Paris, Stockholm,  
Cassis et d'ailleurs,

ont le chagrin de faire part du décès de

**Eric LUTAUD,**  
ingénieur Supélec (promotion 1964),  
ex-président-directeur général  
de Westinghouse,  
ex-directeur de la stratégie  
et vice-président de Cap Gemini,

emporté à l'âge de soixante-dix ans,  
par un cancer, le 5 mai 2014, au matin,  
à l'hôpital Américain, entouré de sa  
famille.

Il aura combattu la maladie avec dignité  
pendant six cent sept jours.

L'inhumation aura lieu le vendredi  
9 mai, à 16 heures, dans le caveau familial,  
au cimetière du Montparnasse,  
à Paris 14<sup>e</sup>.

Ni fleurs ni couronnes, mais des dons à  
l'association de son médecin, le docteur  
Thierry Bouillet, qui permet aux personnes  
atteintes d'un cancer de pratiquer  
une activité sportive,  
www.sportetcancer.com ou  
par téléphone au 06 34 23 04 39.

M<sup>me</sup> Birgitta Lutaud,  
3, rue Lalande,  
75014 Paris.  
birgitta.lutaud@gmail.com

Charenton.

Henri Nahory,  
son mari,  
Le docteur Lionel Nahory  
et sa compagne, Catherine,  
Louis, François et Anna,  
ses petits-enfants,

ont la douleur d'annoncer le décès de

**Blanche NAHORY,**  
née **BENHARROCH,**

dans sa quatre-vingt-dixième année,  
à un moment où elle commençait à se  
sentir vieillir.

75, rue de Paris,  
94220 Charenton.  
lionel.nahory@laposte.net

Le président  
Et les membres de l'Académie des  
technologies,

ont la profonde tristesse de faire part  
du décès de leur confrère

**Daniel THOMAS,**  
membre fondateur  
de l'Académie des technologies,

survenu le 4 mai 2014.

Ils s'associent à la douleur de la famille,  
à laquelle ils présentent leurs plus sincères  
condoléances.

M<sup>me</sup> Alicia Miers-Latham,  
son épouse,  
Enrique et Angela Reyes-Miers,  
Abner et Fatouma Reyes-Miers,  
Ivan Reyes-Miers,  
Patricia Reyes-Miers,  
Franck et Rocio Reyes-Miers,  
ses enfants,  
Pablo, Anna, Benoît, Hector, Ariadni,  
Valentin, Isabel, Diego, Sabrina, Erick,  
Xavier, Arthur,  
ses petits-enfants,  
Esteban, Léo, Nina, Pablo, Mila,  
Sophie,  
ses arrière-petits-enfants,  
Les familles Maillé et Blotnik,  
Catherine Gillet-Beau,  
L'ensemble des anciens exilés  
sud-américains en France,  
Les professionnels de santé  
anciens exilés politiques chiliens,

ont la douleur de faire part du décès du

**docteur**  
**Enrique REYES RAMIREZ,**  
ancien inspecteur général  
de la santé du Chili,  
ancien déporté  
et réfugié politique chilien,  
retraité de l'Inserm en France,

survenu à Paris, le 28 avril 2014,  
à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi  
9 mai.

La levée de corps aura lieu à 13 h 30,  
à l'hôpital Bichat, Paris 18<sup>e</sup>.

L'hommage et l'inhumation auront lieu  
à 15 heures, au cimetière du Père-Lachaise,  
Paris 20<sup>e</sup>.

#### Anniversaire de décès

« ... et imaginez un peu  
que je trouve un ailleurs. »

**Gayel,**

mon cœur, tu es parti il y a six ans  
maintenant.

Puisses-tu vivre heureux, dans la paix,  
la grâce, la plénitude de ton Ailleurs.

Maman,  
Gaty.

#### Souvenir

7 mai 1994,

**Raoul.**

Nous ne t'oublions pas.

#### Colloque

Colloque  
sur les « **Modèles de la Rationalité  
et la Crise Economique** »,  
en salle Dussane,  
de l'Ecole normale supérieure  
45, rue d'Ulm, Paris 5<sup>e</sup>.  
**le 8 mai 2014, de 9 h 30 à 18 heures**  
**et le 9 mai, de 9 heures à 12 heures.**  
Avec la participation  
de **Reinhard Selten,**  
prix Nobel d'Economie 1994.  
Les exposés porteront sur la question  
de savoir si la crise économique  
est le fruit d'une somme d'irrationalités  
individuelles ou si le système économique  
lui-même, indépendamment  
du comportement des individus,  
est porteur de crises.

Organisé par Sacha Bourgeois-Gironde  
(Université Paris 2, LEMMA,  
et Institut Jean Nicod).

#### Débat



**Jeudi 15 mai 2014**

Centre Sèvres,  
35 bis, rue de Sèvres, Paris 6<sup>e</sup>,  
à 21 heures,

#### Éloge de l'autorité ?

Dans le cadre du débat  
« *Quel pouvoir voulons-nous ?* »  
**Charles Melman et Marcel Gauchet**  
reçoivent

**Robert Damien,**  
professeur émérite  
de philosophie politique et éthique,  
à l'université Paris-Ouest  
Nanterre La Défense,  
autour de son dernier livre paru  
chez Armand Colin.

Renseignements 01 42 86 13 93  
ou www.ephep.com  
Inscriptions sur place  
Entrée : 20 € Étudiants : 10 €.

### Communications diverses

**Centre communautaire de Paris :**  
« Journée d'études du Zohar et Kabbale »  
dimanche 11 mai 2014 - 14 heures,  
actualité du Zohar par Michaël Sebban,  
professeur - 14 h 30, « Moshé Haim  
Luzzato : Ramhal » par Mordékhai  
Chriqui, directeur du Centre du Zohar  
Jérusalem - 15 heures, La lecture  
Kabbalistique des Commandements de la  
Torah par Hay Krief, grand rabbin -  
16 h 30, « Rabbi Ishak Louria et le Zohar »,  
par Yves Marciano, rabbin - 17 heures,  
« lectures singulières de la mystique dans  
le hassidisme », par Haim Nisenbaum,  
rabbin - 18 heures, conclusions.  
www.centrecomparis.com  
(PAF.). Tél. : 01 53 20 52 52.

**Institut universitaire Elie Wiesel :**  
Hommage - jeudi 22 mai 2014,  
à 18 heures, à l'Assemblée nationale  
« Des hommes d'Etat d'exceptions :  
au service de la France... haïs et persécutés  
comme juifs. » « Quatre hommes d'Etat  
au service de la République », avec Ilan  
Greilsammer, Bertrand Favreau,  
Gérard Boulanger - Hommage à Jean Zay.  
Réservation obligatoire à m.cohen@  
institutelielwiesel.com avant le 16 mai  
2014.

119, rue La Fayette,  
75010 Paris.

ISF :  
Déduisez 75 % du montant de votre don  
à la Fondation du patrimoine juif  
de France pour sécuriser et mettre  
aux normes nos synagogues et centres  
communautaires.  
Tél. : 01 49 70 88 02,  
consistoire@consistoirecentral.fr  
Sous l'égide  
de la Fondation du judaïsme français.

**Le Monde**  
Le Carnet

Avis de décès, condoléances,  
remerciements, hommages,  
avis de messe



Pour toute information :

☎ 01 57 28 28 28

☎ 01 57 28 21 36

✉ carnet@mpublicite.fr

Tarif : **25,50 € TTC**  
Prix à la ligne







# Quelle gouvernance du monde numérique ?

Depuis le scandale des écoutes par l'Agence nationale de sécurité américaine (NSA), la volonté d'endiguer l'hégémonie des Etats-Unis sur la Toile est partagée par le Brésil et l'Union européenne, soucieux de préserver les libertés individuelles et leur sécurité. L'administration Obama saura-t-elle convaincre ses partenaires ? L'Europe peut-elle être un concurrent numérique crédible ?

## Les Etats-Unis veulent protéger la vie privée

John Podesta

Conseiller auprès  
du président des Etats-Unis

En janvier, le président Obama a souligné le juste équilibre à trouver entre la protection de la sécurité de son pays et de ses alliés, et le respect de nos engagements envers la préservation du droit à la vie privée et des libertés civiques. Dans le même temps, reconnaissant que ces défis débordent les limites de la communauté du renseignement, le président Obama m'a chargé de mener, dans un délai de trois mois et en collaboration avec des responsables gouvernementaux, un examen global du dossier des métadonnées [données décrivant d'autres données] et des questions liées au respect de la vie privée. J'ai reçu pour mission d'étudier la façon dont les métadonnées influent sur notre manière de vivre, de travailler, et sur nos interactions avec autrui, avec le gouvernement et avec le monde des affaires. Nous avons remis les conclusions de notre enquête au président le 1<sup>er</sup> mai.

Nous avons conclu que les métadonnées peuvent avoir un impact profond sur quasiment tous les secteurs de l'activité humaine, dans la vie privée comme publique, personnelle comme commerciale. Nous sommes convaincus que les métadonnées nous obligeront à un débat de fond et durable sur le respect de la vie privée dans un paysage numérique en constante évolution. Nous avons recommandé que soient prises des mesures concrètes en vue de l'adoption de la déclaration des droits des consommateurs en matière de confidentialité, une loi à portée historique proposée pour la première fois par le président Obama en 2012 afin de garantir légalement la protection de la vie privée à l'ère numérique.

De même qu'Internet ne connaît pas de frontières, les perspectives d'avenir comme les défis apportés par les métadonnées ont des ramifications internationales. Au cours de notre étude, nous avons tenu compte d'un large éventail de points de vue et nous avons rencontré de nombreux partenaires dans le monde entier, parmi lesquels des juristes spécialisés dans la législation sur les données privées venus de France, d'Allemagne, du Royaume-Uni, des Pays-Bas et de l'Union européenne, ainsi que du Canada et du Mexique, des universitaires de toute la planète, et des ONG internationales.

La protection de la vie privée constitue une valeur universelle. C'est pourquoi nous avons recommandé dans notre rapport que soient étendues, dans la mesure du possible, à tous les citoyens non américains les

garanties prévues dans la loi sur la protection de la vie privée de 1974, qui régit la collecte, l'utilisation et la diffusion des données personnelles par le gouvernement fédéral américain ; ou bien que soient établies des règles équivalentes garantissant une protection adaptée et significative des données personnelles, quelle que soit la nationalité de la personne.

Les Etats-Unis et leurs partenaires de l'Union européenne respectent la vie privée de leurs propres citoyens et de ceux de chacun de leurs pays respectifs. Afin de garantir que l'ensemble des citoyens des deux côtés de l'Atlantique bénéficient du commerce international qui profite à nos vies modernes, les Etats-Unis et l'Union européenne se sont mis d'accord pour appliquer les normes et pour améliorer la transparence régissant le transfert international des données. Nos

**Le président Obama veut travailler  
avec ses homologues étrangers  
afin de renforcer nos relations les plus cruciales  
et de restaurer la confiance**

citoyens sont mieux protégés lorsque les services chargés de l'application des lois dans nos pays travaillent ensemble ; c'est pourquoi nos dirigeants se sont engagés à accélérer les négociations en vue d'un accord significatif et étendu sur la protection des données dans le cadre de la coopération policière et judiciaire sur les questions pénales, y compris le terrorisme.

Les métadonnées aident les entreprises de service public à évaluer et à prédire les demandes énergétiques des réseaux électriques, en augmentant l'efficacité et en réduisant les risques de pannes de courant.

Les métadonnées sont à la base des outils permettant de cartographier le génome humain et de faire avancer l'Initiative Brain, lancée par l'administration Obama dans le but d'améliorer considérablement notre connaissance du cerveau humain. Nous sommes convaincus qu'il est essentiel de tirer le meilleur profit des technologies rendues possibles par les métadonnées tout en limitant les risques pour la vie privée et pour nos valeurs.

Ces objectifs requerront un examen continu de l'impact des nouvelles technologies sur la vie privée. Grâce à une coopération active et constante avec nos partenaires internationaux, je suis convaincu que nous pourrions continuer à garantir nos valeurs communes dans le domaine de la protection de la vie privée dans un monde en constante évolution. ■

Sur [Lemonde.fr](http://Lemonde.fr)

L'intégralité de ce texte

## Reflets par Selçuk



## Il faut créer un rapport de force avec les Américains

Frédéric Martel

Spécialiste des Etats-Unis

L'histoire d'Internet a changé depuis les révélations d'Edward Snowden sur la surveillance de masse américaine. La présidente brésilienne, Dilma Rousseff, propose de changer la gouvernance du Web. Angela Merkel a répété sa « détermination » face aux Etats-Unis. Et, à la fin de son mandat, le président Barroso milite maintenant pour une « renaissance européenne ». Mais il n'y aura pas de renaissance pour l'Europe sans le numérique ; et pas de régulation d'Internet sans un nouveau rapport de force avec les Américains. C'est l'un des enjeux des élections européennes qui viennent.

L'Europe n'est pourtant pas un nain numérique. Avec 500 millions de consommateurs, elle représente même un marché majeur pour les Etats-Unis. Par nos propres forces, à vingt-huit pays, nous sommes influents dans la sécurité informatique, les infrastructures du cloud [serveurs distants pour stocker et traiter l'information], les applications mobiles. Nous sommes leaders dans la musique en streaming avec Spotify, Deezer ou Qobuz. Nous sommes puissants dans la vidéo online avec Dailymotion. Nous avons sans doute perdu la bataille des moteurs de recherche généralistes, face à Google, mais nous pouvons exister dans les recherches segmentées et sectorielles, les niches, et tout ce que l'on appelle la « profondeur » du Web plutôt que sa « largeur ». Surtout, nous sommes l'un des premiers producteurs de contenus médias et culturels au monde.

Et pourtant l'Union européenne est en train de devenir une « colonie du monde numérique », comme l'affirme un rapport du Sénat français, alors qu'un député allemand a dénoncé l'« occupation numérique » des Américains. Les contenus sont chez nous, mais les outils sont aux Etats-Unis. La part de marché de Google est de 86 % aujourd'hui dans l'Europe à vingt-huit. Nos fleurons européens, comme Meetic, Skype, Nokia, PriceMinister ou Supercell, ont été rachetés par les Américains ou les Japonais. Deezer et Dailymotion vont-ils suivre, faute de politique numérique européenne pour nos « champions » et de volonté de leurs actionnaires européens ? Et, avec jusqu'à 16 points de fiscalité d'écart avec la France, le Luxembourg et l'Irlande sont les portes d'entrée d'un numérique dérégulé américain. La Commission sortante a un bilan médiocre : la promesse de la fin de l'itinérance et l'unification des chargeurs de téléphone ! Le reste n'est que déclaration d'intention.

Les élections européennes doivent être l'occasion de poser ce débat et de fixer un nouvel agenda numérique pour le Parlement et la Commission. La première priorité, c'est la fiscalité et ce que l'on appelle d'un doux euphémisme l'« optimisation fiscale » – quand il s'agit en fait d'évasion fiscale. Aux Etats-Unis, la *sale tax*, une sorte de TVA, a été relocalisée au niveau des Etats avec l'accord de la Cour suprême ; pourquoi pas en Europe ? La mise en place d'une harmonisation de la TVA au niveau du pays de destination des achats, dès 2015, va dans le bon sens, mais il faut pousser plus loin.

Il faut agir ensuite sur la vie privée et les données personnelles. Les risques engendrés par le cloud et le basculement d'Internet dans les domaines de l'éducation et de la santé nous imposent d'aller vite. Les principes dits du « Safe Harbor » [sphère de sécurité], sur le transfert des données, offraient un espace de dialogue avec les Américains ; mais il est temps que ce cadre juridique commun, mis à mal, sinon ridiculisé par Edward Snowden, soit renégocié drastiquement et qu'il impose la traçabilité des données et précise le lieu de leur hébergement.

Nous devons donc ouvrir le seul vrai débat qui vaille sur ce sujet : celui de la « reterritorialisation » des données. Sans elle, aucun contrôle ne sera possible. Les informations des Européens, que ce soit sur Facebook, Google ou Twitter par exemple, doivent rester en Europe. S'il est diffi-

le d'imposer une telle reterritorialisation au niveau d'un seul Etat, il est possible de le faire techniquement et économiquement au niveau de l'Union européenne.

Car il y a encore plus dangereux que la surveillance de masse de l'Agence nationale de sécurité américaine (NSA), il y a le problème du contrôle privé des données par les géants du Net. Les données que l'on laisse derrière soi sur le Web.

L'alternative à la reterritorialisation est la cryptographie généralisée, une idée qui fait son chemin. Mais celle-ci poserait à nouveaux frais la question de l'interdiction des contenus illicites ou des atteintes au droit d'auteur, qui risqueraient de devenir entièrement incontrôlables. D'une manière générale, il faut rappeler les Américains au quatrième amendement de leur Constitution, celui qui a trait à la protection de la vie privée.

L'Europe doit en faire sa priorité. Une nouvelle gouvernance du Web est également souhaitable, mais sans pour autant qu'on abandonne un système « multiacteur » qui a fait ses preuves, ni qu'on livre Internet aux Nations unies ; le risque serait une gestion de type Unesco ou FIFA, où rien ne se décide et où la censure par les Etats autoritaires devient la règle.

A bien des égards, je suis toutefois convaincu que les régulations d'Internet ne se feront pas contre les Etats-Unis, mais avec eux. On peut imaginer, pour commencer, une régulation américaine articulée à une régulation européenne, laquelle serait peu à peu élargie aux pays émergents et au reste du monde. C'est pourquoi nous devons proposer que le siège de l'icann, l'agence américaine qui régle les

**L'Europe n'est pas  
un nain numérique.  
Avec 500 millions de  
consommateurs, elle  
représente un marché  
majeur pour les Etats-Unis**

noms de domaine et une partie de l'architecture du Web, cesse d'être une association de droit américain et installe son siège social en Europe.

Pour parvenir à imposer ces solutions, il faut créer un nouveau rapport de force avec les Américains. De nouvelles révélations sur les écoutes de la NSA en France sont annoncées. Faut-il accorder en Europe, comme certains le suggèrent, l'asile politique à Edward Snowden ? Non, dit-on officiellement en haut lieu, car nous ne respecterions pas les règles du jeu avec les Etats-Unis.

Mais les Américains ne respectent pas eux-mêmes les règles. Il ne s'agirait pas tant, si cet asile était accordé, de défendre a priori les lanceurs d'alerte, mais d'adresser un message clair aux Américains : si vous continuez à abuser de vos positions technologiques dominantes, vous prenez le risque de compromettre Internet dans son ensemble et de conduire à une « balkanisation » du réseau – l'expression à la mode – et à un cryptage généralisé du Web, que par ailleurs vous dénoncez. Offrir l'asile à M. Snowden en Europe éviterait en outre, selon les partisans de cette solution, de le laisser dépendre du régime de Vladimir Poutine, un argument auquel les Américains pourraient être sensibles.

Internet devient mobile ; les téléphones deviennent *smart* ; la télévision devient sociale et connectée ; la critique culturelle bascule dans les algorithmes ; les produits culturels et les médias papier disparaissent pour devenir, avec Netflix, Spotify, Apple ou Amazon, des flux et bientôt des « services » connectés délivrés par abonnement sur le cloud.

Perdre la main sur les données et la régulation d'Internet serait perdre notre identité, notre culture, notre langue. Face à cela, l'Europe peut agir.

Et nous n'avons pas à craindre une « balkanisation » puisque l'Internet européen est déjà une mosaïque. Et qu'il restera fragmenté. ■

Auteur de *Smart. Enquête sur les internets* (Stock, 406 pages, 22 euros)



## Derrière les cibles américaines, des individus et des organisations

DEPUIS PRÈS D'UN AN, les révélations de l'ancien consultant de l'Agence nationale américaine de sécurité (NSA), Edward Snowden, lèvent le voile sur le système de surveillance des Etats-Unis et ses alliés des communications du monde entier.

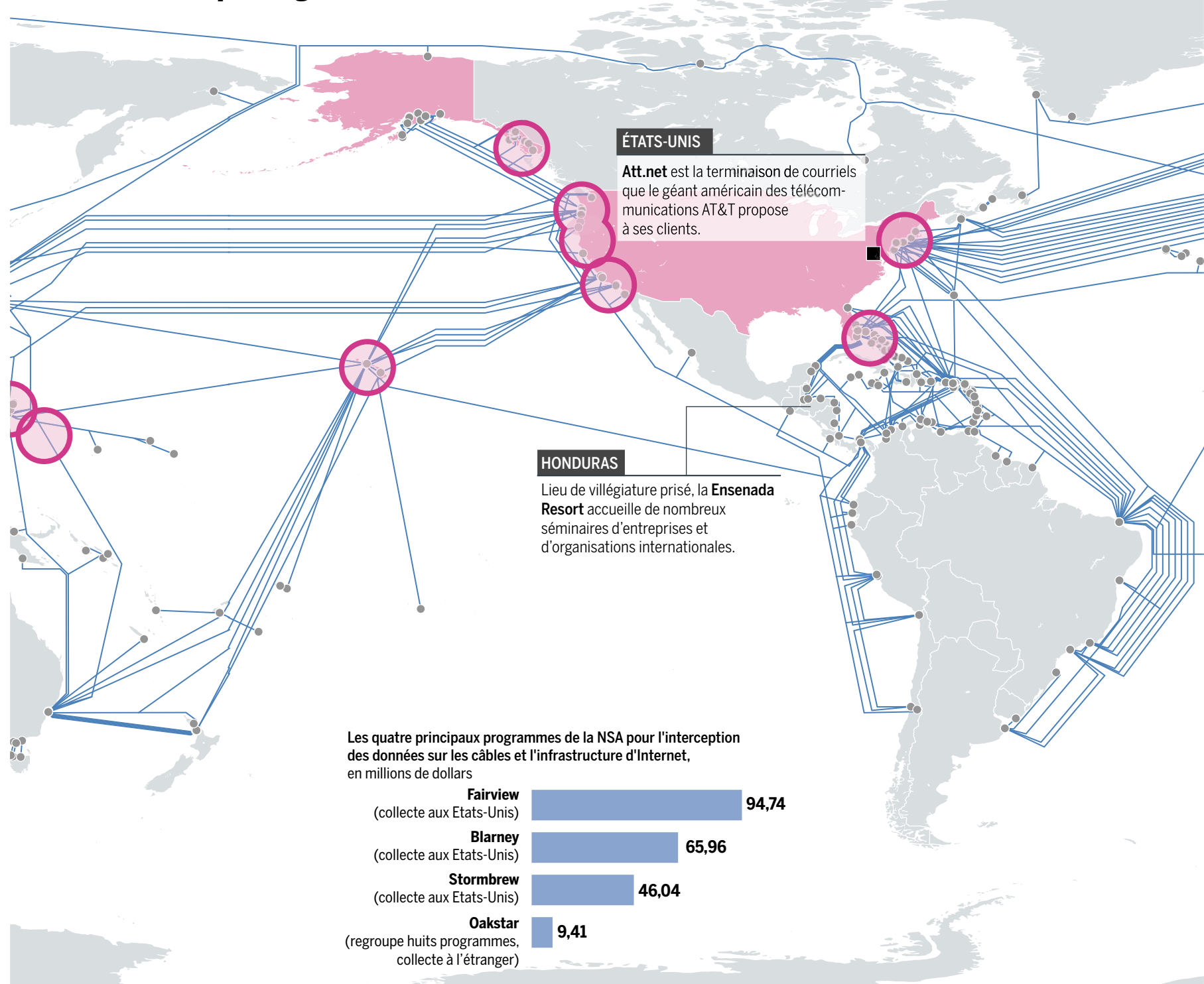
Depuis près d'un an, des documents internes de la NSA permettent d'objectiver ce que l'on ne pouvait jusqu'alors que subodorer. A l'heure d'Internet et d'une circulation mondialisée des communications, les Etats, au nom de leur sécurité, ont construit des appareils de renseignement technique devenus des machines monstrueuses. La collecte est massive.

Face aux questions posées sur l'absence de véritable contrôle sur ces systèmes pilotés par des ingénieurs et le monde du renseignement, les opinions publiques auraient pu s'en émouvoir. Il n'en est rien. En France, où la religion du tout-Etat structure fortement les mentalités et où Internet est encore associé à un espace de liberté, les affaires de la NSA sont souvent réduites aux rubriques nouvelles technologies. Les populations ne se sentent pas concernées par ces intrusions étatiques dans les sphères privées.

Les médias ont fait la liste des savoir-faire inégalés de la NSA en matière d'espionnage mais, finalement, ces réalités restent étrangères au vécu quotidien des gens. La description des moyens complexes et puissants d'interceptions ne suffit pas à rendre compte du vrai visage du Big Brother américain et de son appétit insatiable et indiscriminé. On l'a dit, la toile de la NSA est mondiale et ne se limite pas aux seules cibles liées au terrorisme et à la lutte contre la prolifération. L'agence collecte tout ce qui peut s'avérer d'une quelconque utilité dans le futur.

**Un tri parmi des dizaines d'adresses**  
Pour incarner, à l'échelle de chacun, cet espionnage systématique, *Le Monde* a donc étudié pendant plusieurs mois une pièce fournie par Edward Snowden, qui liste des dizaines d'adresses Web fouillées par la NSA. Derrière des sigles obscurs se cachaient des sociétés, des lieux de réunion, des individus. Il a fallu opérer un tri pour retenir les exemples les plus symptomatiques et les plus éclairants sur la quête infinie de la NSA. Certains sites ne pouvaient pas être divulgués, car ils concernent des opérations en cours sur des sujets sensibles. Leur divulgation aurait mis en danger des personnes et des Etats. Le choix s'est donc porté sur des entreprises et des organisations situées dans des pays alliés, voire amis des Etats-Unis. Ils interrogent, de manière concrète, la justification et les limites d'un système mondial de surveillance.  
**J. Fo. et M. U.**

### Huit cas d'« espionnage » de la NSA sur la carte mondiale des câbles télécom



# Révélation sur les écoutes sous-marines de la NSA

« Le Monde » a eu accès à un listing d'adresses espionnées par l'agence de renseignement américaine. Morceaux choisis

**L**e visage ordinaire des cibles de l'Agence nationale de sécurité américaine (NSA) apparaît sur l'une des pages d'un document interne, dévoilé par Edward Snowden et décrypté par *Le Monde*. Ce texte présente les principaux moyens d'interceptions utilisés par les Etats-Unis dans le monde. L'un des programmes de cette collecte sauvage, *Upstream*, agit sur les câbles sous-marins transportant l'essentiel des données de communication.

Voici une poignée d'exemples de ces « victimes » de la NSA, espionnées pendant un mois, en 2013.

### Deux leaders philippins

Les adresses de deux personnalités philippines figurent sur la liste de la NSA. Jejomar Binay, vice-président philippin, et Manuel Roxas, ministre de l'intérieur, ne sont pas connus pour leurs positions anti-américaines. Elu en 2010, dans la foulée de l'élection de Benigno Aquino à la tête du pays, Jejomar Binay occupe une place notable dans le paysage politique. Ce cacique, longtemps maire de Makati, quartier d'affaires de Manille, est une figure de la sphère économique. Manuel Roxas a été sénateur avant d'occuper plusieurs postes ministériels dont ceux des transports et des communications. Ex-banquier d'affaires, fils de sénateur et petit-fils d'un ex-pré-

sident philippin, il s'est illustré, comme sénateur, par son militantisme contre la signature de contrats publics avec des partenaires chinois, notamment dans les télécommunications. Il a été battu par Jejomar Binay, dans la course, en 2010, à l'investiture pour la vice-présidence.

Rien, dans le parcours des deux hommes, qui n'ont pas donné suite aux questions du *Monde*, ne semble menacer Washington. Ils paraissent, au contraire, défendre des institutions construites sur un modèle très proche de celui de leur ex-colonisateur. Les deux pays sont liés par un accord de défense conclu en 1951. Le déplacement, mi-avril, à Manille, du président américain, Barack Obama, a permis de reformuler cette alliance politique et militaire. La République des Philippines est un relais régional important pour les Etats-Unis, un allié non négligeable que Washington s'efforce de garder dans son giron face à la puissance chinoise.

### Un paradis pour patrons aux Caraïbes

Autre cible de choix des espions américains : la Ensenada Resort, à Tela, au Honduras. Ce lieu de villégiature et centre de séminaires est bordé de palmiers face à la mer des Caraïbes. C'est là que se trouvait le siège, de la United Fruit Company, l'entreprise bananière américaine devenue multinationale de l'agroalimentaire.

La NSA sait que l'endroit propose à ses visiteurs, confrenciers et hôtes de marque, toute la technologie nécessaire à une communication rapide. Wi-Fi, réseaux à haut débit, clés USB maison, tout est fait pour faciliter le séjour des résidents. L'Association des communes du Honduras et d'Amérique centrale y a rassemblé ses membres ainsi que l'Agence américaine des produits alimentaires et médicamenteux (FDA) lors d'une réunion avec deux structures publiques d'Amérique centrale et du Sud, l'Organisme international et régional de veille sanitaire pour l'élevage et l'agriculture et le Service national de la santé animale. Des experts du changement climatique y sont venus, et la Comisca, structure transnationale qui rassemble les ministres de la santé d'Amérique centrale et du Sud, y a aussi pris ses quartiers.

Le monde économique est également un habitué du site : la filiale BMW du Honduras, Unicomer, un groupe de distribution de biens électroniques présent dans tout le monde hispanophone, ou encore les sociétés AstraZeneca puis Asofarma, piliers du monde pharmaceutique continental et international. On relève même la présence du groupe français Lafarge.

### Un institut de physique en Italie

Sur la liste de la NSA, apparaît aussi le Centre international de physique théori-

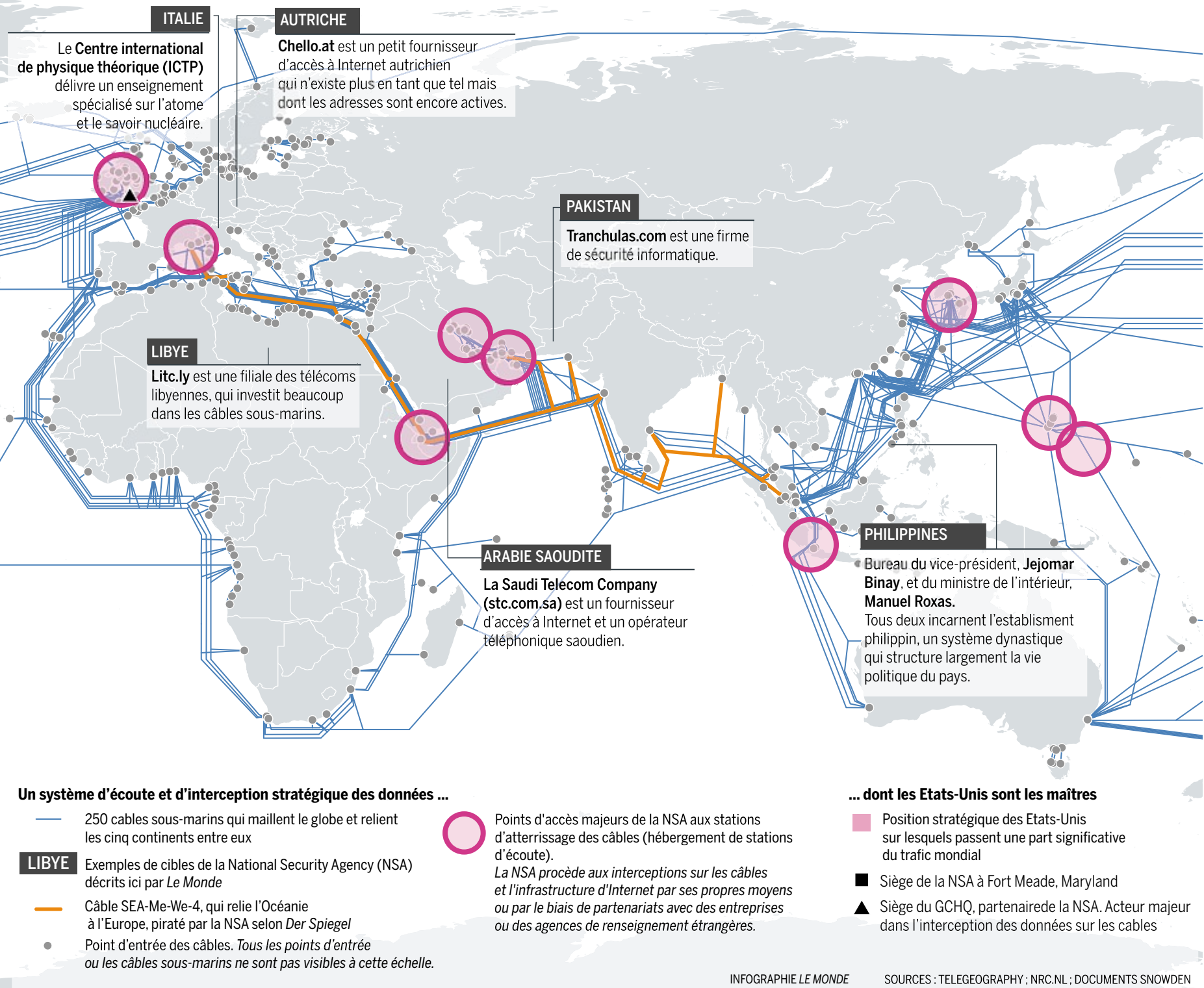
que (ICTP). Créé en 1964 par un futur Prix Nobel, le savant pakistanais Abdus Salam, et basé à Trieste (Italie), l'ICTP est une fondation permettant aux jeunes chercheurs des pays en voie de développement de rencontrer des grands scientifiques internationaux et d'accéder à une formation théorique avec des champs d'application très larges, de l'optique au développement durable en passant par la géométrie.

Sous le patronage de l'Unesco et présidé, depuis 2009, par Fernando Quevedo, physicien guatémaltèque né au Costa Rica, l'ICTP est financé à hauteur de 80 % par le gouvernement italien. Il fonctionne sous l'égide de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) qui lui verse des fonds. L'ICTP et l'AIEA ont mis en place des enseignements communs. Le centre Abdus Salam héberge, en effet, des cours de management des données nucléaires, sur la préservation du savoir nucléaire et sur le rôle des isotopes.

Ces deux institutions sont inquiètes de voir le nombre de chercheurs spécialisés dans ce domaine, sous sa seule composante civile, se réduire dans le monde non industrialisé. D'où la volonté de l'AIEA et de l'ICTP de promouvoir ces savoirs et de former des scientifiques à tous les aspects de la physique nucléaire. Les étudiants chercheurs ont accès, pour leurs études, à la centrale de Krsko, en Slovaquie.

Souhaitant sans doute répondre à certains soupçons, le directeur adjoint de





l'AIEA, Alexander Bychkov, a rappelé, au mois d'août 2013, que « *c'est en éduquant les chercheurs du monde entier que l'on défend les bonnes pratiques en matière de programmes nucléaires* ». L'ICTP aide, par exemple, le Pakistan à créer son propre centre national pour la physique théorique. Islamabad est, par ailleurs, considéré comme l'un des premiers « proliférateurs » au monde. Le centre soutient également l'installation d'un synchrotron en Jordanie et le développement des sciences dans le monde arabe.

## Des courriels américains, autrichiens et une major des télécoms saoudiens

Le Monde a déjà révélé l'intérêt porté par la NSA pour le portail Wanadoo.fr, et donc, probablement, pour une part très importante des courriels échangés par les internautes utilisant ce service de France Télécom (devenu Orange). Il ne s'agit pas, en réalité, du seul acteur de télécommunications à voir une partie au moins de ses courriels copiés dans les bases de données de la NSA. C'est également le cas de AT&T, l'entreprise américaine des télécommunications. La NSA ne s'intéresse pas à AT&T dans son ensemble, mais à l'adresse « att.net », qui est notamment la terminaison des courriels que l'entreprise propose à ses clients.

Cette indication laisse penser qu'un nombre important de courriels de citoyens américains ont pu être collectés par la NSA, alors que la loi impose à cette dernière de ne s'intéresser qu'à des cibles étrangères. Le document n'indique pas si les procédures dites de « minimisation », qui visent à réduire le volume de données d'Américains interceptées, ont été mises en œuvre dans le cadre de cette collecte. De plus, si les courriels d'Américains titulaires d'adresses « att.net » ont été captés, il en est allé de même pour tous ceux, Américains ou non, avec qui ces derniers ont communiqué.

Il est probable que, loin de vouloir intercepter l'intégralité des messages, la NSA s'intéresse à un ou plusieurs individus, peut-être organisés en réseau, qu'elle soupçonne d'utiliser ce service de courriels.

C'est sans doute la même logique qui préside à l'intérêt que porte l'agence à Chello.at, un petit fournisseur d'accès à Internet autrichien, racheté depuis par bien plus gros que lui. Même si Chello.at n'existe plus en tant que tel, les adresses attribuées à l'époque sont encore actives. Plusieurs messages comportant des adresses « chello.at » ont été postés récemment, indiquant que ces dernières sont encore actives. Sans doute la NSA, intéressée par les échanges d'une cible disposant d'une adresse « chello.at », a décidé d'intercepter tous les échanges entre les courriels @chello.at, faute de pouvoir accéder directement, par injonction, aux serveurs de ce fournisseur de courriel, comme elle le fait avec des firmes numériques américaines.

Dans ce document figure aussi la plus grande entreprise de télécommunication du Moyen-Orient, la Saudi Telecom Company (Stc.com.sa). Ce fournisseur d'accès à

Internet et opérateur téléphonique saoudien est présent dans des pays qu'on imagine intéresser les Etats-Unis, comme l'Arabie saoudite, la Turquie, le Koweït, le Liban, la Jordanie et Bahreïn.

## Une société de sécurité informatique pakistanaise

Au cœur des prérogatives de la NSA se trouve la défense contre les attaques informatiques. Il n'est donc pas étonnant que les activités de sécurité informatique intéressent également la puissante agence.

Fondée en 2006 et basée au Pakistan, la société Tranchulas figure ainsi sur les listings de la NSA. Cette entreprise, qui dispose de bureaux en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, dit s'inscrire dans le « hacking éthique ». Plutôt que d'exploiter ou provoquer des failles dans des systèmes informatiques, elle entend plutôt les combler.

Elle finance, par exemple, un organisme à but non lucratif destiné à répondre aux cyberattaques visant le Pakistan.

Cela n'a pas empêché, au cours de l'année 2013, que son nom apparaisse dans un virus retrouvé dans plusieurs ordinateurs d'administrations et d'organisations militaires indiennes. L'entreprise a nié toute implication. Elle est pourtant proche des autorités pakistanaises, et a participé à la défense d'infrastructures informatiques gouvernementales où avaient été découverts des logiciels malveillants. Le fondateur et patron de Tranchulas est par ailleurs consultant pour une agence du gouvernement pakistanaise.

Cette entreprise se trouve au cœur d'un des nouveaux fronts des conflits informatiques. Alors que la Chine reste la place forte des cyberattaques malveillantes en Asie, la rivalité ancienne de l'Inde et du Pakistan a donné lieu à plusieurs escarmouches

informatiques entre les deux pays, forts d'une solide culture technologique.

## Un acteur du Net libyen

Filiale des télécoms libyens, l'entreprise Libyan International Telecom Company est chargée de connecter l'Internet libyen avec les infrastructures de télécommunications des pays voisins. Fin novembre, elle signait un accord destiné à connecter le pays en haut débit avec un partenaire italien. Etant donné la position côtière du pays, elle investit beaucoup dans les câbles sous-marins, par lesquels passe une partie significative des communications mondiales. Un secteur économique stratégique pour la NSA, qui a fait de la surveillance des câbles une des clés de voûte de sa surveillance du réseau. ■

JACQUES FOLLOROU  
ET MARTIN UNTERSINGER

# Upstream : un programme tentaculaire d'interception

POUR MENER À BIEN sa surveillance tous azimuts, l'Agence de sécurité américaine (NSA) peut compter sur ce qu'elle nomme en interne « Upstream ». Sous ce terme générique se trouvent plusieurs programmes de surveillance dont les détails sont encore largement inconnus. Grâce à des partenariats noués avec les entreprises gérant l'infrastructure technique d'Internet, aux Etats-Unis comme ailleurs dans le monde, la NSA peut procéder à la collecte « de communications sur les câbles » [dans lesquels passe le trafic Internet] et les infrastructures lorsque les données y passent ». Contrairement à Prism, ces programmes ne donnent pas accès aux seules données traitées par quelques entreprises spécifiques, mais à tout le trafic Internet passant là où sont placés les dispositifs d'interception.

Un des documents de présentation du travail de la NSA insiste auprès des analystes : il faut utiliser les deux outils, Prism et Upstream, et ne pas négliger cette col-

lecte à la volée, moins ciblée et plus massive, des flux de données transitant un peu partout. Les dispositifs d'interception, capables de copier et d'analyser des déluges de données, sont disposés au cœur du réseau, sur les routeurs qui organisent et orientent les flux, ainsi que sur les câbles sous-marins. Selon l'institut américain Telegeography, 99 % des télécommunications mondiales transitent par les 250 câbles sous-marins qui maillent le globe et relient les cinq continents entre eux.

**L'Amérique, « hub » numérique**  
Certains pays, grâce à leur position géographique et leur poids économique, jouissent d'une position stratégique par rapport à ces câbles. C'est le cas, bien évidemment, des Etats-Unis. D'une part, ils concentrent sur leur territoire un pan important des services Internet les plus connus et les plus utilisés du monde. Une part significative du trafic mondial passe donc par leur territoire, accrois-

sant les possibilités d'interception. D'autre part, la géographie et l'ascendant historique des Etats-Unis dans le développement d'Internet fait de son territoire une plaque tournante : de nombreux câbles partent et atterrissent sur les côtes américaines. Dans un document de la NSA que *Le Monde* a pu se procurer, l'agence se réjouit que la plupart des communications mondiales passent à travers les Etats-Unis.

Autre exemple de cette mainmise sur les flux de communication, la plupart des communications brésiliennes à destination de l'Europe sont forcées de traverser le territoire américain, et sont donc susceptibles d'être espionnées. Le Brésil, pays scandalisé par les révélations Snowden, vient d'ailleurs de décider de tendre un câble direct vers l'Europe. Cela ne suffira peut-être pas, tant le bras de l'espionnage de la NSA est long. Dans un document publié par le quotidien néerlandais *NRC Handelsblad*, la

NSA décrit ses différents points d'accès aux principaux câbles sous-marins. Selon la carte reproduite par ce journal, la NSA dispose de vingt accès majeurs à ces câbles, au niveau de leur point d'atterrissage, principalement aux Etats-Unis, mais pas seulement. La Grande-Bretagne, l'Asie, le Moyen-Orient et également la France sont indiqués comme hébergeant des stations d'écoute sur les câbles qui y transitent. Une grande partie de l'épine dorsale d'Internet se trouve de facto à portée d'interception des agents de la NSA. Autre exemple de l'intérêt important de l'Agence de sécurité américaine pour ces nœuds de communication, un autre document, divulgué cette fois par l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, en décembre 2013. Selon ce dernier, la NSA aurait piraté le câble SEA-Me-We-4, qui relie l'Océanie à l'Europe. Ce câble est géré par Orange, conjointement avec d'autres sociétés. ■

M. U.

## Prism, Upstream : stars américaines

DE TOUTES LES RÉVÉLATIONS sur les pratiques de la NSA, c'est sans doute celle de Prism qui a le plus marqué les esprits. Le nom de ce programme est même devenu, par abus de langage, synonyme de l'ensemble des pratiques de l'agence américaine. Même si un autre programme de la NSA, Upstream, pourrait tout autant lui ravir la vedette, car il illustre, lui aussi, l'extrême variété des cibles des services secrets américains.

Là où Upstream intercepte des données au fil de leur circulation sur Internet, Prism puise dans le stock des informations détenues par la plupart des majors du Net. Leur utilisation s'étend bien au-delà des seules questions de terrorisme ou des pays traditionnellement hostiles aux Etats-Unis.

**A l'affût de l'économie**  
Mais Prism n'a pas livré tous ses secrets. Un document, consulté par *Le Monde* et fourni par Edward Snowden, livre ainsi l'intérêt soutenu porté par l'agence, par le biais de ce programme, aux questions économiques en Amérique du Sud. L'industrie pétrolière et les marchés publics d'armements du Venezuela ainsi que le secteur de l'énergie au Mexique figurent dans la liste des dossiers où Prism a servi d'outil à la NSA. Les diplomates bénéficient aussi de sa collecte : les futurs discours du président des Philippines, la gestion de la crise de la zone euro, la Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest ainsi que la vie politique mexicaine sont mentionnés comme des sujets surveillés grâce à Prism. ■









# Au pays des Gandhi

JULIEN BOUISSOU

Amethi, Raebareli (Inde)  
Envoyé spécial

**L**a petite assemblée de villageois réunie sous un chapiteau n'en peut plus d'attendre, tellement la chaleur est étouffante. Tous s'épongent le front, affalés sur des chaises en plastique, sauf Munna, le visage perlé de sueur, qui se tient debout devant une petite estrade entourée de fleurs. L'ouvrière agricole a mis son plus beau sari et marché trois kilomètres dans l'espoir de rencontrer Priyanka Gandhi, arrière-petite-fille de Nehru, et lui remettre ses requêtes. « Il nous faut des pompes à eau au village, dit-elle. Les cadres du parti n'écoutent plus les pauvres. Il ne nous reste que les Gandhi. »

Ici, les Gandhi font figure de dieux. Il faut dire que nous sommes dans leur royaume. Le premier ministre Nehru (1947-1964) avait choisi cet endroit, dans l'Etat de l'Uttar Pradesh (Nord), à quelques encablures d'Allahabad, berceau du mouvement indépendantiste indien, pour placer son gendre, Feroze Gandhi, lors des premières élections indiennes de 1952. Depuis, la circonscription, qui fut ensuite divisée en deux – Amethi et Raebareli –, se transmet de génération en génération. En soixante ans de règne, les défaites ont été rares.

Mais, cette année, les dirigeants du Parti du Congrès sont fébriles. La formation, discréditée par les scandales de corruption, l'inflation en hausse et la croissance en berne, risque une défaite nationale. Le premier ministre sortant, Manmohan Singh, associé au Parti du Congrès, a toutes les chances de voir son rival Narendra Modi, du Parti du peuple indien (BJP), lui succéder au terme d'élections législatives qui ont lieu du 7 avril au 12 mai. Les circonscriptions d'Amethi et de Raebareli, elles, votent ce mercredi 7 mai ; Rahul Gandhi et sa mère Sonia, arrière-petit-fils et épouse du petit-fils de Nehru, les leaders du Parti du Congrès, s'y présentent. Il leur faut à tout prix sauver leur fief. Une défaite, ici, aurait une valeur symbolique terrible.

Al'horizon s'élève un nuage de poussière d'où surgissent une dizaine de Jeeps filant sur un petit chemin de terre, toutes sirènes hurlantes. C'est l'arrivée de Priyanka Gandhi. Elle n'est candidate à rien, encore moins députée, mais elle est venue se parer d'une couronne de fleurs et parler dix minutes sur scène. « Pensez à tout ce qu'on a fait pour vous : les routes, l'hôpital, les usines », lance Priyanka. « Nous aussi, on fait beaucoup pour les Gandhi », maugrée un électricien en rangeant des câbles sous le soleil de plomb. Voilà plusieurs jours qu'il travaille gratuitement : le parti lui a promis un emploi dans l'usine d'à côté. Munna, l'ouvrière agricole, a remis ses petits papiers griffonnés à celle qu'elle appelle la « princesse Gandhi ». Elle éclate en sanglots. « C'est ma dernière chance, pour les pompes à eau. »

Le Parti du Congrès fonctionne ici comme une administration parallèle. A la permanence locale, un « bureau de facilitation » est chargé de recueillir les doléances

La dynastie des Gandhi, ternie par le clientélisme et la corruption, est menacée aux élections législatives jusque sur ses terres historiques, dans l'Etat indien de l'Uttar Pradesh



Priyanka Gandhi (en haut à gauche) a fait campagne dans la circonscription de Raebareli pour son frère, Rahul (ci-dessus), et sa mère, Sonia (en haut à droite), leaders du Parti du Congrès et candidats aux élections. PAWAN KUMAR/REUTERS ; RAJESH KUMAR SINGH/AP

des administrés. « Et, si nécessaire, on envoie un de nos militants aider à régler un problème avec l'administration ou la police », assure son responsable. Mais le parti n'est plus que l'ombre de lui-même. Aux élections régionales de 2012, aucun des candidats issu du Congrès n'a été élu à Raebareli.

Ici, on ne vote plus pour le parti, mais pour les Gandhi, que l'on aime d'un amour raisonné. Eux seuls peuvent user de leur influence au sommet de l'Etat pour faire venir des entreprises publiques et offrir des emplois par milliers, alors pourquoi s'en priver ? On appelle ces usines publiques des « cadeaux ». L'ancienne première ministre Indira Gandhi (1966-1977 et 1980-1984) offrit la sienne, tout comme son fils Rajiv, qui lui succéda (1984-1989), ou sa belle-fille Sonia, qui vient de faire construire une usine de construction de matériel ferroviaire. Le cadeau de l'héritier Rahul, encore en construction, est une zone industrielle consacrée à l'agroalimentaire.

Certains cadeaux vieillissent mal, comme l'usine ITI de fabrication de téléphones, construite à Raebareli à l'époque où les téléphones étaient, comme les fusées, des symboles de modernité. Le site est aujourd'hui un complexe quasi désert, avec, à l'accueil, un employé qui frappe avec rage le combiné du téléphone sur son bureau, espérant le faire fonctionner. Les salariés d'ITI passent plus de temps chez eux qu'au travail, à cause d'un carnet de commandes quasi

vide. SP Singh, un ingénieur qui vit chichement dans son appartement de fonction, attend le jour où il touchera des indemnités de licenciement pour retourner dans son village : « A mon âge, personne ne voudrait de moi. » SP Singh ne votera pas pour les Gandhi.

Le fief des Gandhi abrite également de nombreuses stations-service, le long des routes lisses qui, en ces veilles d'élections, sentent le goudron frais. L'attribution d'une concession, décidée à Delhi par le ministère du pétrole, peut faire changer de camp un adversaire politique ou récompenser les loyautés de certains.

**Ici, on ne vote plus pour le parti, mais pour les Gandhi. Eux seuls peuvent user de leur influence au sommet de l'Etat pour faire venir des entreprises publiques**

Avec la forte croissance de ces dernières années, de nouvelles opportunités se sont présentées, comme l'attribution de marchés publics. Manoj Dwivedi jure qu'il ne doit sa fortune qu'au « travail » et à son « admiration pour les Gandhi ». Ce qui tombe plutôt bien : son entreprise, Infratech, qui a pour devise « La joie de vivre », est spé-

cialisée dans la construction d'infrastructures dans les régions où le Parti du Congrès est puissant. Le self-made-man a aussi investi dans une chaîne de télévision, Shri News, et un quotidien, Shri Times. Ces jours-ci, il a l'immense privilège de faire partie du cortège de Priyanka.

Le système clientéliste ronge le Parti du Congrès comme une gangrène. « Les idées ou le programme importent peu, le parti est devenu une entreprise prospère qui sert les intérêts des uns et des autres », analyse Ram Tripathi, ancien correspondant de la BBC dans la région. La formation, où la loyauté prime sur les idées, où seul le haut de la hiérarchie compte, s'est sclérosée, vidée de son idéologie et surtout déconnectée des électeurs. Les critiques les plus sévères viennent de l'intérieur. OP Srivastava, secrétaire général du Parti du Congrès dans l'Etat de l'Uttar Pradesh, est un vétéran de la politique. Il porte des baskets blanches, une tunique blanche, et roule dans un 4 x 4 blanc conduit par un chauffeur. Il possède également, depuis son ascension en politique, quelques terrains et des écoles payantes baptisées « Mère Teresa ». « Le parti est faible et complètement déconnecté de sa base », lâche M. Srivastava dans son salon tapissé de photos de Rajiv et Sonia Gandhi.

Depuis son engagement en politique, il y a cinquante-deux ans, il a vu beaucoup de changements, mais ce qui le chagrine le plus est l'influence croissante des milieux d'affaires dans les décisions du parti. M. Srivastava tire ce constat désabusé : « Lorsque

Indira Gandhi disait qu'elle luttait contre la faim, elle prenait les mesures adéquates. Aujourd'hui, le Congrès dit qu'il lutte contre la pauvreté, alors que les inégalités n'ont cessé d'augmenter. Il n'y a plus de cohérence entre les paroles et les actes. »

Sur les terres des Gandhi, un candidat croit en ses chances de renverser la dynastie toute-puissante et sillonne la circonscription depuis des mois. Kumar Vishwas, originaire de la région, maîtrise à la perfection le dialecte local, contrairement à l'anglophone Rahul Gandhi. Il est surtout un poète adulé par la jeunesse indienne. Il récite ses poèmes de Tokyo à Londres, et ses vers sont vendus à prix d'or par SMS.

Le poète a décidé de rejoindre le jeune Parti de l'homme ordinaire (AAP) et de se délester de ses habits et de ses montres de luxe pour, dit-il, suivre l'exemple du mahatma Gandhi. « Je dis aux électeurs : acceptez l'argent que le Congrès va vous donner avant les élections mais n'allez pas voter pour eux. Il y en a assez de ces politiciens qui roulent en Mercedes pendant que des enfants meurent de malnutrition. » Partout où il va, les habitants sont surpris de voir un candidat les écouter.

**P**ourquoi voterait-on pour Rahul Gandhi alors qu'il n'est jamais au Parlement ? On a besoin d'une meilleure gouvernance dans notre district, de savoir où va l'argent, ce qui est possible grâce à Internet », explique Rajesh Prabhat Verma, un jeune sympathisant. Ces revendications, inédites, émanent de cette jeunesse sortie des collèges et instituts bâtis par les Gandhi et aujourd'hui au chômage. Et, pourtant, ces paroles glissent sur le Parti du Congrès comme l'eau sur les plumes d'un canard.

Le Congrès, qui a connu d'autres crises, ne meurt jamais : il se réincarne. Usé par dix ans de pouvoir, il doit être renoué. Quelques réformes ont été engagées pour le démocratiser, comme la tenue de primaires, pour la première fois, dans quinze circonscriptions du pays. « Et on n'obtient plus des emplois dans les usines en passant un coup de fil au député local mais en envoyant un e-mail directement à l'entreprise », ajoute un marchand de chaussures du marché de Raebareli.

Le chantier de rénovation, incontournable, risque d'être délicat. « C'est un parti parapluie qui tire sa richesse de ses nombreux courants de pensée. Il doit surtout se démocratiser et s'ouvrir sur la société sans rétrécir sa base idéologique », explique un proche de Rahul Gandhi. A l'intérieur, on envisage tous les changements, sauf le retrait de la famille Gandhi. Le Congrès risquerait l'implosion, comme dans les années 1990.

C'est bien là le problème : le destin du vieux parti de l'indépendance repose sur les épaules d'un homme de 43 ans, Rahul, critiqué pour son manque d'autorité et de personnalité. Les plus optimistes disent de lui qu'il est encore jeune et qu'il a encore tout à apprendre. « Les crises et les blocages ont au moins un avantage : elles nous forcent à penser », avait coutume de dire Nehru. La défaite du Parti du Congrès pourrait en effet lui donner le temps de réfléchir. ■





**EUROPE** | CHRONIQUE

**PAR ARNAUD LEPARMENTIER**

## Monti et sa leçon à la France

C'e fut une leçon d'Europe. Une leçon à la France. Mario Monti était reçu lundi 5 mai sous la coupole de l'Institut à l'Académie des sciences morales et politiques. L'exercice était délicat pour l'ancien commissaire européen à la concurrence et ex-président du conseil italien admis au fauteuil de Vaclav Havel (1936-2011) : n'était-ce son humour pincésans-rire, Mario Monti, 71 ans, pourrait être caricaturé en professeur rigoriste, bien peu politique. Bref, l'opposé de l'écrivain et dissident tchèque qui devint président de son pays après la révolution de velours de 1989. Et pourtant... A l'heure où l'Europe est accusée d'être lointaine et technocratique, Monti fut plus politique que jamais, digne de son prédécesseur. Ce fut un appel à la France, fille aînée de l'Europe, pour reprendre une expression catholique, accusée d'avoir oublié sa promesse européenne. « *Il serait bon que la France redevienne la force de proposition et d'impulsion qu'elle a su être par le passé* », a exhorté Monti.

La veille, le récipiendaire avait dîné discrètement avec François Hollande à l'ambassade d'Italie à Paris. On ne sait si les deux hommes se sont parlé franchement tant la bienséance souvent ne conduit qu'à des demi-vérités. Sous la

couple, le message fut clair : Mario Monti a torpillé la stratégie initiale de Hollande qui chercha après son élection en 2012 à liguer les pays du Sud contre Angela Merkel : *« Je tiens à le répéter solennellement ici : il faut réfuter catégoriquement toute idée d'une alliance des pays du Sud contre l'Allemagne... L'enjeu est plutôt que la France redevienne la France, c'est-à-dire qu'elle joue pleinement son rôle de pont avec l'Allemagne, ce qui suppose toutefois qu'elle améliore ses performances. »*

Il en va de l'Europe, qu'il convient de sauver. L'éthique morale et politique de Vaclav Havel, son courage face au régime totalitaire communiste semblent bien admirables. Ils seraient bien utiles aujourd'hui pour organiser la résistance alors que « *l'idéal européen est attaqué* ». « *Jusqu'où serions nous prêts à aller pour nos idées ?* », a demandé Monti. *Parfois nous avons laissé faire ceux qui attaquent [l'Europe]. Nous avons aussi parfois manqué de courage pour la construire.* »

N'imputons pas aux autres nos erreurs. Monty s'est employé à démonter avec son flegme à la fermeté légendaire, les fausses vérités parisiennes, qui, reconnaissons-le, nous ont parfois contaminé.

Le procès de l'élargissement de l'Union européenne aux anciens pays communistes intervient-il y a dix ans tout juste ? Cette critique relève d'« une vision étroite et à courte vue de l'Histoire ». Ce ne sont pas les pays de l'Est qui bloquent l'intégration européenne, mais ses deux fondateurs, la France et l'Allemagne, incapables de s'entendre depuis Maastricht. La crise ukrainienne justifie plus que jamais l'inclusion des anciens vassaux soviétiques dans l'UE et l'OTAN. « Où en serions-nous si les pays d'Europe centrale et orientale, de la Slovaquie à l'Estonie, étaient encore dans un entre-deux, au moment où la Russie renoue avec une politique expansionniste ? », a demandé Monti, jugeant la nostalgie de l'Europe des Six « anachronique » et « à courte vue ».

## Crise de la démocratie

Car à Paris, on se gargarise toujours d'un noyau dur, d'une Europe des cercles concentriques dont la France serait par nécessité le centre. Écoutons le ton narquois du professeur : *« Si les critères pour faire partie de ce noyau dur étaient les performances économiques ou le scrupule dans le respect des règles communes, sommes-nous sûrs par exemple que l'Italie en ferait partie ? Et la France ? »* Contrant l'anti-italianisme ambiant, Monti s'est plu à rappeler que son pays était le seul pays latin – France, Belgique et Pays-Bas compris ! – à être sorti de la procédure pour déficits excessifs.

Troisième grief à la mode, le déficit démocratique de l'Europe. Monti n'y croit guère. Il a connu des élections qui manquèrent de bloquer l'Italie en donnant aux populistes de Beppe Grillo plus d'un quart des suffrages tandis

que Marine Le Pen rêve de proclamer le Front national premier parti de France. « Il s'agit moins d'une crise de l'UE que d'une crise de la démocratie en Europe, révélant une défaillance conjointe des Etats et de l'Union, une crise touchant à la fois à la légitimité des décisions et à l'autorité de ceux qui les prennent », estime Monti qui demanda en vain en 2012 que les chefs d'Etat et de gouvernement européens débattent de la montée des populismes en Europe.

Le propos semble paradoxal, tant Monti est un phénomène peu démocratique. Il fait partie du club des économistes lombards éduqués dans les meilleures universités américaines, qui accèdent au pouvoir à Rome. « *En recours quand la conjoncture politique devient trop confuse* », pour « *compenser, temporairement bien sûr, la faiblesse de l'Etat, le poids des clientélismes* », a analysé Thierry de Montbrial dans son éloge de Mario Monti. Pour finir renvoyé, par les combinaisons politiques ou les électeurs, mais en ayant le sentiment du devoir accompli : celui d'avoir fait adopter deux ou trois réformes impopulaires.

Ici survient le quatrième faux grief, les contraintes de l'euro. Monti renverse à juste titre les valeurs. « *Avant, le déficit était facilement financé par le recours à la planche à billets. Mais en réalité, les difficultés étaient renvoyées à plus tard*, a expliqué Monti. *Grâce à l'Europe, nous avons mené une sorte de guerre de libération, non pas contre une puissance étrangère, mais contre nos propres pulsions néfastes* ». Implacable, devant une centaine d'invités et d'académiciens triés sur le volet. ■

leparmentier@lemonde.fr

## *Petits arrangements avec le code électoral*

**D**epuis mardi 6 mai, date du retour au Palais-Bourbon des anciens députés et ex-ministres du gouvernement de Jean-Marc Ayrault éconduits par Manuel Valls, la majorité absolue du groupe socialiste à l'Assemblée nationale ne tient plus qu'à un fil. Ou plutôt à un siège. Il ne compte plus, en effet, que 290 membres et apparentés, ayant perdu le siège de la députée parisienne Danièle Hoffman-Ris-  
pal, suppléante de Cécile Duflot, qui récupère le sien au groupe écologiste un mois après avoir quitté le gouvernement, comme le veut la « loi du retour » adoptée sous Nicolas Sarkozy.

Une voix de majorité, alors que les dissidences internes se font de plus en plus prononcées, mieux vaut éviter toute nouvelle déperdition. Et empêcher par tous moyens la tenue d'élections législatives partielles qui, par ces temps de désaffection électorale de la gauche, constituent autant de potentielles sources d'ennuis.

C'est ainsi que l'ancien ministre de l'économie et des finances Pierre Moscovici, à peine redevenu député, s'est vu confier, par un décret paru au *Journal officiel* du 6 mai, une mission temporaire auprès du premier ministre sur la contribution des politiques européennes à la croissance et à l'emploi. La mission, comme le prévoit l'article LO 144 du code électoral, ne pourra excéder six mois.

Et c'est là que réside toute l'astuce. Faute d'avoir conservé son poste dans le nouveau gouvernement, M. Moscovici – il ne s'en cache pas et s'en est même entretenu avec François Hollande – brigue le poste français de commissaire européen dans la future Commission. Sa mission lui ouvrira opportunément quelques portes auprès d'interlocuteurs suscep-

tibles d'appuyer, le moment venu, sa candidature lorsque sera constituée la prochaine Commission.

Mais ce n'est pas, et de loin, le seul objet de cette nomination. Si, mi-novembre, M. Moscovici parvenait à atterrir à la Commission, il devrait en même temps démissionner de son siège de député, occasionnant *ipso facto* la tenue d'une élection partielle. Avec, à la clé, le risque d'un nouveau revers.

## Un tuilage presque parfait

Sauf si, entre-temps, il a été remplacé par son suppléant. Ce qui se produira automatiquement si la mission de M. Moscovici dépasse six mois. Sans grand risque de nous tromper, nous prenons date pour le 6 novembre où, à la lecture du *Journal officiel*, nous apprendrons que sa mission aura été prolongée. Le travail est presque parfait. Le siège de la 3<sup>e</sup> circonscription du Doubs sera sauf, à défaut de la morale. *« Ce n'est pas joli, joli, reconnaît un ancien collègue de M. Moscovici redevenu, comme lui, député. On a dû le dénoncer mille fois quand la droite le faisait. »* Ce dont, effectivement, elle ne s'est pas privée.

Pour Vincent Feltesse, député suppléant de Michèle Delaunay dans la 2<sup>e</sup> circonscription de la Gironde, le temps aura été suspendu en sens inverse. Celui qui devrait, dans les jours qui viennent, rejoindre le cabinet de François Hollande à l'Élysée pour y occuper la fonction de conseiller chargé des élus aura dû attendre que la députée titulaire retrouve son siège à l'Assemblée nationale pour que le décret de nomination soit publié. Sinon, il y aurait eu vacance de siège et élection partielle. A quoi ça tient, quand même, une carrière ! ■

**PATRICK ROGER**

**Société éditrice du « Monde » SA**  
Président du directoire, directeur de la publication **Louis Dreyfus**  
Directrice du « Monde », membre du directoire, directrice des rédactions **Natalie Nougayrède**

**Directeur délégué des rédactions** Vincent Giret  
**Directeur adjoint des rédactions** Michel Guerrin  
**Directeurs éditoriaux** Gérard Courtois, Alain Frachon, Sylvie Kauffmann

**Rédacteurs en chef** Arnaud Leparmentier, Cécile Prieur, Nabil Wakim  
**Rédactrice en chef** « M Le magazine du Monde » Marie-Pierre Lannelongue  
**Rédactrice en chef** « édition abonnés » du Monde, fr. Françoise Tovo  
**Rédacteurs en chef adjoints** François Bougon, Vincent Fagot, Nathaniel Herzberg, Damien Leloup  
**Chefs de service** Christophe Châtelot (International), Luc Bronner (France), Virginie Malingre (Economie), Auréliano Tonet (Culture)

**Rédacteurs en chef « développement éditorial »** Julien Laroche-Joubert (Innovations Web)  
Didier Pourquery (Diversifications, Evénements, Partenariats)

**Chef d'édition** Christian Massol  
**Directeur artistique** Aris Papatheodorou  
**Photographie** Nicolas Jimenez

**Photographe** Nicolas Jimenez  
**Infographie** Eric Bézat  
**Médiateur** Pascal Galinier  
**Secrétaire générale du groupe** Catherine Joly  
**Secrétaire générale de la rédaction** Christine Laget  
**Conseil de surveillance** Pierre Bergé, président. Gilles van Kote, vice-président

■ Tirage du *Monde* daté mercredi 7 mai 2014 : 291233 exemplaires.

**2**



**Trente ans après sa disparition**, la *French touch* douce-amère de François Truffaut continue d'être célébrée dans le monde entier. Le cinéaste des *400 coups*, de *Jules et Jim* et du *Dernier métro* a toujours privilégié l'intime et décrit, avec pudeur, l'amour comme une liturgie secrète. A la façon d'une chanson d'Alain Souchon.

Tournant le dos aux modes et aux consensus, l'inventeur de la Nouvelle Vague fut d'abord un critique audacieux, pourfendeur d'un cinéma hexagonal endormi, puis un metteur en scène exigeant, qui mit ses pas dans ceux d'Hitchcock, de Renoir et Rossellini. « *Le cinéma est un art de la femme, c'est-à-dire de l'actrice. Le travail du metteur en scène consiste à faire faire de jolies choses à de jolies femmes* », disait-il. Le réalisateur de *L'homme qui aimait les femmes* ne dérogea jamais à cette règle, ni dans son œuvre, ni dans sa vie.

Quelques jours avant l'ouverture du Festival de Cannes, *Le Monde* a décidé de rendre hommage à François Truffaut, pour qui le cinéma était plus important que la vie...

«FRANÇOIS TRUFFAUT. LE ROMAN DU CINÉMA», un hors-série du *Monde*  
7,90 € - Chez votre marchand de journaux et sur [lemonde.fr/boutique](https://lemonde.fr/boutique)